

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

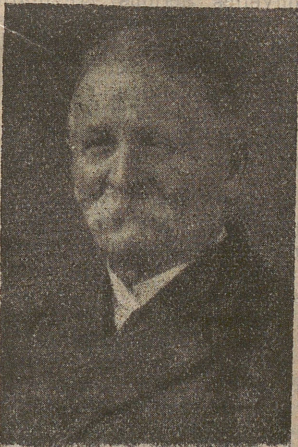
Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*
- 2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*
- 3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*
- 4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*
- 5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean-Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul, Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Péyari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guiland secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairat (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borossine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Maximilian Hesse



Maximilian Hesse est né le 8 mai 1847 à Domnitzsch, Torgau. Elevé à Marbourg et à Berlin, où il a fréquenté le gymnase et l'Université. Il eut ensuite une activité littéraire et politique. Un voyage en Amérique et un séjour dans ce pays de 4 ans élargit son cercle d'action publiciste. Rédacteur-en-chef du „Mecklenburger Nachrichten“, il appuya les efforts de réformes. Ses profondes connaissances du problème agraire allemand lui furent d'une grande utilité dans ses voyages dans les Balkans. A Cologne, il entra dans le camp de l'opposition contre Guillaume II. Frappé de cécité, il ne put continuer son activité littéraire, mais par sa volonté inébranlable de lutte il s'intéressa aujourd'hui encore, malgré ses quatre-vingts ans, à tous les événements importants.

Le problème le plus difficile que j'aie jamais connu a été toujours et est aujourd'hui encore la question non-résolue des Balkans. Tout comme en son temps Sarajewo fut le signal de la guerre mondiale, un nouveau danger de guerre peut chaque jour survenir des Balkans.

Nulle garantie de paix pour l'Europe, nulle garantie de paix pour le monde, avant que la pacification (non pas des Etats balkaniques, mais, ce qui me semble plus important, des peuples balkaniques) n'ait été établie dans les Balkans.

Aussi vois-je dans la solution actuelle une violation souffletant les principes de la justice et de la liberté. Les révoltantes atrocités des cercles actuellement dominants ne me fait point croire que par eux il puisse être tenu compte de la nécessité impérieuse du jour: de la protection des minorités.

Pour mettre une fin à l'oppression des minorités et aux rivalités des Etats balkaniques entre eux, il ne faudrait pas sous-estimer une tentative de préparer une mobilisation des femmes des Balkans. Ce sera le réveil des femmes balkaniques, privées de leurs droits, leur réveil à la liberté politique, qui fournira la base, promettant le succès, à la lutte contre l'oppression barbare des potentats indigènes et étrangers.

Simultanément, il faudrait déployer des efforts pour mettre le holà au fascisme de tout degré, tout particulièrement au fascisme italien. Cette lutte ne devra être menée que sous le drapeau du socialisme.

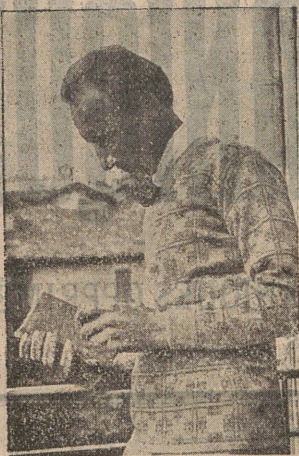
Les efforts de tous les gouvernements européens intéressés au problème balkanique sont dictés par des influences de puissance politique. L'écartement de ces influences politiques de puissance dans les Etats européens est une autre condition primordiale pour l'idée tellement heureuse de la création d'une Fédération Balkanique.

La Russie tsariste était jadis la torche incendiaire pour les Balkans, mais la Russie des Soviets devra être aujourd'hui, pour les peuples opprimés des Balkans, un phare brillant.

Jusque là, je place mes espérances en les opprimés et intellectuels de tous les pays qui, ensemble avec leur lutte pour leur propre libération, appuient aussi la lutte des peuples balkaniques opprimés.

Maximilian Hesse

Karl Wilker



Karl Wilker est né en 1885 à Osnabrück. Après une période de travail pédagogique pratique, puis scientifique (comme rédacteur de la „Zeitschrift für Kinderforschung“) il étudie la médecine. Dans les premières années de la guerre générale, il est mobilisé comme médecin. Du printemps 1917 jusqu'en novembre 1920 directeur d'un grand établissement d'éducation à Berlin. Forcé de démissionner par des agissements réactionnaires, il vit, depuis, retiré à la campagne, comme co-éditeur de la revue „Das werden-Zeitalter“.

Justice, liberté, paix ne peuvent être que là où les règles humaines les plus élémentaires sont respectées et

suivies: l'amour du prochain, l'humanité, la fraternité. D'après tout ce que j'ai lu des Balkans, je crois devoir craindre qu'il y existe un foyer presque plus intense que dans le reste de l'Europe, de non-justice, de non-liberté, de non-paix; et certaines puissances ténébreuses ont peut-être un intérêt à entretenir ce foyer tel qu'il est, sans que les hommes dans les Balkans en aient connaissance ou se doutent même de ce qu'ils sont ainsi employés.

Comment les gouvernants actuels, pour lesquels les valeurs humaines ne sont que des mises pour leurs gros jeux personnels, pourraient-ils avoir de l'intérêt à ce que dans les Balkans les choses se passent autrement? Leur intérêt doit être conforme à leur tâche diabolique de main-

tenir un peuple opprimé dans un permanent état de trouble pour s'en servir au moment donné comme d'une mèche pour provoquer d'immenses explosions.

Comment y mettre une fin? Je n'ai plus trop de confiance en de révolutions réjouissantes. Mais, malgré cela, je souhaite aux Balkans une révolte du peuple, du peuple tout entier, mû par la reconnaissance du fait que les frontières ne sont que l'œuvre d'hommes et tracées arbitrairement, et, en dernier lieu, par des raisons capitalistes. Une révolte qui fait des gouvernants des gouvernés; qui donne le gouvernement à des femmes et hommes qui, à côté d'une intelligente compréhension des grandes souffrances de l'humanité, éprouvant, avant tout, le grand amour pour le cœur humain qui bat également chez tous, sans considération aucune de frontières ou de races, de pauvreté ou de richesse...

Je pourrais m'imaginer que cette transformation pourrait se faire pacifiquement, si la Société des Nations, dans la reconnaissance de sa véritable mission, créait la Fédération Balkanique. Il n'y a rien qui ne puisse être créé! Mais — les politiciens régnant aujourd'hui savent naturellement qu'alors, ils auront cessé leurs manèges. Ils doivent donc s'y opposer par tous leurs moyens.

Par de telles considérations, je reviens toujours à la reconnaissance de cette vérité que toute politique grande, pacifique, libératrice ne peut être rendue possible que par le nouvel homme. Eduquer et élever le nouvel homme — c'est la notre tâche à tous, et non seulement celle des pédagogues de profession. Pour empêcher cette éducation, mille forces de toutes sortes sont à l'œuvre. Eh bien! créons les forces contraires! Travaillons à ce que chaque père, chaque mère — et ce non seulement dans les Balkans — et chacun, et chacune, partout, aime les enfants, rende libres dans chaque enfant les forces qui lui apporteront le bonheur et à la communauté la prospérité et la liberté.

Libération des peuples par la libération de l'enfant!

Karl Wilker

Nouvelle trahison des Protoguéroff

Les „autonomistes“ préparent, pour le compte de fascistes italiens, de nouveaux forfaits en Macédoine

Protoguéroff et toute la bande dirigeante de l'organisation «Autonomiste» continuent leur œuvre de trahison. Ils continuent à servir les intérêts étrangers. Ils continuent à exécuter les ordres de Mussolini et ceux de la Ligue Militaire bulgare.

Dès juin dernier ils avaient commencé leur action: ils avaient envoyé des malheureux d'origine macédonienne, pépérer en Macédoine sous joug serbe des attentats et des tueries de fonctionnaires. Ces actions, ils les nommèrent «révolutionnaires», alors que ce sont là en réalité des actions contre-révolutionnaires, perpétrées dans l'intérêt des impérialismes italien et bulgare. Elles n'avaient pas pour but la libération de la Macédoine; mais son occupation par l'impérialisme italien, le remplacement du joug actuel par celui du fascisme italien. Protoguéroff a exécuté et exécute ces actions contre la volonté du peuple macédonien; elles sont faites contrairement à son désir; pas une seule de ces actions «révolutionnaires» n'est perpétrée par des Macédoniens habitant la Macédoine. Ces actions, loin de contribuer même d'une parcelle à la libération de la Macédoine, ne font que faciliter la tâche des chauvinistes et impérialistes serbes de dépeupler, par un renforcement de terreur, toute la Macédoine sous joug serbe de sa population macédonienne.

Les actions contre-révolutionnaires de Protoguéroff ont transformé le pays en un désert. Les Protoguéroff ne veulent cependant rien entendre des cris sanglants que les Macédoniens sous joug serbe lancent contre le régime serbe de terreur; ils ne veulent rien savoir de ce que, par ces actions, ils facilitent la tâche des militaristes serbes. Ils continuent leur travail contre-révolutionnaire, et le continueront. Car tel est l'ordre qui leur est intimé par Mussolini et par la Ligue Militaire bulgare.

Nous avons maintes fois montré les liens qui existent entre Mussolini, Ahmed Zogou, la Ligue Militaire bulgare, et Protoguéroff. Nous avons montré que Protoguéroff et ses acolytes font constamment la navette entre Rome, Tirana et Sofia et exécutent tous les ordres qu'ils reçoivent de leurs maîtres italiens et bulgares. Ils ne cachent d'ailleurs pas l'admiration qu'ils ressentent pour le fascisme italien, et dans leur presse ils ne laissent échapper aucune occasion de glorifier l'œuvre de Mussolini.

Nous sommes aujourd'hui à même de dénoncer de nouveaux projets criminels que ces traîtres ont conçus tou-

jours dans le même but: faciliter l'établissement de la domination fasciste en Macédoine. Tout récemment, l'un des dirigeants de l'organisation autonomiste de Protoguéroff, l'un des principaux inspirateurs et instigateurs de tous les crimes des «autonomistes» en Macédoine, en Bulgarie et à l'étranger perpétrés au cours de ces quatre dernières années, Naoum Tomalevsky, s'est rendu à Rome et a conclu un arrangement avec le gouvernement italien en vertu de laquelle l'organisation de Protoguéroff s'engage à entreprendre, au printemps, de nouvelles actions «révolutionnaires» en Macédoine — auquel effet Tomalevsky a obtenu de Mussolini 2 millions de lires italiennes, déposées déjà dans des banques suisses. Pour la mise en exécution de ces nouveaux crimes envers le peuple macédonien, ces traîtres ont même déjà embauché environ 200 condottieri qui se trouvent actuellement dans l'Albanie d'Ahmed Zogou et n'attendent que l'ordre-signal pour opérer leur incursion en Macédoine.

Mais il semble que ceci ne suffit pas à Mussolini. Il veut, simultanément avec l'action par l'Albanie, faire déclencher aussi une action identique par le district de Pétritch.

Mussolini a bien à sa disposition les Protoguéroff; mais ses agissements sont aussi pleinement soutenus par la Ligue Militaire bulgare. Aussi dans le district de Pétritch, où ils maintiennent sous leur terreur la population toute entière, où ils tuèrent plus de mille Macédoniens révolutionnaires, militants politiques, paysans, artisans, ouvriers, intellectuels, où ils continuent à tuer tout Macédonien qui dans le passé a été contre les Verkhovistes ou qui actuellement lutte pour le droit d'auto-détermination des peuples balkaniques et leur Fédération en une République Balkanique, est-ce avec le plein concours des officiers que Protoguéroff et sa clique organisent des bandes et les arment des dépôts militaires, pour les envoyer, au printemps, en Macédoine sous joug serbe, conformément à l'accord signé à Rome par Tomalevsky.

Ces renseignements sont absolument authentiques. Elles proviennent directement de la Légation bulgare de Belgrade. Le ministre bulgare à Belgrade, M. Vakarelsky, les a communiqués à M. Liapcheff; supposant que ces agissements se font à l'insu du premier ministre bulgare, il l'informe des nouveaux exploits projetés par les «libérateurs» du peuple macédonien. En même temps, M. Vakarelsky

porte aussi à la connaissance de son gouvernement que la population macédonienne est contre ces agissements de Protoguéroff, qu'elle ne veut pas qu'on la « libère » par des bombes et actions terroristes qui ne font qu'aggraver ses souffrances, et qu'une députation macédonienne s'est présentée à lui pour le prier qu'il soit mis une fin à ces actes qui rendent plus affreuse encore la situation du peuple macédonien.

Nous ne sommes pas en état de savoir si M. Liapcheff est ou non au courant de ce qui se passe dans le district de Petritch. Il se peut que, plutôt partisan d'une orientation vers l'Angleterre qui tend à la formation d'un bloc des gouvernements actuels balkaniques devant être dirigé contre la Russie Soviétique, MM. Liapcheff et Bouroff ignorent ces agissements dans le district de Petritch. Mais que ces préparatifs se font au su et avec la connivence de plusieurs membres influents du gouvernement bulgare, dirigeants de la Ligue Militaire bulgare — c'est là un fait absolu.

Les nouvelles actions que Protoguéroff est en train d'organiser en Macédoine sont la préparation de la nouvelle étape de la pénétration de l'impérialisme italien dans les Balkans, de la conquête par de fascisme italien de la Péninsule Balkanique. Après que l'Albanie a été transformée en une colonie italienne, c'est maintenant le tour de la Macédoine.

Protoguéroff et ses acolytes, ces traîtres à la cause macédonienne, essaient d'amorcer pour leurs projets des Macédoniens naïfs en leur assurant que leur situation ne pourrait être améliorée que si la domination serbe est remplacée par celle de l'Italie! Par cette même domination italienne qui est aussi tyrannique, barbare, dénationalisatrice que celle de l'impérialisme serbe! Pour qu'un Macédonien, même des moins éclairés, en soit immédiatement convaincu, il suffit de lui montrer quelques nouvelles sur le régime appliqué dans les pays conquis par l'Italie et peuplés par des nationalités non-italiennes. Sous le poing de l'Italie fasciste se trouvent actuellement environ 500.000 Slovènes et Croates, et 250.000 Allemands dans le Tirol du sud. En

outre, le Dodécanèse, peuplé entièrement par des Grecs, se trouve toujours encore sous la domination italienne, quoique, en 1911, l'Italie ait occupé ces îles « tout-à-fait provisoirement ». Or, dans tous ces pays de populations non-italiennes, le gouvernement fasciste poursuit une féroce politique de dénationalisation. Ce qui se passe en Macédoine sous joug serbe et grec se répète en Istrie, au Tirol et au Dodécanèse. Tout récemment encore, la presse allemande et autrichienne a publié de saisissants détails sur la situation des Allemands dans le Tirol du sud, et les discours prononcés au parlement autrichien confirment toutes ces publications.

Par conséquent, il est aisé de voir que l'impérialisme italien ne fera que continuer en Macédoine la politique de l'impérialisme serbe. Ce sera un esclavage remplaçant un autre.

Nous révélons devant le peuple macédonien et devant l'opinion publique les plans infernaux des chefs de l'« Organisation autonomiste ». Aux Macédoniens qui, soit par inconscience, soit par ignorance du véritable état des choses, sont des membres de l'« organisation » de Protoguéroff, ou qui sympathisent avec ses actions espérant à si faux titre que par elles le jour de la libération de la Macédoine pourra être rapprochée — à ces Macédoniens nous dénonçons le rôle traître que jouent envers la Macédoine les dirigeants de l'« Organisation autonomiste ». Nous dénonçons l'œuvre satanique que ces traîtres mènent au plus grand préjudice du peuple macédonien. Nous ne doutons pas que ces révélations ouvriront les yeux de tout honnête Macédonien qui, par inconscience ou errement, est tombé dans les rets de Protoguéroff et de ses acolytes; et il s'indignera et cessera d'aider cette organisation, car elle est une organisation contre-révolutionnaire, une organisation traîtresse envers la Macédoine.

Le peuple macédonien se libérera en menant une lutte de masse, ensemble avec les autres peuples balkaniques opprimés, pour l'édification de la République Fédérative Balkanique.

La Rédaction

Autant d'Etats Balkaniques autant de Crises intérieures

Les défenseurs du régime monarchique et de la structure bourgeoise doivent être bien mortifiés et bien inquiets, lorsqu'ils considèrent les événements des Balkans. En effet les crises intérieures sont chroniques dans cette région: lutte des clans parlementaires entre eux; compétitions dynastiques; entreprises militaires plus ou moins masquées; oppression évidents des classes ouvrières par les classes possédantes et promulgation et mise en œuvre de lois d'exception contre les travailleurs. Les ministères succèdent aux ministères avec une instabilité constante; la dictature quasi fasciste qui règne à peu près partout n'a même pas la vertu d'ériger un pouvoir durable.

Depuis la fin de la guerre mondiale, les Etats Balkaniques ont connu des péripéties de toute espèce. Comme, malgré tout, la petite paysannerie et les ouvriers des villes étaient prêts à se révolter contre des oligarchies qui leur retiraient leurs droits politiques et qui les accablaient d'impôts, la réaction n'a cessé d'alourdir son poids. Mais cette réaction se discréditait d'elle-même, par les procédés de gouvernement qu'elle choisissait et par les divisions qui apparaissaient dans ses rangs. Les batailles entre les diverses catégories de l'oligarchie dominante sont plus vives là-bas qu'ailleurs, et elles prennent souvent un caractère particulier de violence et d'atrocité.

Rappelons en quelques mots l'histoire de chacun des Etats, qui s'échelonnent entre la frontière Russe et les frontes du Péloponèse.

La Roumanie a été en ces dix années, le théâtre de discussions continues. L'assimilation des nouvelles populations annexées, celles de la Transylvanie, du Banat, de la Bukovine, surtout de la Bessarabie, a été infiniment laborieuse et n'a pu se réaliser. Les Roumains d'avant 1914 voulaient dicter leur loi aux autres, et se heurtaient à des résistances passionnées. Le fédéralisme s'insurgeait contre le centralisme; la moitié du pays contre l'autre. De plus les intrigues dynastiques se sont développées au grand scandale de quelques uns: elles s'avivèrent surtout du jour où la mort de Ferdinand I apparut comme une possibilité prochaine. La reine Marie et ses favoris s'agitaient d'un côté, le prince Carol et sa camarilla de l'autre. Il est regrettable qu'un Saint Simon ne se soit pas trouvé à Bucarest, car il nous aurait laissé sans doute des mémoires pleins de savoir sur les moeurs, les scandales, et les manoeuvres des grands de cette ville. Or en a su assez pourtant pour émettre un jugement sérieux. Après la mort de Ferdinand I, les marchandises

de toute espèce persistent, mais ce qui apparaît comme le trait dominant de la situation, c'est le combat engagé entre le parti libéral, dirigé d'abord par Jean Bratianu, et le parti paysan, un parti de petite bourgeoisie radicalisante pour la conquête du pouvoir.

Cette bataille n'est pas close: loin de là. Elle peut engendrer un jour ou l'autre des épisodes d'un intérêt capital. Et rien ne prouve que le parti paysan, s'il trouve les échéances trop lointaines pour lui ne recourra pas à la force. Dans la rencontre entre les troupes libérales, qui s'arment d'une légalité, et les contingents opposants, la dynastie, représentée par un petit enfant, pourrait bien succomber.

En Bulgarie un parti de terrorisme contre-révolutionnaire s'est installé au pouvoir depuis le coup d'Etat accompli en 1923 par Tsankoff, l'Entente, les Macédoniens autonomistes etc. contre les agrariens et Stamboliisky. Point n'est besoin de rappeler les crimes qu'il a accomplis et dont la liste n'est pas close. C'est par milliers qu'on compte ses victimes, les condamnés à mort des cours martiales et les assassinés, les emprisonnés battus jusqu'au sang dans leurs cachots, les proscrits qui ont dû s'adresser à la fuite. Mais ce parti contre-révolutionnaire n'a même pas réussi à sauvegarder son unité. Liapcheff a pris jadis la place de Tsankoff, et Tsankoff veut maintenant reprendre la place de Liapcheff. Après avoir rassemblé leurs énergies contre les agrariens et les communistes, ils sont prêts à dissocier leurs groupes et à lutter à mort l'un contre l'autre. A la fin de Janvier, on a annoncé qu'ils s'étaient réconciliés, mais il ne s'agissait que d'une réconciliation de pure forme. La Bulgarie elle aussi n'est que le champ de bataille des partis.

La Yougoslavie nous a offert le spectacle de crises gouvernementales en quelques sorte trimestrielles. Les Croates, les Slovènes, les Bosniaques, plus ou moins autonomistes ou fédéralistes, s'élèvent contre la bureaucratie Serbe, mais ils n'hésitent pas à abandonner momentanément leurs desiderata et à pactiser avec elle, lorsqu'ils y trouvent leur intérêt. L'exemple de Raditch a été particulièrement scandaleux à cet égard. L'instabilité des groupes et des hommes provoque une fermentation incessante, et des écroulements rapides des combinaisons ministérielles. Le roi est toujours en quête d'un premier ministre; il passe son temps à faire des qui se révèlent toujours inopérants. La crise qui a éclaté en Février à la suite de la rupture, au sein du cabinet, entre libéraux et démocrates, a montré combien il était difficile de donner à la Yougoslavie un gouvernement stable. Ajoutez d'ailleurs que le gros de la population ouvrière n'a pour ainsi dire pas de représentation à la Skoupchtina.

La Grèce a connu plusieurs abdications successives

avant d'adopter la forme républicaine. Mais c'est une république singulière que la sienne. Elle a été gouvernée par une faction militaire, puis par une dictature personnelle, celle du général Pangalos, puis par une coalition de républicains et de monarchistes. Cette coalition, qui a été renou-

velée au début de Février, dure toujours, mais paraît précaire. Ainsi les Etats Balkaniques n'ont trouvé dans leur régime actuel, ni la sécurité, ni l'équilibre. Ce régime qui est jugé, doit faire place à celui qui a toujours été préconisé ici.

Paul Louis

L'enfer dans la Macédoine sous le joug des Karaguéorguievitch

Nous ne connaissons pas un autre terme pouvant donner une notion exacte de ce qui se passe depuis neuf mois en Macédoine sous joug serbe, que celui que nous avons mis en tête de notre article: l'enfer. Dans ce malheureux pays, la population est littéralement hors la loi, hors même les lois réactionnaires et draconiennes telles qu'elles existent en Yougoslavie. Les Macédoniens y vivent dans des conditions bien plus inhumaines que les indigènes dans un pays colonial. Des arrestations, des bastonnades, des tortures inquisitoriales, des assassinats «en tentative de fuite», des «disparitions sans traces», des procès politiques arbitraires, des sentences draconiennes, féroces — voilà ce qui s'y fait depuis près d'un an.

Le régime y était déjà lourd, tyrannique, accablant, depuis que les armées serbes y avaient posé leurs boîtes. Libertés politiques, droits culturels, y étaient choses inconnues. Le pouvoir des gendarmes, des policiers, des militaires s'y exerçait avec un arbitraire chronique. Mais depuis près d'un an, au reniement de tout droit politique, à l'esclavage culturel, à la politique de dénationalisation, d'assimilation et d'exploitation, au joug économique, est venu s'ajouter la politique de l'anéantissement physique de la population macédonienne.

Nous n'énumérerons pas ici toutes les actions d'oppression que les impérialistes serbes commettent sur les Macédoniens livrés à leur merci. Les colonnes de ce journal, ainsi que celles du «Makédonsko Délo» et de l'«Agence des Balkans» sont toujours pleines de détails des crimes perpétrés par ce régime sanglant et sanguinaire. Nous croyons cependant nécessaire d'indiquer quelques faits de nature à donner à toute personne intègre une idée plus claire et nette de la situation actuelle sous laquelle se débat ce pays.

Depuis que l'état de siège a été proclamé en Macédoine sous joug serbe, 25 Macédoniens y ont été assassinés, de différentes manières, et tous les jours nous apportent de nouveaux renseignements sur de nouveaux meurtres. Tout récemment ont été tués encore Andréitchine, avocat de Tétovo; Milan Guénoff, pharmacien de Skopie; puis, un Macédonien albanais de Skopie et un Macédonien juif de Bittolia. Etc. etc. Quant aux arrestations, elles se font en masses: dans toutes les prisons et dans toutes les caves des postes de police de chaque ville de la Macédoine sous joug serbe se trouvent, entassés par dizaines, des Macédoniens de chaque village des départements de Brégalnitza et de Skopie. Des nouvelles qui viennent de nous parvenir y décrivent la situation dans les couleurs les plus sombres. C'est un état de choses analogue à celui qui existait en Bulgarie pendant les événements de septembre 1923 et après l'attentat de la cathédrale. Aussi une anxiété mortelle s'est-elle emparée de toute la population macédonienne. Chaque Macédonien quelque peu éveillé s'attend à tout instant à être tué à son tour. Quelques uns, traqués, ont pu se cacher, et restent cachés; d'autres sont partis, ont quitté leur pays où la mort certaine les guettait. Tous les Macédoniens assassinés, tous ceux qui sont recherchés pour être assassinés, tous ceux qui gémissent dans les geôles attendant leur tour d'être assassinés, sont des paysans, des ouvriers, des artisans, des intellectuels, qui n'ont absolument rien de commun avec les attentats perpétrés par les Protoguéroff, et c'est pourtant sous cette accusation que cette chasse à l'homme est organisée.

Pour rendre le tableau un peu plus précis, rappelons ici l'Appel que des Macédoniens ont adressé aux rédactions d'un grand nombre de journaux serbes et croates, aux députés en vue de la Skoupchtina, aux hommes politiques en général de la Yougoslavie, et qui a été publié dans la «Borba» de Zagreb, dans le «Makédonsko Délo» et dans la «Fédération Balkanique». La description de la situation y est saisissante. Tous les villages, des districts de Koumanovo et Chtip jusqu'à celui de Guévguéli, sont terrifiés par les forfaits des policiers et des gendarmes; de chaque localité, les gendarmes et les agents de police serbes enlèvent 50 à 100 paysans, ouvriers, artisans, et les versent dans les détachements de chasse contre les comitadjis: ces Macédoniens doivent, sans armes, munis seulement de bâtons, sans ravitaillement, sans équipement, garder la voie ferrée et les villages, et, en cas

d'attaque, marcher à la tête des troupes de chasse, formant de leurs corps remparts et boucliers pour les soldats et gendarmes serbes. Ces gens, sans armes, grelottant de froid, ne recevant rien à manger, sont intitulés «milice». 50 de ces malheureux, de cette «milice», sont déjà morts de froid et d'inanition.

Toute cette partie de la Macédoine est transformée en un camp militaire. Toutes les localités habitées ont été bloquées et sont restées bloquées pendant de longues semaines. En plusieurs endroits, les paysans n'ont pu mener leur bétail aux pâturages pendant trois semaines. Le corps d'une femme morte n'a pu être enterrée pendant presque un mois. Dans le district de Chtip, des villages entiers ont été abandonnés par leurs habitants, et la ville de Koumanovo est bondée de paysans enfuis de leurs villages.

L'administration y est confiée à des militaires qui se distinguent par leur cruauté et leur sanguinarisme. Et la population est arrivée au comble du désespoir: «... nous ne cherchons pas les coupables, nous ne voulons même pas accuser» est-il dit dans l'Appel, «ce que nous demandons, c'est qu'on nous assure la vie, c'est que demain nous ne soyons pas jetés dans les prisons par un caprice policier, ou dans une fosse après tant de souffrances éprouvées».

En conclusion, les signataires de l'Appel déclarent que seule une enquête impartiale pourra établir tout ce qu'ils exposent dans ce document.

Certes, il n'y a pas de doute qu'une enquête menée non pas par les organes des chauvinistes et militaristes serbes, une enquête menée sans la participation de l'administration serbe, établira qu'en Macédoine sous le joug des Karaguéorguievitch et de la «Main Blanche», la population est non seulement privée de tout droit politique et culturel, mais aussi de tout droit à la vie.

Mais, qui donc fera cette enquête? qui en prendra l'initiative? La Société des Nations, à laquelle fait appel aussi, pour une telle enquête, le Congrès des Confréries Macédoniennes en Bulgarie? Grave erreur! La Société des Nations, dirigée par l'Angleterre et la France, n'entreprendra rien de nature à clouer au pilori l'un quelconque de ses membres, dans le cas présent surtout le gouvernement yougoslave allié de la France et jouissant de la protection de l'Angleterre. Elle n'entreprendra rien de nature à démasquer et à exposer le gouvernement italien et la Ligue Militaire bulgare qui arment les mains des condottieri des Protoguéroff et Mikhaïloff et dont les actions terroristes facilitent au gouvernement serbe l'exécution de son plan arrêté d'anéantir la population macédonienne qui ne se laisse pas assimiler.

Les gouvernements des grandes puissances alors? auxquels fait aussi appel ledit Congrès des Confréries Macédoniennes, pour qu'elles interviennent et fassent obtenir à la Macédoine un self-gouvernement? Quelle naïveté! Ces mêmes puissances, qui ont forgé les traités d'esclavage appelés, par dérision, de paix, non seulement n'entreprendront rien, absolument rien qui pourrait porter atteinte à ces traités, mais elles n'interviendront même pas pour faire mettre une fin à la terreur cruelle sévissant en Macédoine avec toujours plus d'acharnement. Elles sont, au contraire, en train de faciliter au gouvernement serbe la conclusion d'un emprunt destiné à consolider son pouvoir barbare dans la partie de la Macédoine qu'elle s'est adjugée.

Mais cette situation ne peut continuer ainsi! Tout un peuple ne se laissera pas anéantir!

Nous nous adressons aux masses travailleuses et à l'opinion publique du monde entier et leur demandons d'élever leur voix de protestation pour qu'il soit mis une fin à la férocité des chauvinistes, impérialistes et militaristes serbes qui s'acharnent à anéantir le peuple macédonien placé sous leurs griffes. Nous nous adressons aux Comités contre la Terreur Blanche dans les Balkans, constitués dans l'Europe Centrale et Occidentale, et leur demandons d'entreprendre une campagne énergique contre l'occupation militaire et contre la politique d'extermination du gouvernement serbe en Macédoine. Nous sommes sûrs que notre Appel sera entendu et que l'initiative de cette campagne sera prise par le Comité de Paris qui, par ses actions infatigables, a

réussi, en beaucoup de points dans les Balkans, à arracher des mains des bourreaux un grand nombre de leurs victimes. L'action pour faire cesser la politique d'extermination du gouvernement serbe en Macédoine doit être liée à celle pour la libération du peuple macédonien et des peuples balkaniques et la constitution de la Fédération Balkanique. Car, tant qu'existeront dans les Balkans les gouvernements actuels fascistes et impérialistes, tant que les peuples balkaniques seront privés de leurs droits politiques et culturels, et de leur droit d'auto-détermination, tant que la Macédoine restera écartelée et gémira sous la féroce terreur des militaristes et impérialistes — les régimes d'exception continueront à exister, ou seront toujours à craindre. Ce qui se passe aujourd'hui dans la partie de la Macédoine sous joug serbe, nous l'avons vu se passer aussi dans ses parties sous joug bulgare et grec.

Ce sont les causes de ces effets qu'il faut écarteler. Elles se trouvent dans le fait même que la Macédoine est subjuguée, asservie. Les chaînes d'esclavage posées par les traités «de paix» doivent être brisées et la population macédonienne doit avoir la possibilité de se gouverner elle-même.

Ceci ne pourra être atteint que par la constitution d'une Fédération Républicaine des peuples libres balkaniques, dans laquelle la Macédoine sera un membre d'égal à égal.

D. Vlahoff

La politique italienne et les Balkans

Quelle est la politique italienne dans les Balkans? Certes, une politique de force et de prestige. Du rempart albanais, l'Italie fasciste regarde les aigles romaines prendre leur vol jusqu'à la Mer Noire, jusqu'en Asie. Tirana, bien sûr, est un point de départ. Mais le point d'arrivée, nul ne saurait l'établir. Nul, pas même Mussolini. On voit bien ses ambitions tumultueuses; on ne voit pas des plans arrêtés. L'influence, la prépondérance, l'hégémonie, ce ne sont que des mots. Ou, s'il vous plaît mieux, des moyens abstraits en vue de réalisations concrètes. Lesquelles? La maîtrise de l'Adriatique? Cela est chose faite, consacrée par les Conventions de Nettuno, par le Traité du 27 novembre qui donne à l'Italie la disposition des ports albanais, entre autres de Scutari, de la vallée du Drin, porte de sortie sud de la Yougoslavie vers la mer. Songer qu'une flotte yougoslave puisse se dresser un jour contre la flotte italienne, c'est pure chimère. La Méditerranée, alors? la *mare nostrum*? Ici les projets s'estompent en de vagues aspirations, dans cet indéfini besoin d'expansion dont les écrivains nationalistes nous rabattent les oreilles sans jamais rien préciser. De Tanger à l'Anatolie, la convoitise fasciste semble embrasser d'un bout à l'autre tout le sud et le sud-est européen. C'est de la velleïté plus que de la décision. Ces nouveaux «Romains» n'ont rien de la froide impassibilité des anciens. Le plus clair, c'est qu'ils ont repris le *Drang nach Osten* du germanisme. Mais on ne voit pas encore distinctement les buts. Mais les moyens, oui. Ils ne les cachent point. Diviser pour pénétrer: voilà en ce moment leur mot d'ordre.

Un député italien, André Torre, président de la commission parlementaire des affaires étrangères, dans un rapport, nous donnera des lumières sur l'esprit de la politique italienne, ou, à mieux dire, sur sa stratégie. Il peut être intéressant de l'écouter.

M. Torre s'emploie à relever les causes d'antagonisme existant en Europe, et ce, avec l'intention évidente de signaler les points faibles où la politique italienne peut appuyer ses manœuvres. Selon M. Torre, le Rhin sera pour toujours une cause de discorde entre la France et l'Allemagne. Il en fut ainsi dans les siècles passés, il en sera de même dans les siècles à venir. Le Traité de Locarno n'a été autre chose qu'un appareil pour donner l'illusion à Paris que l'Allemagne aurait accepté les impositions de Versailles et pour donner le moyen à Berlin de rentrer dans le concert des nations, c'est-à-dire de faire partie du Conseil de la Société des Nations sur le même pied que les autres. Dans l'Europe Centrale, également, un conflit est ouvert en permanence entre l'Allemagne et la Pologne, entre la Pologne et la Lithuanie. Dans la Petite-Entente, la Tchécoslovaquie est corrodée par la lutte des nationalités, la Yougoslavie par les dissensions entre les Serbes et les Croates et par la révolte latente de la Macédoine. La Roumanie aussi a ses difficultés à cause des groupes hongrois. Toutes ces trois puissances ensemble ne réussiront pas à résoudre le problème de l'unité politique de l'Europe Centrale-Orientale, parce qu'elles ne représentent pas des intérêts homogènes. Elles ne pourront même pas défendre le status-quo terri-

torial, puisque leurs attitudes respectives envers la Russie et l'Italie sont très divergentes. L'attitude prise par la Yougoslavie dans la Péninsule Balkanique et dans l'Adriatique, son arrogance menaçante, son outrecuidance sans raison, ne peuvent pas lui concilier la solidarité de Bucarest et de Prague. Il y a une collision nette entre les rêves impérialistes de Belgrade et les oppositions défensives que soulèvent les autres peuples balkaniques.

Alors, quel est le rôle de l'Italie dans ce gâchis? L'Italie, nous répond M. Torre, a agi de façon à considérer la Petite Entente comme trois puissances distinctes dans leurs intérêts; elle a nié à leur agglomération toute reconnaissance d'unité positive, et elle a traité tour à tour avec Belgrade, avec Prague, avec Bucarest. M. Torre avoue que ces négociations n'ont eu un très grand succès ni à Belgrade, ni à Prague, tandis qu'à Bucarest cela a marché mieux. Par malheur, la Roumanie non plus n'a conservé une attitude constante envers l'Italie; la faute n'en est pas pourtant au peuple roumain, mais à ses gouvernants qui n'ont pas su suivre une ligne politique droite et ferme. Contre cette incertitude de la conduite roumaine envers l'Italie, M. Torre vante deux actes décisifs de la politique italienne. Premièrement: la reconnaissance du traité qui livre la Bessarabie à la Roumanie. M. Torre oublie intentionnellement que M. Mussolini avait donné à la Russie des assurances en sens exactement contraire. Il y a, n'est-ce pas, de l'«Oscillation» du moins pour tout le monde. Deuxièmement: les traités de Tirana. Ici, il est utile de reproduire textuellement les explications de M. Torre: «Dans la question albanaise, Rome a manifesté en entier son programme adriatico-balkanique. Son indépendance nationale stable doit être garantie. Et ce pour deux raisons: 1) parce que, sans cela, son territoire deviendrait le champ de luttes interminables entre les peuples balkaniques; l'Albanie deviendrait une autre Macédoine, foyer de flammes inextinguibles; 2) parce que si l'Albanie tombait sous la domination d'un autre peuple balkanique à visées impérialistes, celui-ci pourrait, du canal d'Otrante, mettre en danger la sécurité des côtes italiennes et la liberté de l'Adriatique. Donc, c'est pour un motif de défense, et pour un motif de paix et de tranquillité dans les Balkans que l'Italie s'est alliée avec l'Albanie.»

Dans cet aperçu purement informatif, nous n'avons guère à polémiquer. On pourrait à peine s'étonner de la façon dont M. Torre entend la conception d'indépendance, attendu que l'Art. 1) du traité de Tirana du 27 novembre 1926 contient l'offre formelle de protection de l'Italie au gouvernement actuel d'Albanie. L'Albanie ne dispose plus d'elle-même; elle a perdu le droit de se donner un gouvernement autre que celui du bey Ahmed Zogou. Singulière indépendance! Pour enregistrer ce Traité, le Secrétariat de la Société des Nations doit fermer les yeux sur son contenu; autrement, il ne pourra pas l'enregistrer, attendu que la Société des Nations est censée être une Société de Nations libres!

De l'exposé de M. Torre, deux points sont à retenir. Le programme Adriatique de l'Italie, suffisamment éclairé dans la politique de Tirana, et la méthode de la politique fasciste, à savoir: exciter toutes les divisions en Europe et dans les Balkans pour s'y imposer. Diviser et impera. Travailler à isoler, par la séduction, chaque Etat pour l'opposer, au cas échéant, aux autres.

Il faut reconnaître que tout cela est de bonne logique. Puisque l'Italie est l'héritière du *Drang nach Osten* de l'Autriche, elle en émule la méthode, si néfaste que l'histoire l'ait jugée. Ce que, à juste droit, l'Italie craint le plus, c'est la formation de n'importe quelle entente des peuples balkaniques et de l'Europe Centrale, surtout si cette entente s'appuierait sur une puissance quelconque d'Occident, lisez: la France.

L'antagonisme de la France et de l'Italie est là, et il est irréductible, quelles que soient les finesses de la diplomatie de part et d'autre, tant que les choses restent telles qu'elles le sont présentement. De là l'intimité anglo-italienne, bien plus solide que les tentatives de Mussolini de séduire l'Allemagne. «Dans la digue que la Grande Bretagne croit devoir élever contre la Russie, écrit Jaques Ancel, l'Italie doit jouer son rôle. Les Balkans, selon une histoire traditionnelle, sont le chemin de la Russie vers la mer libre. Les possesseurs de la route des Indes prétendent lui barrer sa voie. Jadis, le *Drang nach Osten* austro-allemand fut encouragé par l'Angleterre... Maintenant, le descente russe revêtirait la forme bolchévique. Le remède est tout trouvé. C'est le fascisme italien. De là les éloges de M. Churchill. De là le revirement italien, qui lâche les Soviets, reconnaît la Bessarabie roumaine, prend la place de l'Autriche comme frein à l'union des Slaves.» (Jaques Ancel: «Les Balkans face à l'Italie» — Paris, librairie Delagrave.)

Mais cela durera aussi longtemps que la concurrence du commerce ne mettra à une épreuve trop dure le monopole britannique sur les côtes méditerranéennes. L'économie britannique n'a plus le choix des marchés. Les Etats-Unis lui enlèvent l'Amérique Latine; le Japon — l'Asie; l'Europe est surchargée de marchandises. Et l'Italie, sous la protection des banques de New-York, se met à conquérir les marchés d'Orient. Elle vend désormais à la Bulgarie plus que l'Angleterre; elle vend aussi à la Yougoslavie et à l'Europe Centrale, reléguant en arrière la Grande Bretagne. La marine marchande italienne prend la première place dans le commerce turc. L'intimité politique fascisto-britannique est rongée par une latente opposition économique.

D'où l'on pourrait déduire que l'impérialisme politique de l'Italie marche à l'encontre des besoins et des intérêts économiques de la nation italienne. C'est là le sort des dictatures, bien souvent obligées à se mouvoir dans un sens de pur prestige personnel vide d'avantages réels pour les pays.

Cette divergence entre l'économie et la politique n'est pas sans rendre plus obscures et presque indéfinissables les lignes directrices de la politique italienne. Il est plus facile de suivre empiriquement les faits au jour le jour, que de les rapporter à une doctrine et à une méthode arrêtées.

En politique étrangère aussi bien qu'en politique intérieure, le fascisme peut se vanter de n'avoir d'autres principes que l'action.

Paolo Davila

Le carnaval pan-serbe à Belgrade

La crise gouvernementale et la démission du cabinet Voukitchévitch. Le II. cabinet Voukitchévitch. La situation intérieure du pays.

La démission du cabinet Voukitchévitch-Marinkovitch ayant eu lieu au cours du carnaval, et la crise gouvernementale de trois semaines accusant un cachet de carnaval, la «solution» de la crise devait aussi porter une empreinte carnavalesque.

Quelles furent donc les causes de la démission du cabinet Voukitchévitch-Marinkovitch, alors que, à la veille même de sa démission, il disposait d'une majorité parlementaire suffisante pour pouvoir travailler?

La cause principale et primordiale de la démission du cabinet Voukitchévitch, qui se trouvait plus ou moins dans une crise latente et permanente, doit être recherchée avant tout dans cet emprunt problématique que le ministre des finances Dr. Bogdan Markovitch aurait conclu à Londres, aux premiers jours de février, par un contract préliminaire. Immédiatement après le retour de M. Markovitch à Belgrade, Voukitchévitch présenta inopinément, le 8 février, la démission du cabinet, motivant cette démission par la nécessité de la formation d'un gouvernement de concentration (sic). Nous disons inopinément, car, jusque-là, malgré la démission des ministres démocrates avec Marinkovitch à leur tête à la suite de frictions dans le club parlementaire démocrate, Voukitchévitch n'exprimait aucune intention de démissionner et, tout au contraire, ne prenait en nulle considération le chant de cygne de la coalition paysanne-démocrate (Raditch-Pribitchévitch) et ne songeait même pas à leur céder ne fut-ce qu'une parcelle du pouvoir. A la veille même de sa démission, il s'était rendu par deux reprises au parlement pour prouver à tous ceux qui demandaient sa tête qu'il disposait d'une majorité de tout repos et qu'il ne pensait point à se retirer du pouvoir.

Et cependant, après un rapport du ministre des finances, et comme par commandement, vint la démission, dictée par des raisons de politique étrangère. Les financiers anglo-américains, en dehors des garanties déjà connues (des monopoles, des chemins de fer et de l'impôt sur le chiffre d'affaires), exigeaient aussi un gouvernement de concentration dans lequel devaient figurer aussi des représentants du capital et de la bourgeoisie croates. Les négociateurs de M. Markovitch savent fort bien quel rôle dans la Dawesisation et la colonisation de la Yougoslavie jouerait la Croatie avec sa structure économique si largement développée vis-à-vis des autres provinces. Placés devant un appât tel que cet emprunt (dont le montant ne pouvait même être révé par un Etat balkanique quelconque: 50 millions de livres sterling = 13 milliards de dinars), le roi et la «Main Blanche» inscénèrent la crise, prêts, dans certaines circonstances, à sacrifier même leur garde de corps Voukitchévitch.

Et l'on commença une comédie et un marchandage abominables, ignobles, hypocrites. Raditch et Pribitchévitch se pourléchèrent, en présence de cette situation tellement favorable pour eux.

Le premier mandataire pour un gouvernement de concentration, Voukitchévitch, n'a pas de succès dans sa mission, parce qu'il ne désire point Pribitchévitch dans son gouvernement et Raditch ne veut pas y entrer sans son allié. Après Voukitchévitch, c'est Raditch qui, comme la plus grande attraction, est chargé du mandat dans ce carnaval politique. C'est la toute première fois, à 27 crises gouvernementales et 28 gouvernements depuis la création de la Yougoslavie, qu'un Croate est chargé du mandat de la formation d'un cabinet.

Les régisseurs de cette comédie employeront cette fois cette méthode pour présenter devant l'opinion publique euro-

péenne un essai de «prouver» combien une partie de cette opinion européenne «était en erreur» en parlant d'un pseudo-parlementarisme en Yougoslavie et d'une hégémonie de la classe dominante serbe. Raditch, devenu servile entre les plus serviles des laquais de la cour et du roi, et qui n'a pas réussi et qui ne réussira probablement jamais à obtenir un des rôles des laquais serbes, se mit en action avec le plus grand optimisme. Le parti radical refusa Raditch a priori, en déclarant que seul le parti radical, comme groupe parlementaire le plus fort, pouvait avoir le droit de former le cabinet. Par une telle attitude, la mission de Raditch, à son plus vif regret, se trouvait être terminée. Le «chef» des capitulants du parti démocrate, Davidovitch, à qui le mandat fut alors offert, refusa le mandat en se référant à ladite attitude des radicaux. Après Davidovitch, ce furent de nouveau les radicaux qui vinrent en scène: le président de la Chambre, Peritch, d'abord; puis, de nouveau, Voukitchévitch. Leurs missions restèrent sans résultats à la suite de non-accord avec Raditch-Pribitchévitch sur les répartitions des portefeuilles.

C'est le point culminant de la crise gouvernementale! Et voilà que Raditch se présente pour la seconde fois, avec une nouvelle sensation! Après une audience chez le roi, il fut connu qu'au nom de la coalition paysanne-démocrate, il avait fait au roi comme «l'unique» issue de la crise la proposition de placer une personnalité extra-parlementaire, voire même peut-être une haute personnalité militaire, à la tête d'un gouvernement de concentration dans lequel devraient entrer tous les chefs des grands groupes parlementaires!

Cette «proposition Raditch», inscénée par la cour avec une tendance spéciale et un calcul bien prémédité, avait pour but: 1. d'intimider les radicaux, et 2. de compromettre et de discréditer Raditch devant les masses croates comme le défenseur de la domination de généraux. Un truc certainement fort habile, et qui ne manqua pas son effet. Le mandat, ce ne fut pas un général qui l'obtint, ainsi que Raditch le proposait, mais Marinkovitch, qui se heurta à des «difficultés» chez les radicaux et chez Raditch aussi et se démit de sa mission. Entretemps, les ailes petites-bourgeoises des deux partis serbes dominants capitulèrent: les «Pachitchiens», des radicaux, devant Voukitchévitch, et le groupe de Davidovitch, des démocrates, devant Marinkovitch.

Voukitchévitch profite de l'occasion pour s'assurer une bonne majorité, par de grasses et heurées promesses dans son club, puis il manoeuvre, scissionne le centre, et apaise complètement les «Pachitchiens» par des miroitements d'un mandat. Un compromis similaire a lieu chez les démocrates aussi. De plus, les deux partis serbes dominants «se dressent énergiquement» contre la proposition anti-constitutionnelle de Raditch visant à détruire la «forme parlementaire de la monarchie» et à susciter devant l'opinion publique l'impression que le régime parlementaire n'existerait pas en Yougoslavie. Tous ces deux partis profitèrent de l'occasion pour se proclamer les «défenseurs ardens» du «parlementarisme», quoiqu'ils soient depuis longtemps déjà les pionniers de la réaction, de l'anti-parlementarisme et de la dictature masquée.

L'épilogue de toute la comédie et la «solution» de la crise, ce fut la vieille combinaison avec certain changement des personnages, et l'entrée des «Pachitchiens» et des «Davidovitchiens» dans le gouvernement. Les personnages principaux de l'ancien nouveau gouvernement sont: Voukitchévitch, Marinkovitch, Korochez et Spaho.

Les rôles ne furent changés qu'en le fait que Koro-

ehetz, leader des cléricaux slovénes et prêtre catholique, en récompense de sa loyale attitude au cours de la crise, obtint lui-même le portefeuille de l'Intérieur (il n'est point exclu qu'il n'ait été lui-même, derrière les coulisses, un des principaux régisseurs de toute la comédie). Korochetz, «l'homme à culture européenne», obtint la mission de contre-balancer et de corriger, par son jésuitisme talentueux, la renommée que s'est acquise la police du régime. D'autre part, M. Marinkovitch, «par raisons de santé», se rend en congé à l'étranger pour convaincre, avec l'aide des différents entremetteurs du Quai d'Orsay et de Londres, les représentants des Kuhn et Loeb, Chair, Blair, etc., qu'un gouvernement de concentration ne pouvait être formé par le peu sérieux Raditch, et que le second cabinet Voukitchévitch-Marinkovitch, quoique sans les Croates, par sa majorité parlementaire et par son appareil ferme et solide pour l'oppression de tous les «éléments subversifs» offre des «garanties suffisantes» pour la réalisation de l'emprunt.

Mais toute cette crise carnavalesque a aussi un grave fond intérieur.

Les deux partis serbes d'oppression et d'hégémonie, c'est-à-dire leurs cliques dirigeantes qui effectivement écartèrent la dictature de la «Main Blanche» et de la cour — ont tout ouvertement manœuvré et poussé au dehors leurs adversaires de jusqu'ici de leurs propres partis, ainsi que la coalition paysanne-démocrate. Ils conduisirent la crise conformément à la volonté des «pouvoirs occultes», pour créer un précédent, en présence du mécontentement toujours croissant des larges masses populaires contre le pillage et la terreur du régime, des meurtres en Macédoine et la famine catastrophale, afin d'introduire une domination de violence plus renforcée encore. Ils se servent, comme couverture, de cette insolente et hypocrite motivation, qu'ils aient bien eu «la bonne volonté de former un gouvernement de coalition», mais que ceci a été empêché par les exigences impossibles de Raditch.

Ce que nous avons établi n'exclut cependant pas la possibilité qu'à l'occasion du dixième anniversaire de la formation de l'Etat, les dominateurs ne prennent peut-être Raditch dans le gouvernement comme représentant des Croates, malgré tout ce qui vient de se passer. Un autre «miracle» serait aussi possible: que le tricéphale Voukitchévitch-Marinkovitch-Korochetz réussisse à scissionner une partie des députés raditchiens mécontents et à dresser une combinaison ensemble avec les Croates fédéralistes monarchistes et les autres dissidents de Raditch. Le mécontentement des députés raditchiens devient de jour en jour plus grand et plus aigu, ce d'autant plus que les chances de leurrer les masses et de les maintenir en des illusions deviennent de plus en plus petites. Ce mécontentement s'exprime tout particulièrement par la conclusion de l'alliance avec Pribitchévitch qui, jadis, jusqu'en 1925, et plus tard encore, poursuivait avec le plus d'acharnement le mouvement raditchien, lorsque lui-même se trouvait encore sur un bon pied à Belgrade — aujourd'hui, pour les potentats de Belgrade, Pribitchévitch n'est d'absolument aucune importance; le More a fait son devoir.

Le seul point de vue exact pour toutes les questions au cours de toute la comédie de la crise pour la répartition des portefeuilles, ce fut le Bloc des ouvriers et paysans républicains qui l'exprima par son organe «Borba» (Lutte), qui défend parfois le plus énergiquement les intérêts des nations opprimées en Yougoslavie. Par une analyse précise des événements, la «Borba» indique à tous les exploités et opprimés quel est le chemin qui mène à la libération.

Les événements auxquels on s'attend en Yougoslavie, menacent de jeter toutes les masses travailleuses dans un esclavage bien plus noir encore de la domination violente des potentats serbes; ils ne doivent aucunement surprendre la classe ouvrière, les peuples opprimés, les masses paysannes pillées, et les pauvres des villes, de toutes les nations.

Jamais plus qu'aujourd'hui n'a été dictée la nécessité impérieuse d'une intime collaboration de lutte et d'un état-major uni des facteurs précités contre la tyrannie culturelle, sociale, économique et nationale; contre les mensongers tribuns, démagogues, traîtres, contre les agents extérieurs et intérieurs à la Raditch, à la Protognéoff, etc.

Et pour cela: «de l'audace, de l'audace et encore de l'audace!» a dit Danton, le grand chef de la Révolution Française.

Dimitrije Jovanovitch

Un drame Bessarabien

Ces jours-ci, les journaux de Roumanie publiaient le télégramme suivant:

«Kichineff. — Le Conseil de Guerre a jugé ces

derniers jours le procès d'un certain nombre de paysans du village de Popuchoi, départ. de Tighina, accusés de crime contre la sûreté de l'Etat en liaison avec l'insurrection de Tatar-Bunar. Le procès durait depuis trois ans. Des sept accusés, cinq avaient été fusillés pendant qu'ils étaient transportés sous escorte vers une localité voisine lors de l'instruction préliminaire. Devant la justice se sont présentés seulement les survivants Filatov et Carenenko. Les débats ont prouvé l'innocence des inculpés et qu'ils sont victimes d'une inscénation, et le Conseil les a acquittés à l'unanimité.»

Ces lignes, perdues parmi le tas des faits divers, cachent et rappellent un drame poignant passé il y a trois années et qui mérite d'être relaté à nouveau, parce qu'il est caractéristique pour le sort de la malheureuse Bessarabie et parlera par lui-même dans ces jours de l'anniversaire sanglant de l'annexion et l'oppression de ce pays par l'oligarchie des capitalistes et tchokoïs roumains.

Le 15 octobre 1924, vers le soir, s'est présenté à la rédaction du journal «Aurora», alors organe de l'aile gauche du Parti Paysan sous la direction de l'ex-extrémiste Dr. Lupu, un paysan parlant le dialecte bessarabien et ayant la main liée dans un bandage grossier, par lequel le sang avait percé en abondance; une main enflée et verte-bleuie, dont la plaie répandait une odeur infecte. Un peu courbé et jettant vers tous les coins des regards fiévreux, comme s'il avait peur d'on ne sait quel danger invisible, le paysan raconta qu'il s'appelait Filatov, Ioakime Filatov, Moldave du village de Popuchoi, département de Tighina.

— Moi, monsieur, j'ai échappé à la mort. J'ai failli être fusillé... J'ai échappé, comme ça, par miracle... Les autres cinq sont morts...

Et il raconta comment, membres de la direction de la coopérative de leur village, ils avaient, tous les six, et un septième non-trouvé par les gendarmes porté plainte au parquet contre leur président Bazalaou, qui avait détourné 35.000 leis de la caisse de la coopérative. Ce Bazalaou était homme d'influence dans le village, faisant de la «politique», ayant des amis parmi les grands personnages du régime, et disposant ainsi de la force publique comme si c'était la sienne. En premier lieu, c'étaient les gendarmes du village qui étaient à ses ordres.

Ainsi, un beau jour, Filatov fut appelé au poste de gendarmerie, accusé d'être mêlé aux «affaires» de Tatar-Bunar (l'insurrection était toute fraîche, elle avait eu lieu en septembre, un mois avant) et mis sous verrous dans la cave appelée prison, où il trouva d'ailleurs ses autres cinq collègues de la direction de la coopérative. C'était Bazalaou qui était l'auteur de leur emprisonnement. Ils l'apprirent le lendemain même et auraient pu être remis en liberté... s'ils s'étaient déclarés disposés à renoncer à l'action judiciaire contre Bazalaou. Mais les 35.000 leis appartenaient à la coopérative, constituaient l'avoir commun de tant de leur concitoyens du village, et ils n'en pouvaient pas disposer à leur propre gré.

Les gendarmes déclarèrent alors devoir les amener à Kichineff pour leur «instruction». «Nous y allons volontiers, nous faire juger», déclarèrent les six paysans. Ils étaient, les pauvres, convaincus de leur droit contre Bazalaou.

Et on les mit en marche.

Nous donnons d'ici la parole au propre paysan Filatov, la figure la plus tragique du drame.

«Nous sommes arrivés bonnement à Tighina.

«Ici on nous a tenus un temps dans la cour du marché de bétail. Puis, on nous a remis de nouveau en marche. Mais ils (les gendarmes) nous ont dit qu'ils ne nous menaient plus à Kichineff, mais à Karpenki, au village. Nous étions étonnés. Que chercher à Karpenki?

«Quand nous sortions de Tighina, parmi les jardins à légumes, le soir descendait. Les gendarmes nous ont dit de nous asseoir et de manger quelque chose. Nous nous sommes retirés sur la lisière de la chaussée et avons mangé, ensemble avec les gendarmes. Ils ont mangé, eux aussi, de nos victuailles, et puis nous nous sommes remis en marche.

«Maintenant, raconte Filatov dans son dialecte pittoresque et coloré, les gendarmes sont restés un peu en arrière et ont commencé à chuchoter entre eux. A ce moment, nous sentimes qu'ils voulaient nous assassiner. Et alors, nous enfouimes, sans qu'ils nous observent, notre argent plus profondément, pour qu'ils ne puissent nous le voler après nous avoir tués. Moi, je l'ai enfoué dans la doublure de mon manteau de peau de mouton et j'ai dit aux gendarmes:

«— Allons par le train jusqu'à Karpenki!

«Je pensais que dans le train ils ne nous tueraient pas. Mais ils ont répondu:

«— Bientôt, dans quatre heures, nous sommes à Karpenki. Allons plutôt à pied... Mais pour que vous ne fuyez pas, nous allons vous lier...»

«— Comment fuir! Nous allons pour nous faire juger... Si vous le voulez, liez-nous!»

«Et les gendarmes ont sorti de leurs poches des cordes — préparées sans doute à l'avance à cet effet — et nous ont liés, deux par deux. Moi, ils m'ont lié avec Okian. Et ils nous ont dit:

«— Allons!»

«Nous sommes partis.»

«Nous sommes arrivés à trois verstes environ du village de Beni. C'était, comme maintenant, vers les 8 ou 9 heures du soir... Alors...»

Ioakime Filatov s'arrête pour avaler le noeud qui lui étranglait la parole et la respiration. Puis, d'une voix profonde, il poursuit:

«Alors, les gendarmes nous ont dit:

«— dispersez-vous! En trois directions! — Nous étions liés deux-par-deux.»

«Eux, ils sont restés un peu en arrière. A peine avions-nous fait quelques pas, que les gendarmes ont tiré de derrière nous et contre nous. Nous sommes tombés dans la poussière en gémissant. Ils se sont rapprochés... Moi, j'étais frappé à la main droite et au côté... Mais je me suis tu, j'ai fait le mort...»

«Ensuite les gendarmes ont dit:

«— Laissons-les! Ils sont déjà finis...»

«Et ils sont partis tous les quatre en disant:

«— Allons à l'auberge de Beni et buvons un peu de vin!»

«... Quand j'ai entendu que les gendarmes se sont éloignés, je me suis soulevé doucement. Les autres étaient morts. Ils étaient morts, Monsieur, et moi seul étais vivant parmi eux. Je me suis entraîné sur les quatre membres, comme un animal. Quand j'ai jugé que j'étais suffisamment loin, je me suis arrêté. J'ai déchiré la chemise, j'ai lié mon bras et je m'en suis allé doucement à travers les champs.»

(Voir l'Aurora du 17 octobre 1924.)

Filatov était venu ensuite, en cachette, à Bucarest, s'est présenté au député de son département, qui avait porté la question devant la Chambre. Mais le lendemain, Filatov était arrêté par la Sigourantsa de Bucarest et envoyé de nouveau en Bessarabie, à Kichineff. Un temps on avait craint pour sa vie. Mais après une semaine le Commissaire Royal lui-même a dû le mettre en liberté.

Maintenant, le Conseil de Guerre l'a acquitté à l'unanimité de voix.

Le paysan Filatov est acquitté! Mais que fait-on pour venger la mort tragique et horrible des autres cinq? Que fait-on pour venger la mort des deux mille assassinés de Tatar-Bunar et de tant de milliers et milliers d'autres Bessarabiens? Que fait-on contre les gendarmes assassins? Rien! Ils se promènent libres et continuent à exercer leur sanglant métier au profit de Bazalaou de Popuchoï et des Bazalaou de toute la Bessarabie et du reste de la Roumanie.

Le drame de Popuchoï, que le télégramme dont nous parlons au commencement rappelle de nouveau à notre mémoire, n'est-il pas le symbole de la grande tragédie de la Bessarabie, non encore finie, et dont la dixième année va être fêtée ces jours-ci par les assassins de Bucarest?... Mais le dernier acte de cette tragédie va être écrit, plus tôt qu'on ne le soupçonne à Bucarest, par le peuple travailleur bessarabien lui-même, avec le sang de ses oppresseurs.

I. Mateescu

Après la condamnation de Stéfanoff et de ses co-accusés

Une protestation de l'Association des Emigrés Bessarabiens en France.

L'Association des Emigrés Bessarabiens en France, justement émue de la condamnation à huit années de réclusion de l'ex-député Boris Stéfanoff, s'empresse de déclarer sa solidarité profonde et sincère à la nouvelle victime de la Terreur Blanche en Roumanie.

Devant l'opinion publique française, nous tenons à souligner que Stéfanoff était condamné par avance par une justice servile aux ordres du Gouvernement de Bucarest, pour avoir en de nombreuses occasions en public, à la Chambre et par la presse, protesté énergiquement contre la main-mise par la violence de la Roumanie sur la Bessarabie. Stéfanoff a démasqué plus d'une fois l'annexion forcée sous la pression des troupes d'occupation, les actes de violence et de terreur exercée sur la population bessarabienne. Stéfanoff s'est prononcé contre le système de colonialisme, de pillage et d'oppression des minorités nationales de Bessarabie, et il a déclaré que seul le peuple Bessarabien avait le droit de disposer de son sort.

Le Gouvernement Roumain ne devait pas oublier la vigoureuse campagne de Stéfanoff pour la libération des minorités opprimées; et maintenant on essaie de le tuer dans l'ombre, comme l'étudiant bessarabien Tkachenko, et comme tant d'autres...

Après une série de huit renvois successifs du procès qui portèrent la prévention à près de deux ans, le Gouvernement Roumain voilant sa peur du procès au grand jour, se décide à passer au jugement — un procès précipité, une condamnation à huit années équivalente à la mort.

Des nouvelles de la dernière heure nous apprennent que Stéfanoff affaibli et malade et deux de ses co-accusés, après avoir été privés de couvertures, de nourriture et ayant refusé de travailler — motivant ce refus par le fait que le jugement doit passer en appel et que les condamnés sont détenus politiques — ont été enfermés pour plusieurs jours dans un «Karzer» au cercueil de pierre, où les victimes plongées dans l'obscurité n'ont pas la place de se remuer.

Au lendemain du procès, ces faits prouvent que le Gouvernement veut en finir, même au prix de la vie des emprisonnés.

Mais nous déclarons aux bourreaux de Bucarest, nous alerterons l'opinion publique française, nous dévoilerons toutes les horreurs du régime oligarchique sur ce procès scandaleux. Stéfanoff et ses co-accusés doivent être rendus à la liberté. Le Gouvernement Roumain doit savoir que derrière Stéfanoff se dressent solidaires toutes les populations de Bessarabie, et la multitude des émigrés bessarabiens.

Nous sauverons les emmurés de la prison de Jilava.

A bas le verdict des bourreaux roumains!

Vive Stéfanoff libéré, défenseur des minorités opprimées de Bessarabie!

L'association des émigrés bessarabiens
en France, Paris

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie:

Le Zgovor mène le pays vers une débâcle économique.

— Un député de l'opposition bourgeoise a prononcé au parlement un discours dans lequel il a dit: «La désorganisation des finances de l'Etat continue. Nous devons à la Banque Nationale des milliards (cinq et demi milliards de lévas, — NDLR). Les grandes «affaires» sont devenues fréquentes. La valeur du léva tombe catastrophiquement. En 1923, 100 frs suisses valaient 1400 lévas bulgares; aujourd'hui, 100 frs suisses valent plus de 3000 lévas. La Banque Nationale a jeté dans la Bourse plus de 800 millions de lévas pour arrêter la dépréciation de la monnaie bulgare. Par la révision du droit d'exportation, l'Etat a perdu 300 à 400 millions de lévas. Par la fondation de la Banque d'Hypothèques, pour

410 millions de lévas (l'apport financier du capital étranger pour la fondation de cette banque) on vend aux étrangers tout ce qui représente une valeur en Bulgarie. De l'emprunt «pour les réfugiés», une somme de 500 millions de lévas a été payée à Declosier et pour d'anciennes dettes conclues il y a 30 ans. On a dépensé pour les réfugiés mêmes 200 à 280 millions de lévas, mais l'Etat paie des intérêts pour un milliard de lévas. On construit des bâtisses d'Etat que l'on aurait pu fort bien ajourner et que l'on ne finira que dans de longues années, et pour lesquelles on dépense des centaines de millions, rien que pour de la démagogie. Par des arbitrages, on vole l'Etat de millions et de millions, et ces vols sont sanctionnés par le parlement. Aux entrepreneurs, on paie 13 lévas pour 1 léva, et la so-

ciété Vatcha, fondée pour la production de l'énergie électrique dans la Bulgarie du sud, a reçu de l'Etat des centaines de millions, contre rien. L'autonomie de la mine de charbon de Pernik a été créée pour favoriser des mines de charbon appartenant à des Narodniak, le parti de la grosse bourgeoisie avec Bouroff à sa tête. («Novini» du 8 fév.)

La terreur lors des élections communales. — Le 21 février eurent lieu en Bulgarie les élections communales, sous une terreur gouvernementale particulièrement renforcée. Les colonnes des journaux bulgares sont pleines de correspondances et de télégrammes sur cette terreur d'avant et du jour même des élections. Même un journal aussi modéré que le «Znamé», organe du parti démocrate, en donne des détails révoltants. Le gouvernement a employé partout une brutale pression sur les électeurs. A Lom, on a bourré de boue la bouche à un avocat. Dans le district de Lovetch règne une terreur sourde mais cruelle (c'est le district où, il y a un an et demi, le gouvernement a fait assassiner plus de 100 paysans, et pendant des mois les districts de Lovetch et de Troyan se sont trouvés effectivement sous l'état de siège). Dans le district de Roussé, on a arrêté les paysans en vue de tous les villages. A Kourtovo-Konaré, 100 électeurs ont adressé une protestation déclarant qu'ils ne peuvent pas aller voter, car ils seraient impitoyablement battus. A Slavovitza, le village natal de Stamboliisky, il y a eu des fusillades en règle. Dans le district d'Orkhanie, il y eut plusieurs assassinats. Dans un village du district de Radomir, les agents de police jetèrent une bombe sur les urnes. Dans le district de Lom, les paysans en vue ont été convoqués au poste de police et cruellement battus. Violences identiques à Vardoun, Nachchikuey et Sdravetz. Des députés de l'opposition ont déposé des interpellations contre ce régime de terreur. Un de ces députés, Andréeff, a dit dans son interpellation à M. Liapcheff: «Vos organes subordonnés, vos détectives, agents de police, gendarmes, brigadiers, sous-préfets, dans des tournées électorales», ont par des intimidations, des arrestations, des bastonnades, provoqué une panique générale dans toute la masse électorale. Dans le district de Lom, vos agents ont déclaré tout ouvertement: «Nous avons pris le pouvoir par le sang, et nous ne le céderons que par le sang. Nos mains sont entachées de sang, et nous ne craignons rien. Chacun peut poser sa candidature, mais seulement avec la liste du Zgovor.» Contre les candidats du Bloc du Travail, la terreur a été tout particulièrement féroce. On leur a interdit leurs réunions. On en a arrêté et battu les agitateurs, on a férocelement battu les leaders du parti ouvrier Nicolas Ilieff et Nicolas Mileff, ainsi que le député Christo Kalaidjief, dans une ville de la Bulgarie du sud. Les clubs du parti ouvriers ont été presque partout fermés. Les conférences que ce parti a organisées ont été partout dissoutes.

Il est bien naturel que, dans ces conditions, le gouvernement ait obtenu un succès. Mais ce fut là de Pyrrhus. Le gouvernement a bien accaparé la majorité des communes, mais, par une terreur effrénée; et dans presque un quart des communes par une oppression spéciale de la population ignorante non-bulgare, comme par exemple dans les départements de Mistanli, Pachmakli, dans les districts de Choumen, Osman-Pazar, Bal-Bounar et les autres districts de Deli-Orman. Mais dans les autres districts où la population est plus avancée, comme par exemple Tirnovo, Sevlievo, Kustendil, etc., les voix données pour l'opposition sont égales à celles obtenues par le gouvernement par une terreur bestiale. Relevons, comme symptomatique pour cette terreur, ce qui s'est passé dans les districts de Gabrovo et de Lovetch; il y a sept mois, aucun député gouvernemental n'avait été élu dans le district de Gabrovo; aujourd'hui, le gouvernement y a obtenu 6000 voix, contre 1140 de l'opposition; dans le district de Lovetch, tout-à-fait oppositionnel, le gouvernement a obtenu 15.000 voix, contre 2000 de l'opposition. Il faut enfin ajouter que le chiffre des résultats des élections, publiés par le gouvernement, sont falsifiés; ainsi, par exemple, il a été officiellement publié que dans le district de Borissovgrad, le gouvernement aurait obtenu 3835 voix contre 3635 de l'opposition; or, en réalité, le gouvernement n'y a obtenu que 2961 voix, et l'opposition 5214.

Les honoraires des avocats zgovoristes dans les procès d'arbitrage. — Les journaux bulgares publient une liste des avocats et anciens juges bulgares ayant touché d'énormes sommes comme honoraires dans les procès d'arbitrage. Parmi eux, les zgovoristes suivants ont reçu: Fadenhecht — 1.850.000 de lévas; Chr. Filipoff — 1.700.000; M. Ghénadiéff — 1.500.000; Prof. Danailoff — 1.000.000; Ivan Kraftoff — 900.000; N. Padareff — 850.000; Christo Guéorguieff — 600.000; Sokéroff — 600.000; A. Popoff — 600.000; K. Christoff — 600.000; Veltcheff — 250.000; Karandjouleff — 250.000; Petko Palieff — 220.000; Ivan Khrélopouff —

220.000; D. Boshniakoff — 220.000; etc. A part ceux-ci, le gouvernement a engagé, pour ces procès d'arbitrage, quelques autres avocats aussi, pour faire accroire à l'opinion publique qu'il ne recherchait que la capacité; Malinoff, qui a touché 600.000 lévas; P. Dzidroff (socialiste dissident soutenant le Zgovor) — 600.000; et Stoyanoff — 180.000. D'après la liste publiée par les journaux bulgares, il appert que le gouvernement de la pauvre Bulgarie a payé une somme de 13.400.000 lévas pour ces honoraires — et ces mêmes journaux affirment que la liste publiée n'indique qu'une petite partie seulement des honoraires effectivement payés.

L'usure se généralise. — Les autorités judiciaires ont arrêté en différentes villes de nombreux usuriers qui avaient encaissé des intérêts de jusqu'à 120%. Rien que dans la petite ville de Karnobat (disr. de Bourgas) ont été arrêtés 14 usuriers. («Nézaïssimost» du 15 févr.)

Roumanie:

8 années de travaux forcés pour Boris Stéfanoff. — Le Conseil de Guerre de Bucarest a condamné Boris Stéfanoff à 8 années de travaux forcés. Tenant compte que Stéfanoff a fait déjà deux années de prévention qui ne sont pas comptées dans la peine, il résulte que l'ancien député de la Dobroudja a reçu le maximum prévu par la loi pour «crime contre la sûreté de l'Etat» — quoique l'accusation ait été élevée seulement sur des articles de journal du temps où le Parti Communiste était légal, articles qui d'ailleurs ne sont pas de Stéfanoff, mais avec le contenu desquels il s'est solidarisé politiquement après son arrestation. L'étudiant Zaharaescu a obtenu 7 années (et deux années de prévention); l'étudiante Liza Dijour 10 années (par contumace), les ouvriers Luca Lazlo, Ilies et Guia ont été acquittés (après deux années de prison préventive).

Pendant que la justice militaire de la terreur blanche bratianiste envoie ainsi les meilleurs exemplaires de la classe ouvrière et paysanne en prison, la presse réactionnaire est amenée contre eux qui ont ouvert la lutte pour sauver Bujor. Maintenant que le sort a réuni Bujor avec Stéfanoff sous la pierre tombale de la même prison, il faut intensifier plus encore la lutte pour l'amnistie. C'est cette lutte, menée à l'intérieur et à l'extérieur avec toute la force, qui peut sauver Stéfanoff et Bujor, ainsi que tous les ouvriers, paysans et soldats condamnés à une mort lente mais sûre dans les Jilava et Dofana de la Roumanie bratianiste.

Un Comité Pro-Bujor à Bucarest. — A Bucarest s'est constitué un Comité d'intellectuels qui se propose de lutter pour sauver Bujor. («Dreptatea» du 8 févr.)

La Bessarabie aujourd'hui plus misérable encore que sous les tsars. — La misère et la pauvreté de la population bessarabienne ressort des données statistiques que publie M. Teofil Iancu dans la «Dreptatea» du 13 févr. Les dépôts dans les Caisses d'Economie et Banques Populaires paysannes étaient en 1914 — 50 millions roubles; en 1917 — 155 millions, ce qui veut dire 4 milliards et demi de leis; et aujourd'hui, ils ne sont que 300—350 millions de leis. De 1700 leis par tête en 1917, ils sont tombés à 100—120 leis.

Le total des économies des paysans était en 1913: 800 millions de leis, et sont aujourd'hui: 40 millions. Les Banques Populaires avaient en 1913 un actif de 21 milliards de leis et n'ont aujourd'hui que 632 millions, ou, par tête: 962 en 1913, et 87 aujourd'hui.

Le montant de l'escompte pour tout le pays est de 615 leis par tête d'habitant, tandis que pour la Bessarabie elle n'est que de 78 leis, c'est-à-dire que la ville de Craïova, de l'Ancien-Royaume, à elle-seule (100.000 habitants) jouit d'un montant d'escompte deux fois plus grande que la Bessarabie toute-entière avec ses 3 millions d'habitants.

Les émigrations en Bessarabie augmentent de nouveau. — D'après l'«Indreptarea» (organe averescan) du 13 févr. les émigrations ont commencé de nouveau à s'intensifier parmi la population particulièrement paysanne de la malheureuse Bessarabie.

Deux leaders ouvriers arrêtés. — MM. Dan et Nagy de Cluj. Le motif? Ils ont tenu des oraisons funèbres sur la tombe d'une ouvrière morte à la suite d'une maladie qu'elle a contractée pendant son séjour dans la prison. («Viata Muncitoare».)

Assassinats politiques. — Sous l'instigation du préfet de Valteha, le gendarme du poste d'Olteanca a assassiné à coups de fusil le paysan national-tsaraniste Marinoïou du village de Orlehti. («Lupta» du 10 févr.) Le chef du poste de gendarmerie du village de Barcanechti (dép. de Olt), a assassiné de même à coups de fusil le paysan tsaraniste Cinca. («Lupta» du 11 févr.)

Impunité des gendarmes assassins. — Le tribunal de Bihor a condamné le gendarme Vasile Ember... à seulement un mois de prison, pour avoir brutalisé horriblement un

village entier. A la séance du procès, les paysans du village en question ont amené, sur leurs bras, un jeune berger qui était devenu invalide par le fait que le dit gendarme lui avait mis avec les pieds dans le feu... (»Adeverul« du 21 févr.)

Persécution religieuse. — Un grand nombre de sectaires dits »Etudiants de la Bible« ont été attaqués pendant qu'ils étaient assemblés pour entendre les prédicateurs venus de leur Centrale de Magdebourg, et arrêtés en masses. Pour »essayer de justifier« leur ignominie, les autorités ont publié un communiqué disant que les sectaires sont en réalité des agents communistes. (»Politica« du 11 févr.)

Comme sous les phanariotes. — Le »Dreptatea«, organe quotidien du Parti National-Paysan, dénonce dans son No. du 19 févr. que dans le département de Bihor les fonctions administratives sont ouvertement mises en vente, cotées d'après un tarif spécial. La dignité de Préfet est payée par 200.000 leis, le poste de maire coûte »seulement« 50.000 leis. Il y a aussi des places à 16.000 et à 7.000 leis — d'après tous les goûts et choix.

Les nouvelles provinces — des colonies. — Du montant total de l'escompte de la Banque Nationale, de 9 milliards, les provinces annexées ne reçoivent, en tout, que 1 milliard et demi. (»Adeverul« du 13 févr.)

La crise n'existe pas pour les grand requins. — La banque Blank indique dans son bilan un profit net pour 1927 de plus de 54 millions de leis, à un capital de 125 millions. La banque possède, en plus, divers fonds de réserve s'élevant à 275 millions, et des immeubles d'une valeur de plus de 111 millions de leis.

L'autre grande banque, Banca Romaneasca, accuse un bénéfice net de 116 millions de leis, pour un capital de 280 millions, le fonds de réserve s'élevant à 183 millions, les immeubles et fonds pour les immeubles à 100 millions de leis.

Ce que devient la »réforme agraire«. — La »Politica« annonce qu'on a suspendu la répartition des terres aux che-

valiers de l'ordre militaire Mihai Viteazou, parce qu'on se propose d'en augmenter les lots respectifs. Et les paysans qui font des rébellions pour manque de terre suffisante pour les nourrir...

On about les coupables d'Oradia. — Le Sénat universitaire de Bucarest a décidé de demander la revision des dossiers établis contre 300 étudiants accusés d'avoir pris part aux pogromes de Transylvanie. (»Politica« du 8 févr.)

Yougoslavie:

Sentences draconiennes. — Le 16 février dernier, le tribunal de Belgrade a prononcé ses sentences dans le procès contre les 25 ouvriers et intellectuels accusés, sur la base de la loi pour la »Défense de l'Etat«, du »crime« d'être des membres du Parti Communiste et de l'Union de la Jeunesse Communiste. Au cours de leur prévention, les détenus avaient été féroceusement battus et forcés, sous des tortures, à des »aveux«. Devant le tribunal, ils rétractèrent leurs »aveux« en relatant de quelle manière barbare ils leur avaient été arrachés. La »justice« serbe a prononcé, néanmoins, les condamnations suivantes: à 5 ans de prison: Jossif Tsadi, Nicolas Kotour, Ivan Briatchek, Pavlé Kovatchévitch et Jossif Radolia; à 6 mois de prison: Radomir Vouyovitch, Obren Nikolitch, Kotcha Mititch, Lorine Marouchitch, Boghosav Todorévitch, Otokar Kershovani, Goyko Sanioudjitch, Djordjé Prachtélo-Petrovitch et Alexandre Sdrakkovitch; à trois mois de prison: Vassilié Staykovitch, Danilo Gouya, Setislav Stéfanovitch et Luka Magyaratz. Ont été acquittés: Dr. Laboud Kousovatz, journaliste; Laza Stéfanovitch, secrétaire des syndicats indépendants; Sima Markovitch, ancien député communiste; et cinq autres détenus. Les nombreux ouvriers qui assistaient dans la salle des séances ont accueilli les condamnations par une manifestation de sympathie en faveur des condamnés et par les cris adressés à eux de: »Nous sommes avec vous, nous ne vous abandonnerons pas!«

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALEMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS ÜBER DIE BALKAN-FÖDERATION

Maximilian Hesse

Maximilian Hesse wurde am 8. Mai 1847 in Dommitzsch, Kreis Torgau geboren. In Marburg und in Berlin erzogen, wo er Gymnasium und Universität besuchte. Betätigte sich dann literarisch und politisch. Eine Reise nach Amerika und ein vierjähriger Aufenthalt dortselbst, erweiterte seinen publizistischen Wirkungskreis. Als Chefredakteur der Mecklenburger Nachrichten unterstützte er die Reformbestrebungen. Seine genauen Kenntnisse des deutschen Agrarproblems kamen ihm bei seinen Reisen durch den Balkan sehr zu statten. In Köln trat er in das Lager der Oppositionellen gegen den Kaiser Wilhelm II. Durch Erblindung musste er seiner schriftstellerischen Tätigkeit entsagen — aber sein ungebrochener Kampfeswille lässt ihn auch heute noch, trotz seiner 80 Lebensjahre, an den aktuellen Geschehnissen regsten Anteil nehmen.

Das schwerste Problem das ich kennen lernte, war von je und ist noch heute die ungelöste Balkanfrage. So wie einst Sarajevo das Signal zum Weltkrieg wurde, kann jeden Tag eine neue Kriegsgefahr auf dem Balkan entstehen.

Keine Friedensgarantie für Europa, keine Friedensgarantie für die Welt, bevor nicht die Befriedigung (nicht der Balkanstaaten, sondern was mir wesentlicher dünkt, der Balkanvölker) auf dem Balkan eingetreten ist.

So betrachtet, sehe ich in der jetzigen »Lösung« eine, den Grundsätzen der Gerechtigkeit und der Freiheit ins Gesicht schlagende Vergewaltigung. Die empörenden Greuel-taten der jetzt herrschenden Kreise läßt mich nicht daran

glauben, daß durch sie, der Forderung des Tages — Schutz der Minderheiten — Rechnung getragen werde.

Um der Unterdrückung der Minoritäten und der Rivalität der Balkanstaaten untereinander ein Ende zu bereiten, sollte man den Versuch nicht gering einschätzen, eine Mobilisation der Frauen des Balkans vorzubereiten. Das Erwachen der entrechteten Frauen des Balkans zur politischen Freiheit wird dem Kampf gegen barbarisches Unterdrückertum der einheimischen und fremdländischen Herrscher erst die Basis geben, die Erfolg verspricht.

Nebenher müssen Bestrebungen laufen, dem Faschismus aller Grade — besonders jedoch dem italienischen — ein Paroli zu bieten. Dieser Kampf ist nur zu führen unter der Fahne des Sozialismus.

Die Bestrebungen aller am Balkanproblem interessierten europäischen Staatsregierungen sind diktiert von machtpolitischen Einflüssen. Die Ausschaltung dieser machtpolitischen Einflüsse in den europäischen Staaten ist eine weitere Voraussetzung für den überaus glücklichen Gedanken der Schaffung einer Balkanföderation.

So wie das zaristische Rußland einst die Brandfackel für den Balkan war, sollte Sowjetrußland den unterdrückten Balkanvölkern leuchtendes Fanal sein.

Bis dahin setze ich meine Hoffnungen auf die Unterdrückten und die Geistigen aller Länder, die mit dem Kampf um ihre eigene Befreiung, auch den Kampf der unterdrückten Balkanvölker unterstützen.

Maximilian Hesse

Karl Wilker

Karl Wilker wurde 1885 in Osnabrück geboren. Nach einer Zeit pädagogischer, praktischer und dann wissenschaftlicher Arbeit (als Redakteur der „Zeitschrift für Kinderforschung“). Erneutes Studium (der Medizin). In den ersten Kriegsjahren als Arzt im Felde tätig. Vom Frühjahr 1917 bis November 1920 Direktor einer grossen Fürsorgeerziehungsanstalt der Stadt Berlin. Wurde durch reaktionäre Machenschaften gezwungen, seine Arbeit aufzugeben. Lebt seitdem zurückgezogen auf dem Lande als Mitherausgeber der Zeitschrift „Das werdende Zeitalter“.

Gerechtigkeit, Freiheit, Frieden kann nur da sein, wo die allereinfachste menschliche Grundregel geachtet und befolgt wird: die der Nächstenliebe, der Menschenliebe, der Bruderliebe. Nach allem, was ich vom Balkan gelesen habe, glaube ich, fürchten zu müssen, daß dort, fast mehr noch als im übrigen Europa, ein Hort der Ungerechtigkeit, der Unfreiheit, des Unfriedens ist — ein Hort, den als solchen zu erhalten, vielleicht gewisse finstere Mächte ein Interesse haben, ohne daß die Menschen auf dem Balkan davon wissen oder auch nur eine Spur solchen Gebrauchtwerdens ahnen.

Wie sollten die jetzigen Regierenden, denen Menschenwerte doch nur Einsätze für ihre persönlichsten großen Spiele sind, ein Interesse daran haben können, daß es auf dem Balkan anders werde, als es ist? Ihr Interesse muß gemäß ihrer diabolischen Aufgabe sein, eine unterjochte Bevölkerung in einer steten Unruhe zu halten, um gegebenenfalls mit ihr als Zündstoff Riesenexplosionen auslösen zu können.

Wie dem ein Ende zu machen sei? Ich habe nicht viel Zutrauen mehr zu erfreulichen Revolutionen. Und doch wünschte ich dem Balkan einen Aufstand des Volkes, des gesamten Volkes, aus der Einsicht heraus, daß Grenzen

Menschenwerk sind und willkürlich errichtet aus letzthin kapitalistischen Gründen. Einen Aufstand, der die Regierenden zu Regierten machte — und zu Regierenden solche Frauen und Männer, die neben einem klugen Verstehen der großen Menschheitsnöte, vor allem die große Liebe zum Menschenherzen haben, das in allen gleich schlägt — unbeeinflusst durch Grenzen oder Rasse, durch Armut oder Reichtum . . .

Ich könnte mir denken, daß diese Umwälzung sich auf dem Wege der Friedfertigkeit lösen ließe — wenn der Völkerbund seine wahre Mission erkennend, die Balkanföderation schaffen würde. Es gibt nichts, was nicht zu schaffen wäre! Gemessen an dem letzten Weltkrieg will es mir eine weit kleinere Aufgabe der Politiker scheinen, die Balkanbewohner zu einen, unter Bedingungen, die ihnen das Leben lebenswert und erträglich machen. Die Zeit drängt nach föderativen Zusammenschlüssen! Aber — die zur Zeit herrschenden Politiker wissen natürlich, daß sie dann abgewirtschaftet haben. Also müssen sie alles dagegen tun!

Aus solcher Ueberlegung ergibt sich mir immer wieder die Erkenntnis, daß alle große, alle friedfertige, alle Menschen befreiende Politik nur möglich gemacht werden kann durch den neuen Menschen. Den neuen Menschen heranzubilden, sind wir alle berufen — nicht nur die Fachpädagogen. Diese Heranbildung zu verhindern, sind tausend Kräfte aller Art tätig. Wohlan: schaffen wir die Gegenkräfte! Sorgen wir dafür, daß jeder Vater, jede Mutter — und nicht nur auf dem Balkan — und mit ihnen überall jeder und jede, die Kinder liebt, in jedem Kinde die Kräfte frei macht, die ihm selbst zum Glück und der Gemeinschaft zum Wohle und zur Freiheit dienen.

Befreiung der Völker durch die Befreiung des Kindes!
Karl Wilker

Neue Verrätereien der Protogeroffs

Die „Autonomisten“ bereiten, für Rechnung der Faschisten, neue Verbrechen in Mazedonien vor

Protogeroff, und die ganze führende Bande der »autonomistischen« Organisation, treiben ihr verräterisches Werk weiter. Sie dienen immerfort fremden Interessen. Sie bleiben dabei, die Befehle Mussolinis und der bulgarischen Militärliga auszuführen.

Schon im Juni vorigen Jahres hatten sie ihre Tätigkeit angefangen: sie hatten unglückliche Menschen mazedonischer Herkunft nach dem unter serbischem Joche schmachtenden Teile Mazedoniens geschickt, um dort Bombenanschläge und Beamtenmorde zu veranstalten. Diese Tätigkeit nannten sie »revolutionäre«, obzwar dies gegenrevolutionäre Handlungen sind, ausgeführt nur im Interesse des italienischen und bulgarischen Imperialismus. Diese Taten hatten keineswegs als Zweck und Ziel die Befreiung Mazedoniens, sondern dessen Okkupation durch den italienischen Imperialismus, die Ersetzung des jetzigen Joches durch dasjenige des italienischen Faschismus. Protogeroff hat diese Taten ausgeführt und führt sie ferner aus entgegen dem Willen des mazedonischen Volkes; entgegen dessen Wunsch; keine einzige dieser »revolutionären« Taten ist durch in Mazedonien selbst Mazedonier vollbracht. Weit davon entfernt, dem Befreiungswerke Mazedoniens auch nur im geringsten zu dienen, erleichtern diese Handlungen nur die Aufgabe der serbischen Chauvinisten und Imperialisten, das ganze unter serbischem Joche befindliche Mazedonien seiner mazedonischen Bevölkerung durch einen verschärften Terror zu berauben.

Die gegenrevolutionäre Aktion Protogeroffs hat das Land in eine Wüste umgewandelt. Die Protogeroffs wollen jedoch nichts hören von den Schreien, die die unter dem serbischen Joche darbenenden und blutenden Mazedonier gegen das serbische Terrorregime ausstoßen; sie wollen nichts wissen davon, daß sie durch diese Taten die Verwirklichung der Ziele der serbischen Militaristen erleichtern. Sie treiben weiter ihre gegenrevolutionäre Arbeit, und sie werden sie weiter treiben. Denn dies ist der Befehl, welcher ihnen von Mussolini und der bulgarischen Militärliga erteilt wurde.

Wir haben oft die innigen Bande aufgezeigt, welche zwischen Mussolini, Ahmed Zogou, der bulgarischen Militärliga und Protogeroff bestehen. Wir haben gezeigt, daß Protogeroff und seine Helfershelfer ständig einen Pendeldienst verrichten zwischen Rom, Tirana und Sofia und alle Befehle, die sie von ihren italienischen und bulgarischen Herren empfangen, ausführen. Sie verhüllen übrigens gar nicht die Bewunderung, die sie für den italienischen Faschismus emp-

finden, und in ihrer Presse lassen sie nie eine Gelegenheit unbenutzt, um das Werk Mussolinis zu verherrlichen.

Wir sind heute imstande, die neuen Projekte zu enthüllen, welche diese Verräter immer mit demselben Ziele gefaßt haben: mit dem Ziele, die Festsetzung der faschistischen Herrschaft in Mazedonien zu erleichtern. Einer der Führer der »Autonomistischen Organisation« Protogeroffs, einer der Haupttreiber aller im Laufe der letzten Jahre verübten Verbrechen der »Autonomisten« in Mazedonien, in Bulgarien oder im Auslande, Naum Tomalevsky, hat sich letzstens nach Rom begeben und hat dort mit der italienischen Regierung ein Abkommen abgeschlossen, laut welchem die »Organisation« Protogeroffs sich verpflichtet, im kommenden Frühjahr »revolutionäre« Aktionen in Mazedonien zu unternehmen — und zu diesem Zwecke hat Tomalevsky von Mussolini zwei Millionen Lire erhalten, welche schon in Schweizer Banken deponiert wurden. Um neue gegen das mazedonische Volk gerichtete Verbrechen auszuführen, haben diese Verbrecher schon ungefähr 200 Spießgesellen gedungen, und diese befinden sich gegenwärtig im Albanien Ahmed Zogus und warten nur auf ein Zeichen, um in Mazedonien einzudringen.

Es scheint aber, daß dies Mussolini nicht genügt. Zugleich mit der Aktion aus Albanien will er eine gleiche aus Petritsch organisieren.

Mussolini hat wohl die Protogeroffs zu seiner Verfügung; aber seine Machenschaften werden auch vollständig von der bulgarischen Militärliga unterstützt. In dem Kreis von Petritsch, wo die Protogeroffs die ganze Bevölkerung unter ihrem Terror halten, wo sie über eintausend mazedonische Revolutionäre, politische Kämpfer, Bauern, Handwerker, Arbeiter, Intellektuelle ermordeten, wo sie noch immer jeden Mazedonier töten, der früher gegen die Verkhovisten war oder der heute für das Selbstbestimmungsrecht der Balkanvölker und ihre Föderation in eine Balkanrepublik kämpft, organisieren sie, mit der vollsten Hilfe der bulgarischen Offiziere, ihre Banden und bewaffnen sie aus den Militärdepots, um sie im Frühjahr nach Serbisch-Mazedonien zu senden, gemäß dem in Rom von Tomalevsky unterschriebenen Übereinkommen.

Diese Informationen sind absolut authentisch. Sie stammen direkt aus der bulgarischen Gesandtschaft in Belgrad. Der Belgrader bulgarische Gesandte, Herr Vakarelsky, hat sie Herrn Liaptscheff mitgeteilt, in der Annahme, daß diese Machenschaften ohne das Wissen des bulgarischen

Ministerpräsidenten vonstatten gehen, darum benachrichtigte er ihn von den neuen Projekten der »Befreier« des mazedonischen Volkes. Zu gleicher Zeit bringt Herr Vakarelsky zur Kenntnis seiner Regierung, daß die mazedonische Bevölkerung gegen diese Machenschaften Protogeroffs ist, daß sie es nicht will, daß man sie durch Bomben und terroristische Aktionen »befreit«, da diese ihre Leiden nur noch vergrößern, und daß eine mazedonische Deputation bei ihm vorgespochen hat, um ihn zu ersuchen, diesen Handlungen, welche die Lage der mazedonischen Bevölkerung noch trostloser gestalten, ein Ende zu machen.

Wir sind nicht imstande zu wissen, ob Herr Liaptscheff über das, was im Petritscher Kreis vorgeht, wohl unterrichtet ist oder nicht. Es kann wohl möglich sein, daß Liaptscheff und Buroff, die eher einer englischen Orientierung zuneigen und nach einem gegen Sowjet-Rußland gerichteten Block der jetzigen Balkanregierungen trachten, von diesen Vorgängen in Petritsch keine Kenntnis haben. Es ist aber eine Tatsache, daß diese Machenschaften mit dem Wissen und mit der Hilfe mehrerer einflußreicher Mitglieder der bulgarischen Regierung, Führer der bulgarischen Militärliga, ausgeführt wurden.

Die neuen Aktionen, welche Protogeroff jetzt in Mazedonien organisiert, sind die Vorbereitungen der neuen Etappe des Eindringens des italienischen Imperialismus in die Balkanländer, der Eroberung der Balkanhalbinsel durch den italienischen Faschismus. Nachdem Albanien in eine italienische Kolonie umgewandelt wurde, ist jetzt Mazedonien an der Reihe.

Protogeroff und seine Helfershelfer, diese Verräter der mazedonischen Sache, versuchen nun für ihre Projekte einfältige Mazedonier zu gewinnen, indem sie sie versichern, daß sich ihre Lage nur bessern könnte, falls die serbische Herrschaft durch die italienische ersetzt werde! Durch dieselbe italienische Herrschaft, welche ebenso tyrannisch, barbarisch, entnationalisierend ist, wie der serbische Imperialismus! Damit selbst ein wenig aufgeklärter Mazedonier davon überzeugt werde, genügt es, ihm einige Nachrichten über das Regime, das in den von Italien eroberten und von nichtitalienischen Nationen bevölkerten Ländern angewandt wird, zu übermitteln. Unter der Faust des faschistischen

Italien befinden sich gegenwärtig zirka 500.000 Slovenen und Kroaten und 250.000 Deutsche in Südtirol. Außerdem befindet sich der Dodekanesos, gänzlich mit Griechen bevölkert, immer noch unter der italienischen Herrschaft, obzwar 1911 Italien diese Insel »gänzlich provisorisch« okkupiert hatte. In allen diesen Ländern mit nichtitalienischer Bevölkerung verfolgt die faschistische Regierung eine grausame Entnationalisierungspolitik. Was in Mazedonien unter serbischem und griechischem Joche vor sich geht, wiederholt sich in Istrien, in Tirol und im Dodekanesos. Erst vor sehr kurzer Zeit hat noch die deutsche und die österreichische Presse höchst aufregende Einzelheiten über die Lage der Deutschen in Südtirol veröffentlicht, und die im österreichischen Parlament gehaltenen Reden bestätigen alle diese Veröffentlichungen.

Es ist daher ein Leichtes, vorauszusehen, daß der italienische Imperialismus in Mazedonien die Politik des serbischen Imperialismus fortsetzen wird. Es wird ein Sklaventum das andere ersetzen.

Wir enthüllen vor dem mazedonischen Volke und vor der öffentlichen Meinung die niederträchtigen Pläne der Chefs der »Autonomistischen Organisation«. Denjenigen Mazedoniern, welche unbewußt oder des wahren Sachverhaltes unkundig, Mitglieder der »Organisation« sind oder mit deren Handlungen sympathisieren, in der irrigen Hoffnung, daß durch diese Handlungen die Befreiung Mazedoniens gefördert werden könnte — diesen Mazedoniern enthüllen wir die verräterische Rolle der »Autonomistischen Organisation«. Wir enthüllen das niederträchtige Werk, welches diese Verräter zum größten Schaden des mazedonischen Volkes vollbringen. Wir zweifeln nicht daran, daß diese unsere Enthüllungen die Augen jedes ehrlichen Mazedoniers öffnen werden, welcher durch Unkenntnis oder Verirrung in die Netze Protogeroffs und seiner Helfershelfer geraten ist; und er wird sich empören und aufhören, dieser Organisation zu helfen, denn sie ist eine gegenrevolutionäre Organisation, die gegen Mazedonien verräterische Aktionen führt.

Das mazedonische Volk wird sich befreien durch einen für die Errichtung einer Föderativen Balkanrepublik zusammen mit den anderen unterdrückten Balkanvölkern geführten Massenkampf.

Die Schriftleitung

Die Hölle in Mazedonien unter dem Joche der Karageorgewitsch

Wir kennen keinen anderen Ausdruck, der eine richtige Idee geben könnte von dem, was sich seit neun Monaten in Mazedonien unter serbischem Joch ereignet — als denjenigen, den wir als Titel über unseren Artikel gesetzt haben: die Hölle. In diesem unglücklichen Lande ist die Bevölkerung buchstäblich außerhalb des Gesetzes, außerhalb sogar der in Jugoslawien existierenden reaktionären und drakonischen Gesetze. Die Mazedonier leben dort in weit unmenschlicheren Verhältnissen als die Eingeborenen in einem Koloniallande. Verhaftungen, Durchprügelungen, inquisitorische Folterungen, Ermordungen »auf Fluchtversuch«, »spurloses Verschwinden«, willkürliche politische Prozesse, drakonische Urteile — das sind dort die Geschehnisse seit fast einem Jahr.

Das Regime war schon drückend, schwer, tyrannisch, seit die serbischen Heere dort eingedrungen waren. Politische Freiheiten, kulturelle Rechte, waren unbekannte Dinge. Die Macht der Gendarmen, der Polizisten, der Militärs übte sich dort mit einer chronischen Willkür aus. Aber seit fast einem Jahre ist der politischen Entrechtung, der kulturellen Sklaverei, der Politik der Entnationalisierung, der Assimilation, der Ausbeutung, dem ökonomischen Joche, auch die Politik der physischen Vernichtung der mazedonischen Bevölkerung hinzugefügt worden.

Wir werden hier nicht einzeln alle die Unterdrückungstaten aufzählen, welche die serbischen Imperialisten gegen die ihnen ausgelieferten Mazedonier verüben. Die Spalten dieser Zeitschrift, sowie diejenigen der »Makedonsko Delo« und der »Agence des Balkans«, sind immer voll von Einzelheiten über die, von diesem blutigen und blutdürstigen Regime verübten Verbrechen. Wir halten es jedoch für notwendig, einige Tatsachen hervorzuheben, welche jeden nicht voreingenommenen Menschen eine klarere Idee der gegenwärtigen Lage, in welcher dieses unglückliche Land darbt, zu geben geeignet sind.

Seit der Belagerungszustand in Mazedonien unter serbischem Joche verhängt wurde, wurden dort auf verschiedene Arten 25 Mazedonier ermordet, und ein jeder Tag bringt uns neue Nachrichten über neue Morde. Erst ganz kürzlich wurden ermordet: Andreitschin, Rechtsanwalt aus

Tetotwo; Milan Genoff, Apotheker in Skopje; ein albanischer Mazedonier aus Skopje, und ein jüdischer Mazedonier aus Bittolia, usw., usw. Was die Verhaftungen betrifft — sie werden massenhaft betrieben: in allen Gefängnissen und in allen Kellern der Polizeiposten aller Städte Mazedoniens unter serbischem Joche befinden sich Dutzende Mazedonier angehäuft, aus jedem Dorfe der Kreise von Bregalnitz und Skopje. Die Nachrichten, die wir eben erhielten, beschreiben die Lage in den schwärzesten Farben. Es ist dies ein Zustand, so wie er in Bulgarien während der Ereignisse vom September 1923 und nach dem Anschläge auf die Kathedrale, bestand. So hat sich der ganzen mazedonischen Bevölkerung ein tödliches Schreckensgefühl bemächtigt. Jeder etwas aufgeweckte Mazedonier muß jeden Moment gewärtig sein, daß die Reihe, ermordet zu werden, an ihn gekommen ist. Einigen Verfolgten ist es gelungen sich verborgen zu halten; andere haben ihr eigenes Land verlassen und sich in die Fremde geflüchtet, da ihnen der sichere Tod drohte. Und all die ermordeten Mazedonier, alle die, welche gesucht werden, um sie töten zu können, alle jene, die in den Kerkern schmachten um auch noch ermordet zu werden, sind Bauern, Handwerker und Intellektuelle, die gar nichts mit den von den Protogeroffs verübten Anschlägen gemein haben. Und trotzdem ist diese Menschenjagd auf diese Beschuldigung hin organisiert worden.

Um das Bild präziser zu gestalten, erinnern wir hier an den Aufruf, den Mazedonier an die Schriftleitungen einer großen Anzahl serbischer und kroatischer Zeitungen, an hervorragende Abgeordnete der Skuptschina, und im allgemeinen an die politischen Persönlichkeiten Jugoslawiens gerichtet haben, und der in der Zagreber »Borba«, in der »Makedonsko Delo« und in der »Balkanföderation« veröffentlicht worden ist. Die Schilderung der Lage ist ergreifend. Alle Dörfer, von den Kreisen von Kumanovo und Stip bis Gevgeli, sind von Entsetzten gejagt durch die Schreckensstaten der Polizisten und Gendarmen. Aus jeder Ortschaft suchen sich die serbischen Gendarmen und Polizisten 50 bis 100 Bauern Arbeiter oder Handwerker aus und bringen sie zu den Jagdabteilungen, die gegen die Komitadschis ziehen. Diese Mazedonier müssen, ohne Waffen, ohne in die Stöcken versehen, ohne Lebensmittel und

Bekleidung die Eisenbahn und die Dörfer bewachen. Im Falle eines Angriffes müssen sie an der Spitze der Jagdtruppen marschieren, um mit ihren Körpern Wall und Schutz für die serbischen Soldaten und Gendarmen zu bilden. Diese waffenlosen, vor Kälte zitternden und hungernden Menschen werden »Milizisten« genannt. Fünfzig dieser Unglücklichen, dieser »Milizisten«, sind schon vor Kälte und Erschöpfung umgekommen.

Dieser ganze Teil Mazedoniens ist in ein militärisches Feldlager verwandelt. Alle Ortschaften sind durch Wochen umzingelt worden. In vielen Dörfern haben die Bauern während drei Wochen ihr Vieh nicht auf die Weiden führen können. Die Leiche einer verstorbenen Frau konnte man fast einen Monat lang nicht beerdigen. In dem Kreis von Stip wurden ganze Dörfer von ihren Bewohnern verlassen; die Stadt Kumanovo ist mit Bauern, die aus ihren Dörfern geflohen sind, ganz überfüllt.

Die Verwaltung ist in der Hand von Militärs, die sich durch Grausamkeit und Blutdürstigkeit ganz besonders auszeichnen. Die Bevölkerung ist auf dem Gipfel der Verzweiflung angelangt: »... wir suchen nicht nach den Schuldigen, wir wollen nicht einmal anklagen« heißt es in dem Aufrufe, »was wir verlangen, ist, daß man uns das Leben sichert, daß wir nicht morgen durch die Laune eines Polizisten in den Kerker geworfen werden, oder ins Grab, nach so vielen Leiden.«

Die Unterzeichner des Aufrufes erklären schließlich, daß nur eine unparteiische Enquete das, was sie in diesem Dokumente dargebracht haben, feststellen könnte.

Selbstverständlich ist es ganz ohne Zweifel, daß eine Enquete, die nicht von serbischen chauvinistischen und militärischen Organen, und ohne Beteiligung der serbischen Verwaltung durchgeführt wird, feststellen wird, daß in Mazedonien die Bevölkerung unter dem Joche der Karageorgewitsch und der »Weißen Hand«, nicht nur aller politischen und kulturellen Rechte, sondern auch des Rechtes zum Leben beraubt ist.

Wer wird aber diese Enquete veranstalten? Wer wird die Initiative dazu übernehmen? Der Völkerbund, an welchen auch der Kongreß der Mazedonischen Bruderschaftsvereine in Bulgarien für eine solche Enquete appelliert? Schwere Verirrung! Der von England und Frankreich geleitete Völkerbund wird nichts unternehmen, das einen seiner Mitglieder an den Schandpfahl stellen könnte, und in diesem Falle erst recht nichts gegen die mit Frankreich verbündete, den Schutz Englands genießende Regierung Jugoslawiens. Der Völkerbund wird nichts unternehmen das geeignet wäre, die italienische Regierung und die bulgarische Militärliga zu entlarven, welche die Hände der Spießgesellen der Protogeroßs und Mikhailoffs bewaffnen, und deren terroristische Aktionen der serbischen Regierung die Verwirklichung ihrer festen Absicht, die mazedonische Bevölkerung, welche sich nicht serbisieren läßt, zu vernichten, erleichtern.

Und die Regierungen der Großmächte, an welche der genannte Kongreß der Mazedonischen Bruderschaftsvereine auch appellierte, auf daß sie intervenierten und Mazedonien

zu einem self-government helfen? Welche Einfalt! Diese selben Mächte, welche die ironisch Friedensverträge genannten Abmachungen schmiedeten, werden nicht nur nichts, aber schon gar nichts unternehmen, was diesen Verträgen irgendwie nicht entsprechen könnte, sondern sie werden nicht einmal intervenieren, um dem in Mazedonien mit immer wachsender Grausamkeit wütenden Terror ein Ende zu bereiten. Im Gegenteil, sie sind gerade dabei, der serbischen Regierung das Abschließen eines Vertrages zu erleichtern, der dazu dienen wird, ihre barbarische Macht in dem von ihr geraubten Teile Mazedoniens zu festigen.

Diese Lage kann aber so nicht länger dauern. Ein ganzes Volk wird sich nicht ausrotten lassen.

Wir appellieren nun an die arbeitenden Massen und an die öffentliche Meinung der ganzen Welt, und bitten sie, ihre Proteststimme zu erheben, damit den Grausamkeiten der serbischen Chauvinisten, Imperialisten und Militaristen ein Ende gemacht werde, welche das unter ihren Klauen befindliche mazedonische Volk im Begriffe sind auszurotten. Wir wenden uns an die Komitees gegen den weißen Terror auf dem Balkan, welche sich in Zentral- und West-Europa gebildet haben, und ersuchen dieselben, einen energischen Feldzug gegen die militärische Okkupation und die Ausrottungspolitik der serbischen Regierung in Mazedonien zu unternehmen. Wir sind sicher, daß unser Aufruf erhört und die Initiative in dieser Campagne vom Pariser Komitee ergriffen wird, welches, durch seine unermüdete Tätigkeit, in so manchen Orten auf dem Balkan die Opfer aus den Klauen ihrer Henker und Folterer herauszureißen vermocht hat.

Die Aktion, der Ausrottungspolitik der serbischen Regierung in Mazedonien ein Ende zu machen, muß mit derjenigen für die Befreiung des mazedonischen Volkes und der Balkanvölker, und der für die Errichtung einer Balkanföderation, verbunden sein. Denn solange auf dem Balkan die gegenwärtigen faschistischen und imperialistischen Regierungen bestehen werden, solange die Balkanvölker ihrer politischen und kulturellen Rechte, ihres Selbstbestimmungsrechtes beraubt bleiben werden, solange das zerfleischte und zerteilte Mazedonien unter dem grausamen Terror der Militaristen und Imperialisten stöhnen wird — solange werden die Ausnahme-Regimes immerfort bestehen oder zu befürchten sein. Was heute in dem unter serbischem Joche befindlichen Teile Mazedoniens vorgeht, ist auch in seinen, unter bulgarischen und serbischem Joche darbedenden Teilen vorgegangen; wir haben es gesehen.

Die Ursachen dieser Effekte müssen völlig beseitigt werden. Sie befinden sich in der Tatsache selbst, daß Mazedonien unterjocht, versklavt ist. Die durch die »Friedens«-Verträge auferlegten Ketten müssen gesprengt werden und das mazedonische Volk muß die Möglichkeit haben, sich selbst zu regieren.

Dies kann nur durch die Bildung einer Republikanischen Föderation der freien Balkanvölker, in welcher Mazedonien ein gleichberechtigtes Mitglied sein wird, erreicht werden.

D. Vlahkoff

Der großserbische Karneval in Belgrad

Die Regierungskrise und die Demission des Kabinetts Vukičević. — Das II. Kabinetts Vukičević. — Die innere Lage im Lande

Da die Demission des Kabinetts Vukičević-Marinković im Zeitabschnitte des Karnevals erfolgte, die dreiwöchige Regierungskrise einen Karnevalscharakter hatte, mußte auch die »Lösung« der Krise den Stempel des Karneval erhalten.

Auf die Frage, was die Ursachen der Demission des Vukičević-Marinković-Kabinetts waren, wo sie ja am Vorabend der Demission über eine genügende Arbeitsmehrheit im Parlamente verfügte, geben wir folgende Antwort.

Die richtige und primäre Ursache der Demission des Kabinetts, das sich mehr oder weniger in einer ständigen latenten Krise befand, ist vor allem in der problematischen Anleihe, die angeblich anfangs Februar der Finanzminister Dr. Bogdan Marković durch einen Präliminarvertrag in London abgeschlossen hatte, zu suchen. Unmittelbar, gleich nach der Rückkehr B. Marković' nach Belgrad überreichte plötzlich Vukičević am 8. Februar die Demission des Kabinetts mit der Begründung der Notwendigkeit der Bildung einer Konzentrationsregierung (sic!). Wir erwähnten »plötzlich« deshalb, da Vukičević bis dahin keine Absichten trotz der erfolgten Demission der demokratischen Minister mit Marinković an der Spitze, infolge der Reibungen im Demokratischen Abgeordnetenklub, bekundete; im Gegen-

teil, Vukičević beachtete überhaupt nicht das Schwanenlied der Bäuerlich-Demokratischen Koalition (Radić-Pribičević), ihnen auch etwas von der Macht zuzuteilen. Er ging noch am Vorabend der Demission zweimal vor das Parlament, um allen jenen, die »seinen Kopf forderten«, zu beweisen, daß er über eine sichere Mehrheit verfügt und gar nicht daran denkt von der Macht abzutreten.

Es erfolgte jedoch trotzdem, auf Grund eines Berichtes des Finanzministers, wie auf Kommando, die Demission, die aus außenpolitischen Ursachen diktiert wurde. Die anglo-amerikanischen Finanzleute forderten außer den bereits bekannten Garantien (Monopol, Eisenbahnen und die Umsatzsteuern als Hauptpfandobjekte) auch eine Konzentrationsregierung, in welcher auch Vertreter des kroatischen Kapitals und der Bourgeoisie figurieren sollten. Die Unterhändler des Herrn Marković wissen sehr gut, welche Rolle Kroatien mit seiner weit entwickelteren wirtschaftlichen Struktur gegenüber den übrigen Provinzen bei der Davesierung und Kolonisierung Jugoslawiens spielen würde. Vor so einen Leckerbissen, wie es die Anleihe ist, gestellt, deren Höhe sich kein Balkanstaat im Traum vorstellen konnte (50 Mill. Pfund = 13 Milliarden Dinar),

inszenierte die »Weiße Hand« und der König die Krise, bereit unter gewissen Umständen auch ihren Leibjäger Vukićević zu opfern.

Und da begann eine scheußliche, niederträchtige und heuchlerische Komödie und ein Kuhhandel. Radić und Pribićević beleckten sich, da sie die Situation für sich »günstig« sahen.

Der erste Mandatar für eine Konzentrationsregierung, Vukićević, hat in seiner Mission keinen Erfolg, weil er Pribićević in der Regierung nicht wünscht, dagegen Radić ohne seinen Verbündeten in die Regierung nicht eintreten wollte. Nach Vukićević erhielt Radić als größte Attraktion in diesem politischen Karneval das Mandat. Es ist das zum erstenmal bei 27 Regierungskrisen und 28 Regierungen, seit der Schaffung Jugoslawiens, daß ein Kroat mit dem Mandat für eine Regierungsbildung betraut wurde.

Die Regisseure dieser Komödie benützten diesmal auch diese Methode, um vor der europäischen Öffentlichkeit den Versuch des Beweises zu liefern, wie »falsch« die Stellungnahme eines Teiles der europäischen Öffentlichkeit von einem angeblichen Pseudo-Parlamentarismus und einer Hegemonie der serbischen herrschenden Klasse in Jugoslawien vorhanden sei. Radić, unter den servilsten Lakaien der Hofkamarilla und des Königs servil geworden, dem es noch nicht gelungen ist und kaum jemals gelingen wird, die Rolle der serbischen Lakaien zu erhalten, schritt zur Aktion mit größtem Optimismus. Die Radikale Partei lehnte a priori Radić mit der Begründung ab, daß allein die Radikale Partei, als stärkste parlamentarische Gruppe, das Recht auf eine Kabinettsbildung zustehe. Durch eine derartige Haltung beendete zu seinem größten Bedauern Radić seine Mission. Der Kapitulantenchef der Demokratischen Partei, Davidović, lehnte das Mandat mit dem Hinweis auf die bereits erwähnte Stellungnahme der Radikalen ab. Davidović folgten in der Szene abermals die Radikalen, und zwar der Parlamentspräsident Perić und wiederum Vukićević. Ihre Mission blieb erfolglos infolge des Nichteinnehmens über die Bedingungen der Portefeuilleverteilung, die Radić-Pribićević stellten und umkehrte.

Der Höhepunkt der Regierungskrise! Da meldete sich zum zweiten Male Radić mit einer neuen Sensation. Nach einer Audienz beim König wurde bekannt, daß er im Namen der Bäuerlich-Demokratischen Koalition der Krone den Vorschlag zum »einzigem« Ausweg aus der Krise machte: eine außerparlamentarische Persönlichkeit, allenfalls auch eine hohe Militärperson, die an die Spitze einer Konzentrationsregierung, in welcher sämtliche Chefs der größten parlamentarischen Gruppen herangezogen würden, zu stellen sind.

Dieser vom Hofe mit besonderer Tendenz und im voraus berechnete inszenierte »Vorschlag« Radić bezweckte: 1. Die Radikalen »einzuschüchtern« und 2. Radić vor den kroatischen Massen als Befürworter einer Generalherrschaft zu kompromittieren und zu diskreditieren. Ein zweifellos geschickt ausgeführter Trick, der auch seine Wirkung übte. Das Mandat erhielt aber kein General, wie es Radić vorschlug, sondern Marinković, der auf »Schwierigkeiten« bei den Radikalen, wie auch bei Radić stößt, und das Mandat zurückgibt. In der Zwischenzeit kapitulierten die kleinbürgerlichen Flügel der beiden serbischen, herrschenden Parteien: bei den Radikalen die sogenannten »Paschitschianer« vor Vukićević und bei den Demokraten die Gruppe Davidović vor Marinković.

Vukićević nützte die Gelegenheit aus, durch fette Versprechungen in seinem Klub eine gute Mehrheit für sich zu sichern, um dann durch Manövrieren das Zentrum zu spalten, ebenso die »Paschitschianer« völlig durch Mandataussichten, wenn sie folgen, zu beschwichtigen. Bei den Demokraten erfolgte ein ähnliches Kompromiß. Außerdem »erhoben« sich die beiden serbischen herrschenden Parteien in energischster Form gegen den verfassungswidrigen Vorschlag Radić, der dahin gerichtet war, die »parlamentarischen Formen der Monarchie« zu zerstören und gleichzeitig vor der Öffentlichkeit den Eindruck zu erwecken, als ob in Jugoslawien ein parlamentarisches Regime ausgeschlossen sei. Beide Parteien nützten diese Gelegenheit aus, um sich als »Vorkämpfer« des »Parlamentarismus« vorzustellen, obwohl sie schon lange Träger der Reaktion, des Antiparlamentarismus und der maskierten Diktatur sind.

Der Epilog der ganzen Komödie und die »Lösung« der Krise ist die alte Kombination mit einer gewissen Aenderung in den Persönlichkeiten beziehungsweise durch die Heranziehung der »Paschitschianer« und »Davidovitschianer« in die Regierung erfolgt. Die Hauptmacher der alten neuen Regierung sind: Vukićević, Marinković, Koroschetz und Spaho.

Die Rollen wurden insofern gewechselt, daß Koroschetz, Führer der slowenischen Klerikalen und katholischer Pfarrer, für seine »loyale« Haltung während der Krise persönlich das Ressort des Innenministeriums erhielt (es ist nicht ausgeschlossen, daß er als einer der Hauptregisseure hinter den Kulissen der ganzen Komödie stand). Es wurde Koroschetz, dem Mann mit »europäischer Kultur«, der Auftrag gegeben, durch seinen talentvollen Jesuitismus das »Renommee«, welches die Regimepolizei durch ihre Gewalttaten erworben hat, zu verbessern und auszugleichen.

Dagegen fährt Dr. W. Marinković zum »Krankenurlaub« in das Ausland, um mit Hilfe verschiedenartiger Vermittler vom Quai d'Orsay und aus London, den Rothschild und die Repräsentanten der Kuhn und Leob, Chais, Blair u. a. aufzuklären, daß eine Konzentrationsregierung durch den unsoliden Radić nicht gebildet werden konnte; daß aber das zweite Kabinett Vukićević-Marinković, obwohl ohne den Kroaten, durch seine parlamentarische Mehrheit und seinen soliden Apparat zur Unterdrückung aller »subversiven« Elemente genügend Garantien für die Realisierung der Anleihe »bietet«.

Diese ganze Karnevalskrise hat auch einen tiefen innerlichen Hintergrund.

Beide herrschenden serbischen Unterdrückungs- und hegemonistischen Parteien, das heißt ihre führenden Cliquen — die tatsächlich durch ihre parlamentarische Maske der Diktatur der »Weißen Hand« und der Hofkamarilla statieren — haben in einer augenscheinlichen Art ihre bisherigen Gegner in den eigenen Parteien, als auch die Bäuerlich-demokratische Koalition hinausmanövriert. Sie leiteten die Krise, wie es die sogenannten »geheimen Mächte« wollten, um ein Präzedenz zu schaffen — angesichts der immer wachsenden Unzufriedenheit in den breiten Volksschichten, des Regimeraubes und Terrors, der Morde in Mazedonien und der katastrophalen Hungersnot — um einen noch schärferen Kurs der Gewalt-herrschaft einzuleiten. Als Deckung dafür dient ihnen die freche und heuchlerische Begründung, »den guten Willen für eine Konzentrationsregierung« gehabt zu haben, die durch die unmöglichen Forderungen von Radić mißlungen ist.

Diese Feststellung schließt nicht die Möglichkeit aus, daß die serbischen Machthaber angesichts des zehnjährigen Jubiläums des Staates, Radić als Vertreter der Kroaten, trotz allem, was sich abspielte, in die Regierung aufnehmen. Es könnte ein anderes »Wunder« geschehen, nämlich: daß es dem Dreierkopf Vukićević-Marinković-Koroschetz gelingt, einen Teil der unzufriedenen Radić-Abgeordneten zu spalten und gemeinsam mit den kroatischen monarchistischen Föderalisten um Dr. Trumbić und den übrigen Radić-Dessidenten eine Kombination aufzustellen. Die Unzufriedenheit der Radić-Abgeordneten vergrößert und verschärft sich, je weniger Aussichten bestehen, die Massen zu täuschen und sie in Illusionen zu halten. Diese Unzufriedenheit tritt besonders durch die Schließung des Bündnisses mit Pribićević, der einstmals bis 1925 und später die Radić-Bewegung am schärfsten verfolgte, als er noch auf gutem Fuße in Belgrad stand; heute ist Pribićević, der als Mohr seine Pflicht getan hat, für die Belgrader Machthaber von gar keiner Bedeutung.

Den einzigen richtigen Standpunkt zu allen Fragen durch die ganze Krisenkomödie um die Mandatenverteilung nahm der Republikanische Arbeiter- und Bauernblock, durch den Arbeiter- und Bauern-»Borba« (Kampf), der auf das energischste die Interessen der unterdrückten Nationen in Jugoslawien vertritt. Durch eine genaue Analyse der Ereignisse zeigt der »Borba« allen Ausgebeuteten und Unterdrückten, welcher Weg zur Befreiung führt.

Die Ereignisse, die in Jugoslawien bevorstehen, drohen, die ganze werktätige Welt in noch eine schwärzere Knechtschaft der Gewaltherrschaft der serbischen Machthaber zu werfen und dürfen keinesfalls die Arbeiterklasse, die unterdrückten Völker, die ausgebeuteten Bauernmassen und die Stadtarmen aller Nationen überraschen.

Niemals wie augenblicklich diktiert die Zeit die innigste Kampffzusammenarbeit und einen einheitlichen Generalstab der oben erwähnten Faktoren gegen die: kulturelle, soziale, wirtschaftliche und nationale Tyrannei; gegen die verlogenen Tribune, Demagogen, Verräter, innerlichen und äußerlichen Agenten à la Radić, Protogueroff u. a. Was braucht man deshalb? Mut, Mut und noch einmal Mut! sagte einstmal Danton, der große Führer der französischen Revolution.

Dimitrije Jovanović

Das griechische Kabinett der „Sanierung“ — die Filiale von St. James

Noch flammen die Feuerzeichen des Aufstandes und beleuchten den Sturz des Kabinettes des »juste milieu«. Die Agrarpolitik des ökonomischen Kabinettes hat durch die Regierung der Mitte ihre Fortsetzung erfahren. In Kreta haben sich die Bauern gegen den Zehent erhoben. Die Regierung berät. In der Stunde der Gefahr haben die Recken der mittleren Linie sich zusammengefunden. Die demokratischen Rücksichten wurden zum alten Eisen geworfen, die demokratischen Kleinbürger aus dem Kabinette entfernt. Im Augenblicke unmittelbarer Gefahr wird mit Blut und Eisen regiert, da bedarf man keiner republikanischer Phrasen »zur Begründung«.

Das Finanzkapital und seine Schuldner, Fabrikanten und ein Teil des größeren Grundbesitzes, haben im eigenen Namen die Hand nach der Staatsgewalt ausgestreckt. Staatskredit verhielt Papanastassiou den Bauern, Staatshilfe verhielt man den Flüchtlingen, Steuernachlaß dem Kleinbürgertum. Nun sind die letzten Hüllen gefallen und das griechische Volk steht vor dem grauisen Geschehen, wo die Flinte schießt und der Säbel haut.

Der Machtapparat des griechischen Staates wird aufgeboten gegen die treuesten Söhne der Republik. Das neue Kabinett ist in den arbeitenden Massen Griechenlands, bei den arbeitenden Bürgern unseres Freistaates sehr schwach verankert. Michalakopoulos, der traurige Held der Plutokratie beherrscht die Außenpolitik, sein Parteigenosse Maris gebietet als Innenminister über die Gendarmen und den Verwaltungsapparat und ihr Freund, wenn auch nicht ihr Klubgenosse, Zaimis, in Englands Diensten ergraut, verbindet den englischen Imperialismus mit seinen heimischen Agenten. Mögen sich die »liberalen« Venizelisten um die Finanzen und die darniederliegende Volkswirtschaft bemühen, Cafandaris und sein handelskundiger Marineminister Merlopoulos sind doch nur Figuren der großen Drahtzieher hinter den Kulissen. Mazarakis, der zuerst als republikanisches Feigenblatt die schamlosesten monarchistischen Experimente der Reintegration vollenden half, sitzt wieder im Kabinett als Hort der Entpolitisierung der »Faktoren«. Als Venizelist von den Monarchisten befördert, als Mann der »Monarchisierung« des Heeres beargwöhnt von den eigenen Offizieren, ist er wohl eine der schwankendsten Gestalten in diesem Kabinett der Verwandlungskünstler.

Aber vergessen wir der Metaxisten nicht, der monarchistischen Ritter der »freien Meinung!« Sie erziehen die heranwachsende Generation, sie beherrschen die Justiz, sie regeln den Verkehr. General Metaxas hält Eisenbahn und Post und Telegraph in seinen Händen. Sein Ministerium ist ihm geblieben, selbst als die schlimmsten Beschuldigungen gegen seine Politik erhoben wurden.

Am 5. Februar wurde das Kabinett der Mitte aufgelöst, weil die »Republikanische Union« die Straßenbauten für die griechische Firma Presani u. Kapsanbelli reklamierte, während Metaxas die englische Firma Hamborough vorzog. Es ist den gemäßigten Monarchisten gelungen, die Männer um Papanastassiou zuerst zu kompromittieren und dann auszuschießen. Die Republikanische Union, deren linke Elemente bemüht waren, dieselbe in eine Arbeiter- und Bauernpartei, wiewohl vergeblich auszugestalten, mußten das verbrechen-

rische Spiel des juste milieu so lange decken, als man es aus Gründen des Prestiges brauchte. Papanastassiou hat die berüchtigten Entschädigungsparagrafen den Bauern aufgezwungen; er hat die Völkerbündelanleihe mit seiner moralischen Autorität, mit seinen französischen Verbindungen vorbereiten geholfen. Er hat die Einhebung des berüchtigten Zehents als unumstößliches Gebot unangetastet gelassen. Er hat die freiheitliche Grundeinstellung seiner Partei verleugnet und den Kirchenbesitz nicht enteignet; er hat die venezelistischen Offiziere unter das Joch der Reintegration gebeugt, er blieb im Kabinette als die Vorkämpfer des Mieterschutzes erschossen wurden, nun ging er wegen — der Vergebung der Straßenbauten. Die Republikanische Union hat das große politische Kapital, das sie in den Tagen des Bonapartismus des Pangalosregimes gesammelt, vertan. Nun braucht man sie nicht mehr. Die englische Bourgeoisie hat praktische Diener genug und bedarf nicht der franzosenfreundlichen Phraseure in ihrer republikanischen »Kronkolonien«.

Hellas wird via facti »cyprisiert«. Der Generalgouverneur heißt Zaimis und das Parlament wird zu einer Notablenversammlung, in der gerade die servilsten und zweideutigsten Elemente den größten Einfluß ausüben.

Das Elend steigt, es steigen die Steuern. 1920/21 wurden 350 Millionen Drachmen an indirekten Steuern eingehoben, 1925/26 schon 3370 Millionen. Das juste milieu überbot noch den pangalostischen Bonapartismus mit 5900 Millionen indirekter Steuern! Die Bauern zahlen weiterhin ihre traditionellen 10%, in Wahrheit 15—20% vom Reingewinn. Vergebens haben die Helden der Befreiungskriege ihr Blut vergossen. Die Tsakis in und außerhalb des Regierungsbloques haben das Erbe der alten Agas angetreten. Während die unteren Schichten, Arbeiter, Handwerker, Intellektuelle durch indirekte Steuern niedergedrückt werden, gehen die direkten Steuern zurück. 1927/28 wurden von 700 Millionen präliminierten direkten Steuern nur 250 Millionen eingehoben. Gezahlt haben gerade die ärmsten Teufel, die notleidenden Bauern, schuldig blieben die Reeder, die Industriellen und Großgrundbesitzer.

Mögen Venizelos und Politis um Freundschaft für die neue Politik werben, das griechische Volk, der Macht beraubt, dem anglo-italienischen Imperialismus ausgeliefert, pocht an die verschlossenen Pforten des alten Vaterlandes und fordert Agrarreform und Freiheit. Mag es vielleicht den alten Machtmitteln des Staates noch einmal gelingen die spontane Empörung der breiten Bauernmassen niederzuschlagen, das Beispiel von Kreta ist die praktische Kritik an der Sanierungspolitik der englischen Lakaien. Das griechische Volk, das wirkliche Volk, nicht seine Diplomaten hat gesprochen. Zum Himmel lodern die verbrannten Steuerregister und die Plutokratenregierung erzittert. Macht gegen Macht, stehen Ausbeuter und Unterdrückte einander gegenüber. Im Heimatlande Elephteros Venizelos wurde der bankrotte Venizelismus samt seinen antivenizelistischen Freunden durch Tatsachen widerlegt. Noch tobt der Aufruhr der geeinigten Bauernmassen. Panbellas ruft ihre Söhne zum Kampf gegen die Lakaien des fremden Imperialismus.

Melingos

Der Bauernaufstand auf Kreta

Die Durchführung des Programmes der Sanierung und Stabilisierung der griechischen Oekonomie, angewendet von Kafandaris, (das nicht durchgeführt werden kann, ohne eine noch brutalere Ausbeutung und die Unterdrückung der werktätigen Schichten der Bevölkerung), beginnt nun seine Früchte zu zeitigen. Diese werktätigen Massen der Städte, das griechische Proletariat befindet sich schon seit langem in einem ungleichen Kampf gegen dieses Programm der Steuern und Anleihen. Ein Teil der arbeitenden Schichten aber, die Bauern, die in Griechenland über 60 Prozent der gesamten Einwohnerschaft ausmachen, ist bis jetzt unbeweglich, passiv geblieben, trotzdem sie unter den denkbar schlechtesten Bedingungen leben.

Die Steuern, die von Jahr zu Jahr wachsen — im Jahre 1927/28 sind zwei Milliarden neue indirekte Steuern auferlegt worden — der Zehent, die Schulden an die Nationalbank und an die verschiedenen Wucherer machen das Leben der Bauern unerträglich.

In dieser Situation haben sich die Bauern entschlossen, gegen diese Unterdrückung anzukämpfen. Den Anfang haben die Bewohner eines Dorfes auf Korfu gemacht, indem sie,

mit dem Vorsitzenden der Gemeinde an der Spitze, die Steuerbeamten des Staates davonjagten.

Kaum waren einige Tage vergangen, wurde eine Anti-steuerbewegung der Bauernschaft eines ganzen Kreises der Insel Kreta gemeldet, wo die Bauern während einer Demonstration am 18. Jänner 1928 im Orte Mira in ihrer Entrüstung die Steuerarchive des ganzen Kreises verbrannten. Diesmal aber hat sich die Bewegung nicht auf ein Dorf beschränkt, sondern sich mit Blitzesschnelle über die ganze Insel ausgebreitet. Und so hat die Initiative von Mira binnen vierzehn Tagen die ganze Insel zum Aufruhr gebracht. Tausende von Bauern haben am 30. Jänner in der Hauptstadt Heraklio eine Riesenkundgebung veranstaltet. Es wurden Resolutionen in Form eines Ultimatums angenommen und der Regierung übermittelt. In den Resolutionen wurde ausdrücklich betont, daß, wenn binnen zehn Tagen seitens der Regierung keine Maßnahmen zur Erleichterung der Steuern für die Bauern getroffen werden, sie entschlossen sind, ihre Interessen mit bewaffneter Hand zu verteidigen. Weiters wurde die sofortige Freilassung der bei den Unruhen in Mira verhafteten Bauern gefordert, sowie auch der schleunigste Rücktritt des Generalgouverneurs von Kreta.

Die Regierung, über diese plötzliche, spontane Er-

hebung der Bauernschaft beunruhigt, versprach die Erleichterung der Bezahlung (!) der Steuern und versucht auf jede Weise, der Bewegung keine große Bedeutung beizulegen.

Die Bauern von Kreta aber, die eine bittere Erfahrung über solche Versprechungen schon gemacht haben, setzen ihre Bewegung fort. Es vergeht kein Tag, wo es nicht zu Kundgebungen und Demonstrationen, an welchen oft tausende bewaffnete Bauern teilnehmen, kommt.

Der Generalgouverneur von Kreta wurde gezwungen, zu demissionieren, die Verhafteten von Mira sind freigelassen und nach den neuesten Nachrichten gedenkt die Regierung, außerordentliche, strenge militärische Maßnahmen zu treffen; es liegt doch sogar die Nachricht vor, daß über Kreta das Standrecht verhängt werden wird.

Die Resultate der Bewegung können wir nicht voraussagen. Damit verliert aber die Sache nicht an Bedeutung. Der Bauernaufstand in Kreta, der die Entrüstung eines

Teiles der Agrarmassen gegen die Steuerpolitik der Regierung zum Ausdruck bringt, ist der Beginn einer breiteren Bauernbewegung ganz Griechenlands. Und dies ist von größter Bedeutung. Denn diese Anti-Steuerbewegung trifft direkt die Wurzel des ganzen ökonomischen Programmes der Bourgeoisie. Sie richtet sich gegen die Steuerpolitik, auf welche die Bourgeoisie alle ihre Sanierungsbestrebungen basiert.

Charakteristisch für die Bewegung der Bauernschaft von Kreta ist auch ihre Mitarbeit mit dem anderen, dem bewußten und organisierteren Teil der Werktätigen, mit der Arbeiterklasse. An den Demonstrationen von Heraklio hat sich auch die revolutionäre Arbeiterschaft beteiligt, und in den wichtigsten Städten des Landes haben schon Arbeiterkundgebungen stattgefunden, die ihre Sympathie und Solidarität mit der Bauernbewegung durch Resolutionen zum Ausdruck brachten.

Mavros

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Протогеровци готвят нови предателски акции в Македония

Протогеров и целата ръководяща банда на «автономистическата» организация продължават своето предателско дело. Те продължават да служат на чужди интереси. Те продължават да изпълняват волята на Мусолини и на Военната лига в България.

От началото на юни м. г. те започнаха своите акции, т. е. изпращаха разни нещастници, по произход македонци, да вършат атентати и да убиват сръбски чиновници. Тия акции те нарекоха революционни, когато в същност те са кантра-революционни; това са акции, извършени в интереса на италианския и български империализъм. С тех не се преследва целта да се освободи Македония, а да бъде тя завладена от италианския империализъм, да бъде сменено сегашното робство с това на италианския фашизъм. Тия акции те извършиха мимо волята на македонския народ, против желанието на македонското население: нито една от тия «революционни» акции не е извършена от македонци-местни жители. Тия акции, най-сетне улесниха задачата на сръбските шовинисти и империалисти-да очистят Македония от нейното население.

Кантра-революционните акции на Протогеровци превърнаха страната в пустиня. Но Протогеровци не искат да знаят, че населението в Македония под Сърбия е канско пропицело от сръбския терористически режим и че те подпомагат сръбските милитаристи в техната пълнена цел. Те продължават своята кантра-революционна работа. И те ще продължават, защото това изискват интересите на Мусолини и на българската Военна лига.

Не един път ние сме посочвали за връзките, които съществуват между Мусолини, Ахмед Зогу, българската Военна Лига и Протогеровци; не един път ние сме изтъквали, че Протогеров и неговите бандити се чувствуват напълно свободни в фашистка Италия; те сноват постоянно между Рим, Тирана и София и слепо изпълняват заповедите на своите господари. Симпатите си към фашистка Италия те не скриват. В своя печат те величаят делото на Мусолини.

Сега ние сме в състояние да изнесем пред обществеността това, което тия престъпници замислюват да правят в Македония, ръководени все от същите намерения: да улеснят италианското фашистко господство в Македония.

Неотдавна, един от ръководителите на «автономистическата» организация, един от главните инспектори на всички злодеяния през последните четири години, Наум Томалевски, е бил в Рим и е подписал едно споразумение с италианското правителство, по силата на което Протогеровата организация се задължава да предприеме през тая пролет нови «революционни» акции в Македония, за която

цел Томалевски е получил два милиона италиански лири, депозирани вече в швейцарски банки. За извършването на новите «революционни» акции тия предатели имат вече необходимия контингент хора: 200 души македонци се намират в Ахмед Зогува Албания и чакат заповед за да нахлуят в Македония. Но това изглежда, че не е достатъчно за Мусолини. Той иска, щото едновременно с акцията от Албания да се извърши такъва и от Петричко.

Мусолини има на свое разположение Протогеровци, но същевременно с това Военната лига в България всецело подпомага неговото дело.

При пълното съдействие на офицерите от Петричкия край, където Протогеров заедно с последните държат в пълно робство целото население, където те избиха повече от хиляда македонски революционери и общественици и селяни, еснафи и работници, където те продължават да убиват всеки македонец, който в миналото е бил против върховистите и който се бори за освобождението и независимостта на балканските народи и техното федериране в една балканска република-в Петричкия край, казваме, тия убийци на македонския народ и предатели на неговото дело организират чети, въоръжени от военните складове за да ги изпратят в Македония под сръбско владичество.

Тия сведения са автентични. Те изхождат от българската легация в Белград.

Българския пълномощен министър в Белград, г-н Вакарелски, като съобщава горното на Ляпчева, предполагайки, че това се върши без знанието на българския президент, уведомява последния за готвящите се нови подвизи на «освободителите» на македонския народ. При това, г-н Вакарелски бърза да уведоми своето правителство, че македонския народ е против тия акции на Протогеров, че той не желас да го «освобождават» с изпращането на терористически чети и групи, и че една депутация от македонци се е явила при него, за да го моли да бъдат спрени тия акции, които правят непоносимо положението на македонския народ.

Ние не знаем дали това, което се готви в Петричкия край става с знанието и одобрението на Ляпчев. Възможно е, че Ляпчев и Буров, които са по-скоро привърженици на едно ориентиране към Англия, която се стреми да се образува един блок на сегашните балкански правителства, който би могъл да бъде насочен против Свjetsка Русия, да не знаят това, което се върши в Петричкия край. Но нема никакво съмнение, че това става с знанието и съдействието на влиятелни членове на правителството на Ляпчев, които ръководят Военната лига.

Новите акции, които Протогеровци готвят в Македония са подготовката към новия етап за проникването на италианския империализъм на Балканите, за завладяването на Балканския полуостров. След като Албания бе превърната в италианска колония, реда сега идва на Македония. Изпълнителите на тоя престъпен план са Протогеровите бандити. Те се опитват да заложат наивни македонци, че положението им ще се подобри, като се замени сръбското господство с италианско. А известно е, че италианския империализъм е също тъй тиранически, варварски и денационализаторски, както и сръбския. За да се убеди и най-малко осведомените македонец в това, достатъчно е да се посочи на режима в завладените от Италия земи, населени с други народности. Под властта на Италия има около 500.000 души словенци и хървати и 250.000 немци, в южния Тирол. Освен това населените изключително с гърци Додеканезите са също тъй италианско владение, макар и Италия временно да беше окупираше през 1911 год. тия острови. В всички тия земи, чието население не е италианско, фашисткото правителство прокарва една бесна денационализаторска политика. Това което става в Македония под Сърбия и Гърция, се повтаря в Истрия, Тирол, Додеканезите. Достатъчно е да се прочете писаното от австрийския и германски печат за положението в южния Тирол, достатъчно е да се прочетат неотдавна произнесените речи в австрийския парламент, в които се описва непоносимото положение на немците в тия

области, за да се убеди всеки човек, че италианския империализъм ще продължи политиката на сръбския империализъм в Македония, че едното робство ще се замени с друго.

Ние изнасяме пред македонския народ и пред чуждото обществено мнение пълнежните планове на шефовете на »автономистическата« организация. Ние сочим на македонците, които се числят в организацията на Протогеров и Ив. Михайлов или се отнасят сжучствено към техните акции, — сметайки, че чрез тия акции се приближава деня на освобождението на Македония-предателската роля, която ръководителите на »автономистическата« организация играят спрямо Македония, сатанинското дело, което те вършат с македонския народ. Ние не се съмняваме, че разоблаченията които правим, ще отворят очите на всеки честен македонец, който от заблуда е попаднал в мрежата на Протогеров и неговите аколити и че той ще се възмути от техната продажническа дейност и ще престане да помага на тая организация, защото тя е контра-революционна, тя е предателска по отношение на Македония.

Македонския народ ще се освободи, като води заедно с останалите потиснати народи и класи на Балканите, масова революционна борба за изграждането на Балканската Федеративна Република.

Редакцията

Ада в Македония под игото на Карагеоргиевичите

Нема друга дума, която да даде представа за това що се върши от 9 месеци насам в Македония под сръбско иго, от тая, която поставихме в заглавието на нашата статия. Населението е поставено във вон и законите, във вон и реакционните и драконовски закони даже на Югославия. То живее при условия, по-тежки от които и да е колониална страна. Арести, побойща, инквизиционни мъчения, убийства при »опит за бегство«, »бесследни изчезвания«, политически процеси, тежки присъди, — ето що се върши там от близо една година насам.

Режима в тая част на Македония беше тежък, той беше тиранически откато тя бе завладена от Сърбия. Политическа свобода и културни права там не съществуваха. Властта на жандарите, полицейските и военните беше неограничена. Но близо от една година, към политическото безправие, културното робство, денационализаторската и асимилаторска политика и колонизация, икономическия гнет и пр., се прибави и **физическото унищожение на населението**. Ние не ще изброяваме всички ония потиснителски действия, които сръбските империалисти вършат в Македония. Колоните на тоя вестник са пълни с подробности за кървавия режим, който е въведен там. Тук ще се ограничим да укажем на някои факти, които са от естество да може всеки честен човек да има ясна представа за сегашното положение в тая страна.

От като е обявено военно положение в тая част на Македония, **убити са**, по разни начини, **25 души македонци**; всеки ден достигат до нас сведения за нови убийства. Напоследък са били убити: адвокатът от Тетово Андрейчин, аптекаря от Скопие Милан Генов, един македонец албанец в Скопие, един македонец еврей в Битоля. И т. н., и т. н. Що се отнася до арестувани македонци, такива има в всеко село в Брегалничката и Скопска области, във вон и гниещите в затворите и участниците в разните градове на тия области македонци, които са с десетки.

Сведенията, които всеки ден получаваме, описват положението в най-мрачни краски. То е аналогично на положението в България през време на септемврийското въстание в 1923 г. и след атентата в катедралата в 1925 г. Сжъртен страх е обхваляло целото македонско население. Всеки по-буден македонец живее при мисълта, че всеки момент може да бъде убит. Някои македонци са се вече скрили, други са напуснали страната, където смъртта ги чака.

Излишно е, сметаме, да посочваме, че както убитите, така и арестуваните са **македонски селяни, работници, еснафи и интелигенти, които нямат нищо общо с извършените от Протогеровци атентати, които послужиха на сръбската власт за да въведе варварския режим**.

За да бъде картината в Македония по-пълна, ние ще посочим на апела, който македонски граждани са отправили до редакциите на голем брой сръбски и хърватски вестници и до видни депутати в Скупщината и обществени дейтели в Югославия. Тоя апел бе публикуван в в-к »Борба«, излизащ в Загреб, в »Македонско дело« и в »Балканска Федерация«. Картината, която се рисува в него, е потресающа.

Всички села от Куманово и Щип до Гевгели са пропищали от полицейските ужаси; задигат се от всеки населен пункт от 50—100 души македонски селяни, работници и еснафи и се отправят в потерните отделения да преследват »комитите«, да пазят гори, мостове, да пазят селата. »Милиционерите«, така се наричат събраните македонци, в болшинството селяни, вървят с тояги напред, боси, голи и гладни, а след тех се движат въоръжените с пушки и бомби жандари. **Наброяват се повече от 50 души македонци »милиционери« измръзнали от студ**. Целата тая част от Македония е превърната в военен лагер. Всички населени места са били дълго време блокирани; в някои места селяните не са могли, в продължение на три седмици, да пустнат на паша свод добитък. Умрела жена в едно село, близо цел месец, не е могла да бъде погребена. В Щипска околия цели села са се изселили, а Куманово е пренаселен с селяни, избегали от своите места.

Управлението на тая страна е възложено на военни, отидващи си с своята свирепост и кръвожадност. Населението е стигнало до отчаяние. Това се вижда и от апела. »Ние не търсим виновници, ние дори не искаме да обвиняваме, се казва в тоя апел, ние искаме само да ни се осигури живота и поне до толкова, щото да не бъдем утре, само по кефа на полицията, хвърлени в затвора или да почиваме под земята, след всички изтърпени мъчения«. В заключение, македонските граждани заявяват, че една безпристрастна анкета ще може да установи всичко, което те излагат в апела.

Да, няма никакво съмнение, че една анкета, произведена не от органите на сръбските шовинисти и милитаристи, една анкета, без участието на сръбската администрация, ще установи, че в Македония под игото на Карагеоргиевичите и Белата ржка населението не само че е лишено от каквито и да са политически и културни права, но нему е отнето правото на живот.

Но кой ще произведе тая анкета, кой ще вземе инициативата за нея? Обществото на народите ли, към което апелира, също тъй за една такъва анкета, конгреса на македонските братства в България? Голема заблуда! Обществото на народите, дирижирано от Англия и Франция, не ще предприеме нищо от характер да изложи, който и да е свой член, в случая югославянското правителство, което е съюзник на Франция и се ползува с покровителството на Англия; то не ще предприеме нищо от естество да изложи италианското правителство и Военната лига в България, които въоръжават ржцете на атентаторите на Протогеров и Михайлов и чиито терористически акции улесняват задачата на сръбското правителство да преследва и изстребва македонското население.

Правителствата на великите сили ли, към които апелира същия конгрес да се намесили, за да се одобрила Македония с самоуправление? Каква наивност! Тия сили, които изковаха робските мирни договори, не само не ще предприемат каквото и да е, с което биха се нарушили тия договори, но те не ще се намесят даже за да бъде спрян бесния терор в Македония. Напротив, те са на път да улеснят сръбското правителство да сключи заем, за да за

шение Трианонски мирен договор имат горешното счувство на Италија, една от силите, която влиза в групата на »победителите«, които нарушения може да се каже, са почти оторизирани.

Разбира се, че тая оторизација не е никак пријатна на соседните на Унгарија држави, които вечно се бојат от един реванш на мађарите. Особено силно се безпокојат Чехославија и Австрија, чието обезоружавање е апсолутно и безвзвратно.

Напоследок, с особено задоволство бе поздравен насажа до Обществото на народите за бдителноста на Комитета на Посланишката комисија по вжоружавањето на »победените народи«. Мерката изгледаше како едно спомогателно средство за успокоение на духовите, како балсам на вечно крвавите рани. Освен това, та изгледаше да биде от естество да засили авторитетата на Обществото на народите.

Но Сен-Готардскиот инцидент доде да потврди, че тјкмо обратното е истина. Това сменјаване на функциите не доде за да увеличи престижа на Обществото на народите; то доде по-скоро за да го намали. От момента, когато великите сили почнаа да играат помежду си на игра, те не желат да се подчиняват на дисциплината на Обществото на народите, за сјздавањето на което те сами туриха основите му в Версајл. Контрола е добјр, но само когато тој се отнася до победените народи. Но когато тој се отнася до победителите држави, тогавта то е сјвсем друго нешто. В тая игра Англија води хорото: Фашистка Италија ја следва от близо. Мотивите за това са два. Пјрво, нејната голема враждебност по отношение Обществото на народите. Второ, нејното виновно положение в аферата с тия картечници. Шо се касае до Франција, та в тој момент се пази да не насјрдчи една по-строга политика по отношение на Италија. Удивителната промена на Мусолини в френско-италијанските одношения заслужава известно вјзмеадие даме и тогавта, когато тая промена е последвана от контрабандата на картечниците. Франција е великодушна в свој опортјонизјм.

Малкото сјгласение остава впрочем почти самичко в своите апели за правда до Обществото на народите, които то отпраща по случај заплахата от тайните вжоруженија на Унгарија. То остава сјвсем самичко, даме изолирано. Ромјниј, в действителност, се отегля от групата на Малкото сјгласение. Г-н Титулеску, още когато бе в Рим, беше

предизвестен от ромјнскиот посланик в Лондон, че Чемберлен не одобрава постјлпката на Малкото сјгласение до Обществото на народите по случај аферата с картечниците. Г-н Титулеску бе увешаван от Мусолини за солидарноста на ромјнскиот и италијанскиот фашизјм. От тия разговори с Дучето, тој е излезл тврде многу вјодушевен за добрата кауза на всесветската фашистка акција. Тој декларира за отличната хармонија и общото сјгласување на вжтрешната и вжшња ромјнска политика и тая на фашистката италијанска политика на Балканите.

В сјщото време обаче, Дучето поде иницијативата за започвањето на преговори с Југославија. Подписа се едно сјгласение за продјлжување до крај на м. јули итало-југославијанскиот договор за пријателство, и тји, упоритото дело на Италија да објржи и изолира напјлно Југославија, се отлага за едно известно време. При това положение, би ли могла Југославија да обвини Унгарија и нејната сјучастници Италија пред Обществото на народите по случај аферата с картечниците? Чехославија и Австрија остават впрочем сами, изолирани. Всека техна постјлка против опозиционното држжване на великите сили и распаѓањето на Малкото сјгласение, ще остане безрезултатна. Јасно е впрочем, че Обществото нема да се занимае с тая афера. Шастливо Обчество на народите, на което целия свет вјзлагаше своите упования! То на бјрзо иска да потуши аферата с картечниците, само и само да не си развали спокойствието.

Искренните пријатели на тој институт нема с какво да се зарадват. Сјздава се едно ново положение от тия мжчнотии, които тој с гордост успе да превјзмонге, бранејки своите прерогативи. Такјв е урока, които ни дава стогодишната историја на парламентите. Какво представлява Обществото на народите, ако не един зародин на бјднатија Парламент на народите? Ако впрочем аферата с картечниците е един скандал, удара, којто се нанаса на Обществото на народите, како му се отнима правото да сјди, којто е от негова компетентност, вследствие неговите нови функции за набљудение изпјлнението на мирните договори, е един нов, още по-голем скандал. Слабото и ефимерно уталојжвање на страстите, којто настјпи в мејдународните одношения вследствие конспирацијата за потушавањето на аферата с картечниците, е многу далеч от да биде едно заслужено вјзнаграјдение за тој скандал.

Паоло Давила

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЃИНА И ПОТПЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Протогеровци спремају нове издајничке акције у Македонији

Протогеровци и цела водећа банда »аутономистичке организације продужује своје издајничко дело. Продужавају да служат туђим интересима. Они продужавају да испуштавају вољу Мусолинија и Војне Лиге у Бугарској.

Почели су почетком јуна п. г. са својим акцијама, т. ј. да шаљу разне несретнике, пореклом Македонце, да врше атентате и убијају српске чиновнике. Они назваше исте акције револуционарним, када су оне у суштини контрареволуционарне: те су акције извршене у интересу италијанског и бугарског империјализма. Овим се акцијама не следи циљ ослобођења Македоније, већ подчињавање италијанском империјализму тиме што би садашње робство било замењено оним италијанског фашизма. Ове су акције уселдиде и вршене мимо воље македоског народа и против неговоје жеље, — ниједна од ових »револуционарних« акција није извршена од Македонаца — месних житеља. И најзад ове акције олакшавају задатак српских шовиниста и империјалиста — да истребе македонско становништво.

Контрареволуционарне акције протогероваца претвориле Македонију у пустињу. Али протогеровци неће да знају, да је македонско становништво пропиштено под срп-

ским терористичким режимом, и да помажу српске милитаристе у њиховој пакленој намери. Они продужују свој контрареволуционарни посао. Они га продужују, јер то захтевају интереси Мусолинија и бугарске Војне Лиге.

У више маха указивали смо на постојеће везе између Мусолинија, Ахмед Зогуја, бугарске Војне Лиге и протогероваца; истиници смо да се Протогеров и негови бандити потпуно слободно осећају у фашистичкој Италији. Стално су између Рима — Титане и Софије и слепо испуњавају наредбе свога господара. Они не крију своје симпатиие за фашистичку Италију. У њиховој штампи они величају дело Мусолинија.

У могућности смо сада до пред јавност објавимо оно што су они замислили да врше у Македонији стално руковођени истом намером: да олакшавају продирање италијанског фашистичког господства у Македонији.

Недавно је био у Руму Наум Томалевски, — један од вођа »аутономистичке« организације, један од главних испиратора свих злочина у последње четири године — где је потписао са италијанском владом један споразум, на основу кога се обавезује Протогеровљева организација да пре-

Перић и опет Вукићевић. Њихове мисије не успевају, јер не усвајају услове око поделе мајдата које им стављаху Радић и Прибићевић и обратно.

Кулминација владине кризе! И сада се јавља Радић по други пут на сцену у својој најновијој атракцији. После једне аудијенције код краља сазнаје се да је у име сељачко-демократске опозиције предложио Круни као «једини» излаз из кризе: **ванпарламентарну** личност, не искључујући неко **војно лице** за председника концентрационе владе у коју би ушли сви шефови највећих парламентарних група.

Овај Радићев предлог инспирисан из двора са **напо-читом тенденцијом и унапред прорачунат** имао је двојак циљ: 1. да «заплаши» радикале а 2. да дискредитује и компромитује Радића пред хрватским масама као **заговарага генералске владавине**. Трик несумњиво одлично измишљен и имао свога дејства. Мандат није добио неки генерал, како је то Радић са својим савезником очекивао, већ **Маринковић** који наилази на «тепкоће» код радикала и код Радића и безузетно враћа мандат. Али зато калитулирају у том међувремену **ситнобуржоаска крила обеју српских владајућих партија**: код радикала т. зв. «пашићевци» пред Вукићевићем, а код демократа група Давидовић пред Маринковићем.

Вукићевић је искористио кризу да у клубу добије већину за себе придобије уз масна обећања, па затим да подели центрум изманевришући их, а «пашићевце» да потпуно умири стављајући им у изгледу ако буду послушни који мандат. Међутим и код демократа један случај компромис: увлачење представника групе Давидовић у ев. владу Вукићевић ликвидирана је «борба» противу Вукићевићевог гађења «демократичек». Осим тога обе српске владајуће партије «устале» су најенергичније противу анти уставног предлога Радића, који иде затим да руши «парламентарне форме монархије» стварајући тиме пред светском јавношћу утисак како је немогућа парламентарна владавина у Југославији. И једна и друга српска партија искористили су овај случај, да се поред осталог престаје и ако давно већ **носиоци реакције, антипарламентаризма и маскиране диктатуре**, као поборници «парламентаризма». Епилог комедије и «решење» кризе јесте **стара комбинација** са извесном променом личности т. ј. увлачењем «Пашићеваца» и «Давидовићеваца». Главни људи нове старе владе јесу: **Вукићевић, Маринковић, Коросец и Спахо**. Улоге су измењане у толико што је Коросец, вођа словеначких клерикалаца и католички поп, добија за своје «лојално» држање у кризи (није искључено да он није један од главних закулисних режисера целе комедије био) ресор министарства **Унутрашњих Дела**. Њему човеку, «европске културе» стављен је задатак да поправи и изглади пред јавношћу својим талентованим језуитизмом «реноме» кога има режимска помиција за своја насиља. Др. В. Маринковић путује у иностранство да објасни **помоћу** разних посредника из Quai d'Orsay-а и Лондона, Рочилду и представницима Кун и Леба, Чеза, Влера и о. да је концентрациону владу било немогуће створити кривицом несолидног

Радића; али да П. влада Вукићевић-Маринковић и ако без иједног Хрвача «пружа» својом парламентарном већином и својим «солидним апаратом» најпуну гаранзију да се зајам оствари.

Цела ова карневалска криза има и своје дубоко унутрашње наличје.

Обе владајуће српске угњетачке и хегемонистичке партије т. ј. водеће клике истих, — који стварно штатирају својом парламентарном маском **диктатуру** «Беле Ручке» и дворске камариле — изманеврисале су на један **очигледан** начин своје досадање противнике у сопственим партијама и сељачко-демократску коалицију Радић-Прибићевића. Они су кризу водили како су т. зв. «тајне силе» **то хтеле**, да би створили преседај — с обзиром на све веће незадовољство у широким народним слојевима, услед режимске пљачке, глади и режимског терора и убистава у Македонији — за један **још оштрији курс насилне владавине**. Покриће им је зато «добра воља за концентрационом владом» која само није успела услед «немогућих» захтева Радића и комп.

Али то ипак не искључује да великосрпски властодршци приме с обзиром на јубиларну десетогодишњицу Радића и поред свих чуда која су му се десила, под извесним условима као представника Хрвата у владу. Може се десити и друго «чудо» да Вукићевић-Маринковић-Коросец тројка успе да **одцепи** један део незадовољних Радићевих посланика и заједно са федералистима око Др. Трумбића и осталим десидентима предпостави нику комбинацију. Незадовољство Радићевих посланика бива све веће у колико се криза повећава и поштрава, а све мањи изгледа да се нечим масе заварavaju и држе у илузији. Поготову се то незадовољство манифестује склапањем савеза са Прибићевићем, који је Радићев покрет највише прогонио, а данас пред београдским властодршцима нико и ништа.

Једино правилно гледиште по свима питањима кроз целу ову комедију кризе и поделе мандата заузео је Републичански Блок Радника и Сељака преко листа радника и сељака «Борбе», која **најенергичније** заступа и **интересе потлачених нација** у монархији С. Х. С. Правилном анализом догађаја указује «Борба» свима потлаченим и угњетеним куда је пут ка ослобођењу.

Догађаји који се у Југославији називу и који прете да **цају цео радни свет у још црње ропство** насилне владавине српских властодржада, **несмеју изненадити** радничку класу, потлачене народе, опљачкане сеоске масе и варошску сиротињу свију нација.

Никада пре на сада није време налагало **најтежију борбену сарадњу и јединствени генерштаб** горе поменутих фактора противу: културне, социјалне, економске и националне тираније; противу лажних трибуна, демагога, **издајника и агената унутрашњих и спољних** à la Радић, Протогеров и других.

А затим !? . . . Смелости, смелости и још једном смелости! рекао је велики вођа француске Револуције-Дантон.
Димитрије Јовановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

VI. Ruska Federativna Republika. Opći zaključci*)

Nacionalni sastav RSFSR-a.

RSFSR. (Ruska Sovjetska Federativna Socijalistička Republika) ima 19,7 mil. km² i 97 mil. stanovnika, što predstavlja 93% ukupne površine i 63% sveukupnog sta-

*) Literatura: Povrh spomenute u prvom članku, Suljević: „Administrativno-političko ustrojstvo SSSR“, 1926 g.; J. Broido: „Nacionalno i kolonijalno pitanje“, 1924; „Narodna prosvjeta u RSFSR“ u g. 1923/24 i 1924/25, izdanje komesarijata prosvjete RSFSR; L. Olgin: „Zadaci sovjetskog ustrojstva u nacionalnim republikama i oblastima“ (časopis „Boljševik“, ar. 21, 22 za 1925); J. A. A. „Na putu revolucije“ (isti časopis br. 17, 18 za g. 1925).

novništva Sovjetske Unije. RSFSR. je najveća; najvažnija Republika Unije.

Pored Velikorusa, RSFSR obuhvaća još čitav niz manjih naroda, tako da od 97 miliona stanovnika Republike dolazi na ruske narode 19 miliona (20%). Ovi narodi imaju 11 autonomnih nacionalnih republika (sa 14 mil. stanovništva) i 11 autonomnih nacionalnih oblasti (sa 4,5 mil. stanovništva).

Na sjeveru Evropske Rusije, s obje strane rusificiranog trgovačkog puta Vologda-Arlangelsk, žive ugrofinski

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHËTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Dr. Theodor Liebkecht

Dr. Theodor Liebkecht leu me 19 Prill 1870 në Leipzig. Asht i biri i revolucionarit të njoftun Wilhelm Liebkecht e vllai i Karl Liebkecht-it. Mësoj në fakultetin juridik të Leipzigut, të Freiburgut në Br. e të Berlinit. Advokat. Ish-anëtar i Parlamentit të Prusis. Leader i Socialdemokratëvev independent.

Me „Traktavet e Pagjes“ nuk u sigurue pagja n' asnjë mënyr në Ballkan; perkundrasi kie krijue një gjendje lufte e pá-dashme.

Tre Shtete të Gadishullit Ballkanik e dánë nermjet të tyne, at pjesë të Turkis së motëshme, qi formon një njësi politike indpendente: Macedonin. Per të forcue fuqin e tyne, dhe per të smadhue interesat e vehta, këto tre shtete bajn të tilla veprime, qi ë rezikojnë pagjen në Ballkan dhe pagjen n' Europë.

Mbas luftimeve të gjata dhe të pergjakëshme, per t'u libruë prej zgjedhjes së Sulltanavet, gjindet sot Macedonia nen një zgjedhje trefish, e të të tre Shtetet sunduese e pergjakun sistematikisht, ç' do Shtet per fillet e politikës së tij t' asimilacionit, të grabitjes, dhe t' Imperialismit.

Sundest grabitës e imperialist e sotëshem në Balkan krijojn në ket mënyrë një mëni e një luftë artificiale ner popujt e Ballkanit.

Sundest serb e grek terrorisojn Macedonasit, qi janë racë bulgare, per t' i assimilue: sundesët bulgar predikojn me të tana mjetet mënin kundra Serbëvev e Grekëvev, të cillët kan grabitë pjesa të Macedonis „qi i perkitëshin Bulgaris“. Kështu asht një gjendje anëmiqësi e pá-dashme nermjet të Serbis, të Bulgaris e të Greqis, e kështu Macedonia asht gjithërë një amë e pergjakëshme.

N' anë tjetër Klikat qi gjinden në fuqi shtypin politikisht popullësinat e vendit të tyne, dhe grumbujt punëtor, per t' i eksploatuë në të tana mënyr. Në të tanë Ballkanit ban kerdi ligja e tu turpëshme a thirun ligja „per mprojtjen e Shtetit“, dhe fikë ç' do veprim të grumbujvet punëtor, per të fitue të drejtat e tyne, po ato të drejta qi në leter janë sigurue sá e sá herë prej statutevet të ndryshme. Natyrisht qi interesin ma të fortë per të mbajt popullin n' errësin e kan shpít mbretnore, dhe këto perdorin të tana mjetet per ket punë.

Per t' i dhanë Ballkanit pagjë dhe per të fashitë çqetsin e pá dashme qi ven në rrezik jo vetëm pagjen e Ballkanit, por direkt dhe pagjen e Europes, lypesh qi t' u zgjdhëshin si çeshtjet nacionale ashtu sociale. Çeshtjet nacionale zgjidhen tuj i dhanë popujvet të Ballkanit, (në të parin rresht Macedonis, pse kjo, duhet persritë dhe një herë formon një njësi politike autonome) një autonomi të gjatë; çeshtja sociale zgjidhet tuj dhanë popullësinavet të gjithat të drejtat politike, me të cillat ato t' i vën fund zgjedhjes dhe aksploatimit të dinastinavet dhe klikavet kapitaliste të ndryshme qi gjinden në fuqi.

Shumica gjithnduerësh e nacionalitetvet të popullësinavet të Ballkanit, do të bin mbasi këto të kën fitue autonomi e tyne, lidhjen, federaten e tyne, abolla qi mos të mbesin t' isoluem, një objekt eksploatimi i fuqinavet kapitaliste e imperialiste europiane. N' anë tjetër do t' ish kjo Lidhje per popujt e Ballkanit, interesat e të cillëvet mbas lagjes geografike janë barabar, një nevojë ekonomike e domosdoshme.

Prej kësaj pikpamje dyfishe rrjedh vehtëvetiu, Lidhja e popujvet autonom të Ballkanit, në një Republikë Ballkanike Federative, per të miren e popujvet të Ballkanit, për pagjen e Ballkanit e për pagjen e Europes.

Dr. Theodor Liebkecht

Phaza e ré e intrigave ballkanike

Konfliktet e mëdhaja të Ballkanit po ndollin ner sy t' onë. Ketë herë nuk kan gisht mrëndë as Gjermania as Anglia. Franca e Italia perkundrasi, janë thirrë, në bazë të shndrrimeve të nëxehta, per me figuruë në lamë të parë. E, t' a besojmë, nuk e kemi paragonuë kot pozitën e tyne me pozitën qi kishin perpara vjetës 1914 Russia Cariste m' njanë anë e Austro-Ungeria e Habsburgve më tjetren. E, ky asht fati i keq i popujve të Ballkanit, të cillve, nonsë të dominuëm edhe tesh prej oligarkinave kupide e expansioniste, i duhet me bartë edhe rjedhjet e antagonismit ndermjet të Fuqivet të mdha imperjaliste.

Nonsë i kufizuëm mjeft mirë në pikpamje geografike, prep se prep nuk asht e munshme qi të dahet Gadishulli i Ballkanit prej regioneve të Danubit. Jugosllavia asht një heri ballkanike e danubjane; e po ashtu Rumenia, e cilla gjindet në kontakt me Bullgarië. Kombinacionet qi formohen atje poshtë ndermjet të Shteteve sekondare, interressojnë një heri edhe dy sektortë e Kontinentit t' onë, e në ket moment formohen ndër sy t' onë grupe të reja. Të ndejuni i giatë të Z. Tituleskut — ministrit të punvë të jashtme të Rumenis, në Rromë, ka kenë plot me instrukcione. Me të saktë, nuk ka kurrnji send në këto episoda qi kalon pa vretjtë, e prandej, në ket perijodë qi jetojmë, e qi ka të gjitha shëjet specifike të një gatimit per luftë, nuk duhet këqyrë asnjë nodhje me indiferencë.

Loja e diplomaciës Françese e Italgjane n' Europë sud-orientale, meriton të merret mrapa me vëmendje të madhe, se këtu munt të ndodhin një eskrim qi mundet me kenë shkajk vëdekjet si per partizanat, ashtu edhe per dishmitartë. Kuër dikuer d' Aehrenthal e Isvolsky u merrshin mrapa prej Sarajevet në Belgrad e në Sofië mbretnote impressjoni, qi kjo lojë do të marote keq per të gjith boten: e atëherë bile nuk ekzistoshin edhe basa të caktueme ku t' u pshterëte friga. Sot nuk asht si atëherë. Na e kemi njojtë, ndepermjet t' ekperjencës të mjereshme e të vajtuëshme, se çëfarë konfliktesh ballkanike nodhen n' istori të kohës s' onë. Kuër njëni mas tjetrit u nenshkruën në ndanduer të kaluëm Traktati Franko-Jugosllav i Parigjit, e Traktati Italo-Shqyptarë i Tiranës, atëherë kie impressjoni i një peripetiës së randë.

Asht e vertetë se qyshë atëherë janë ba sa marrveshtje ndermjet t' Italis e të Jugosllavis e a folë se do të bahen edhe ndermjet të Francës e t' Italis. Por kushdó qi të mundohet me i shikjuë këto konversacione të bame — o ato qi to të bahen — me optimisën pa mendime tjera, riskon me ra n' illusjonet má të damshmet e të fajshmet.

Ka një vjetë qi u dote t' u hapshin traktacionet Italo-Jugosllave. E perherë janë shtyë. Se kabineti i Rromës lypte si kondicione preliminarë qi Shkupshina të ratifikote akordet e Nettunos të vjetit 1925, me kenë se ai fikose situacionet respektive të dy Shteteve qi kufizojnë me Adriatik. Shkupshina nga ana e saje refuson sankcionin, psë stimon qi interressat Jugosllave kan kënë të sakrifikueme, e se Italia, mas asatit të sajë, këqyrë me e prishë indpendencën e vëndit. Asnji qeveri

për me zgjedhë rrugë qi lypset të ndjekin për interesë të Shqypnis e të njerëzis.

Ma në furt nuk munt të duroj pa i pyët kryetarët kompetent të grupeve të ndryshëm, se s'banë mbrenda në tre vjet, kur Sqypnia rrënkonte e lëngonte në shtratin e vdekjes dhe Shqypitari nën shqelmin e marsenarit e të të huëjit? Natyrisht as gjia, kurr gjia ase os gjia fare.

Në këtë ças, kur ne po gojmë e vajtojmë për Sqypnin t'onë të robnuëme, kryetari i kastës feodale Ahmet Zogu, si një Kucedër qi zbrct nga malet e ulet në fushë, asht ulë mbi fronin e Skender Beut dhe kromton festën e triumfit të legalitetit, ngadhënimin e trathtorve kundrejt idealistëve, punë klo qi e neverit popullin të shtypun e të skllavëruëm prej tij, pse ai — populli — e një mirë Tyrantin dhe e urren me mënin ma të madhë si amnikun e liris se vët.

Nuk munt të bëjmë profeti e të zbulojmë se ç'i ka rezervuë fati vendit t'onë, por kemi besim në Destinasionin t'onë se nëser e jo vonë, dëshirat e andrrat shekullorë të Kombit Shqypitar, do të dërmohen nën grushtin denuës të tij. Me gjith qi sot Shqypnia asht greninse e rrokullitë në det n e vyejtjeve e të robëns, me gjith qi pengimet, rreziqet dhe anniqt e vendit t'onë jone të shumë e të mëdha, prap se prap ne jemi të pa fronditun në besimin t'onë se ajo Tokë e shenjtënuëme do të pjelli e do të njalli fatosa e heroj të rij për me i dhanë

asai jetë e liri. Kemi besim të plottë se martirës qi veditnë me giakun e tynë shielgun e liris dhe i dhanë jetë Shqypnis, kane lanë dishipuj e trastëgimtarë me idetë revolucionare e shpëtimtare të tynë dhe presin rastim fivorablë për me kryë veprën heroika qi u imponon shpirti e ndërjegjia. Prap kemi besim se ideja e liris qi nuk u shuë shekuj me radhë prej dominacioneve të huëja, asht gjallë dhe e ruëjun në trupë e shqyptarve si një diamant i çmuëshëm.

Në ndrojt jetë Avni Rustemi, ideali i tij asht gjallë dhe Shqypnia ka e do të ketë heroj të tjerë qi të kompletjnë veprën e tij. Ideali i shpëtimt të popujve të shtypun asht i shenit dhe aq ma tepër i shtrenjtë. Prondaj ata qi kanë at shpirt, at ndërjegjie dhe at mendje qi ka revolucionari, heroji e idealisti, do të digjen si flutra në flakë të qirinit e nuk do të rijnë të mekët e me duër lidh, kur Shqypnia one e tanë njerëzia të lëngoje nga pa drejtësia a klasit gjakpirës.

Ideja e liris nën hijen e Federasionit Ballkanik dhe shpirti luftëtar për me i a mrii këtij qellimi të shenit, asht e gjalli dhe e pa vdekun në kombin t'onë e sidomos në të rijt. Për kë shkak besojmë se Shqypnia do të ringjallet, ajo do të gëzojn një rezureksion e nuk do të vdesi ma. Pra me këtë besim e me këtë shpresë po hymjë në të katërtin vjet t'emigrasionit t'onë e të mjerimit të Shqypnis.

Uroj qi ora e Shqypnis të mos vanoje ma tepër dhe lus qi sot një mot, të këndojnë në gaz e harë zonat e liris n'ori-zontin e Shqypnis.

Drapni

FEDERATIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂŢILOR NAŢIONALE ŞI AL POPOARELOR AŞUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Cuvântul popoarelor balcanice la Congresul Prietenilor U. R. S. S.

Discursul lui Fan S. Noli

Fan S. Noli, episcop catolic albanez, a fost preşedintele Albaniei înainte de intronarea regimului lui Ahmed Zogu, care, plătit şi sprijinit de către burghezia străină (eri de către cea jugoslavă, astăzi de către cea fascistă italiană), a pus din nou g. u. mazul poporului albanez în jug. Fan Noli trăeşte astăzi în exil.

Nu se poate indeajuns înzista asupra două fapte caracteristice, care constituie prefaţa unui război împotriva Uniunii Sovietice. Aceste fapte sunt: campania de calomnie îndreptată împotriva Uniunii Sovietice şi mişcarea fascistă internaţională îndreptată împotriva tuturor muncitorilor indeobşte. Toate războaiele imperialiste ale Angliei au fost precedate de campanii analoge. Toţi adversarii ei au fost acuzaţi ca duşmani ai civilizaţiei. În veacul al 18-lea a fost Franţa revoluţionară, în veacul al 19-lea a fost Germania militaristă, în momentul de faţă este rândul Uniunii Sovietice. Pentru aceia cari au urmărit cu luare-aminte această campanie de minciuni, nu mai există nici o îndoială: Anglia este pe cale să organizeze o cruciadă pentru a suprima primul Stat Muncitoresc-Tărănesc, fireşte spre fericirea omenirei. Dar este aici o piedică de învins: sunt organizaţiile muncitoreşti, care se împotrivesc războiului în genere şi mai ales războiului împotriva patriei comune a tuturor proletarilor. Trebuie să te desotoroseşti mai întâi de această piedică, înainte de a ataca Uniunea Sovietică. Deosebitele regimuri fasciste au întreprins această muncă. Când ea va fi terminată coatele vor fi libere pentru a începe. Va fi ultima etapă înspre războiul contra Sovietelor!

Această agresiune criminală noi trebuie s'o împiedicăm prin toate mijloacele. Dacă vom munci în chip metodic, atunci vom izbucni fără îndoială. În primul loc, în ceea ce priveşte campania de calomnie, noi trebuie să proclamăm cu glas ridicat, că Uniunea Sovietică este singura ţară din lume, unde sclavia şi exploatarea omului de către om sunt abolite sub orice formă, unde vreo sută de naţiuni se bucură

de o libertate şi egalitate perfectă, şi că cel puţin din acest punct de vedere Uniunea Sovietică este singurul stat civilizat de pe pământ, singura oază omenească într'un deşert de barbarie şi brutalitate. Nu avem decât să menţionăm numele câtorva aliaţi ai Angliei conservatoare ca Primo de Rivera în Spania, Mussolini în Italia, Ahmed Zogu în Albania, Tankoff şi Liapceff în Bulgaria, militaristii sovini în Iugoslavia şi în România, Ciang-Ţo-Lin în China, aceşti monştri plini de sânge şi noroi, aceşti masacraitori de muncitori şi ţărani, aceste abominabile incarnaţii ale teroarei albe.

În al doilea loc, noi trebuie să luminăm pe muncitorii din toate ţările asupra soartei ce-i aşteaptă, deîndată ce guvernele lor vor fi hotărât războiul contra Sovietelor. Muncitorii vor fi primile victime, căci capitaliştii visează mai mult despre victoria împotriva lor. Capitaliştii se vor sluji de pretextul războiului împotriva Sovietelor pentru a zdrobi clasa muncitoare. Muncitorii nu trebuie să se lase zdrobiţi. Dimpotrivă, ei trebuie să se apere şi să întoarcă armele împotriva asupritorilor lor. Popoarele asuprite şi coloniale trebuie să urmeze pilda muncitorilor revoluţionari. Ele nu pot pierde decât lanţurile lor. Cu un cuvânt, trebuie constituit frontul unic al muncitorilor, al ţăranilor, al popoarelor asuprite şi coloniale împotriva frontului unic al imperialismului.

În al treilea rând, noi trebuie să luminăm opinia publică în genere asupra absurdităţii unei expediţii împotriva Sovietelor. Dela început, clima şi distanţele sunt obstacole aproape de neînvin. Aliaţii imperialiştii nu pot nădăjdui să izbutească, acolo unde Napoleon a dat greş. După aceea, nu se poate doborâ un ideal prin loviturile de tun. Pedaltăpate, acei cari reprezintă acest ideal vor şti să-l apere. Împinşi la desperare, ei se vor bate ca lei şi vor pune lumea în mirare cu eroismul lor. Noi i-am văzut defilând în faţa noastră, masele acestea entuziaste, la 7 Noiembrie, şi suntem încredinţaţi că ele vor şti să ţină piept oricărei armate reacţionare. Victoria finală aparţine Armatei Roşii!

Trăiască Uniunea Sovietică!

Discursul lui D. Vlahoff

D. Vlahoff este unul din conducătorii revoluționari macedoneni de frunte. El a participat la revoluția Junilor Turci și după aceea a ridicat steagul de luptă împotriva acelor „conducători” macedoneni, cari au prefăcut mișcarea macedoneană într-o unealtă a guvernului bulgar imperialist. Astăzi Vlahoff este unul din conducătorii din primul plan al Organizației Revoluționare Macedonene Unificate.

Tovarăși, cetățeni,

În numele popoarelor asuprite din Balcani salut Uniunea Republicelor Sovietice Socialiste. Salut pe țărani și muncitorii primului Stat Revoluționar, cari au răsturnat regimul țarist, cari au arătat minuni de eroism pentru apărarea clasei muncitoare luptând împotriva atâtor dușmani dinăuntru și dinafară. În numele acestor popoare salut pe prietenii Uniunii Republicelor Sovietice Socialiste. Simțim o bucurie imensă că avem pentru întâia oară posibilitatea de a ne prezenta în fața unei adunări, la care azi reprezentanții clasei muncitoare, ai țărănimii, ai popoarelor asuprite și ai muncitorilor intelectuali din lumea întreagă, prietenii ai Guvernului Muncitoresc-Țărănesc, și de a expune aici situația popoarelor balcanice asuprite.

Din acest expozeu se va vedea marele contrast dintre ceea ce există la noi și ceea ce am văzut în Statul Sovietic, care a săvârșit o revoluție în toate domeniile vieții publice: în industrie, în agricultură, în muncă, în dezlegarea chestiei naționale și agrare — ceea ce tovarășul Ricov ne-a expus într-un chip strălucit în excelentul său raport de eri.

În Albania, în Iugoslavia, în Grecia, în Bulgaria, în România domnește reacțiunea, dictatura fascistă, militară. Regimul este acolo îngrozitor. Arestări, violențe, torturi, asasinat, ba chiar măscare în masă — toate acestea se repetă în fiecare zi. Popoarele asuprite, muncitorii și țărani din Balcani, sunt de fapt lipsite de drepturile politice; ele îndură un jug economic insuportabil — o mizerie neagră bântuie acolo, șomajul a luat proporții teribile: numai în Bulgaria sunt peste 150.000 de șomeri la o populație de cinci milioane de locuitori; în Iugoslavia peste 250.000. Dezorganizarea economică este totală și aproape toate țările din Balcani sunt în ajunul unei catastrofe financiare iminente. Popoarele asuprite din Balcani sunt lipsite de toate drepturile naționale și culturale. Inchisorile sunt indate cu deținuți politici: numai în Iugoslavia sunt peste 7550 macedoneni în inchisori, în Bulgaria peste 2000, și numeroși emigranți politici duc o viață de mizerie în afară de granițele Balcanilor. Aceasta e, în general, situația în Balcani și în deosebi aceea a popoarelor asuprite balcanice.

Statele imperialiste apusene sunt stăpâne în Balcani; ele comandă acolo într-un chip absolut. Înainte erau Rusia țaristă și Austro-Ungaria cele care domneau acolo. Sub regimul sultanilor turci reprezentanții acestor state imperialiste se prezentau ca apărători și protectori ai populațiilor creștine din Macedonia, din Tracia și din Cossovo; dar în realitate ele erau cei mai mari sprijinitori ai sultanilor masacratori de popoare balcanice. Popoarele balcanice, și în deosebi poporul macedonean, știu ce-au făcut al-de Giers, Iastrebow, Demerik, Šestak, agenți civili și militari ai Rusiei țariste, și al-de Müller, Rappoport și alții, reprezentanți ai monarhiei Austro-Ungare, pentru consolidarea regimului absolutist și pentru înăbușirea indignării și a revoltei poporului răscolat. Rusia țaristă a fost inițiativa și organizatoarea alianței balcanice, ea a fost inspiratoarea războiului balcanic și, împreună cu Austro-Ungaria, a războiului inter-aliat.

După războiul mondial, — după măcelul general care a adus pentru popoarele balcanice peste un milion de victime, nimicirea a sute de orașe, a mii de sate și a zeci de mii de clădiri, care o provocat fuga a sute de mii de oameni rătăcind fără adăpost, fără hrană în Bulgaria, în Turcia, în Grecia, în afară de Balcani, — noi state imperialiste s-au substituit țarismului rus, măturat de către Marea Revoluție, și monarhiei Austro-Ungare răsturnate de către revoluția muncitorilor și țărănilor din Austria și Ungaria. După aceste războaie situația popoarelor din Peninsula Balcanică nu s'a îmbunătățit, dimpotrivă s'a înrăutățit. Tratatul de pace de la Neuilly, Trianon și St. Germain au redus noi popoare la sclavie. Numărul popoarelor asuprite s'a întreit. Sunt astăzi mai mult de 15 națiuni asuprite în Balcani, peste 20 milioane de oameni: sunt: albanezii dela Cossovo și Ciamira, macedoneni, tracii, montenegrenii, bosniacii, dalmatinii, croații, slovenii, evreii, ungurii, basarabeni, dobrogenii, turcii, etc.

Astăzi locul Rusiei țariste și al Austro-Ungariei a fost luat de către Anglia, Italia și Franța. Aceste state

imperialiste au diferende între ele în ce privește politica lor în Balcani, dar ele se înțeleg pe deplin asupra unui punct: oarecare în acest colț al Europei. Acum doi ani războiul între Grecia și Bulgaria a fost evitat, și anul trecut și anul acesta conflictele italo-iugoslav și albanio-iugoslav au fost deasemenea evitate. Dar asta nu însemnă că Anglia nu vrea războiul. Ea îl vrea, dar ea își rezervă libertatea să-i fixeze când i-o conveni data declarării. Anglia este aceea care, în situația actuală, domnește asupra guvernelor balcanice, fasciste și militariste. Aceste guverne au pierdut orice legătură cu masele țărănești și cu muncitorii. Aceste guverne sunt asasinii popoarelor lor proprii. Ele sunt acelea care au asasinat în Bulgaria peste 25.000 de țărani, muncitori și intelectuali și mai multe mii de militanți macedoneni, executați de către generalul sângeros Protogheroff, unealtă a guvernului bulgar; ele sunt acelea care au organizat asasinatelor în masă ale țărănilor în Macedonia sub stăpânire grecească și sârbească; tot ele sunt acelea care au ucis țărani și intelectuali revoluționari albanezi și care au asasinat în masă țărani în Dobrogea, la Tatar-Bunar, la Chișinău și în Transilvania. Aceste guverne au urmat și vor continua să urmeze ordinele stăpânului lor suprem, imperialismul englez, ale cărui unelte sunt, căci fără sprijinul politic și financiar al imperialismului englez ele s'ar fi prăbușit de-acuma sub greutatea crimelor lor, ele ar fi fost zdrobite de către muncitorii, țărani și popoarele asuprite din Balcani.

Aceasta este în Balcani acțiunea imperialismului apusean și în deosebi a imperialismului englez, care se străduiește să adune toate guvernele fasciste și militariste din Balcani într'un bloc contra Statului Muncitorilor și Țărănilor — contra URSS. Dar noi, popoarele asuprite din Balcani, unite cu mișcarea muncitorească revoluționară, noi vom întrebuița toate mijloacele de luptă revoluționară pentru a împiedica popoarele balcanice asuprite de a participa la acest bloc anti-sovietic. Mai mult, noi ne vom ridica ca un singur om pentru apărarea Uniunii Sovietice alături de muncitorii, țărani și de popoarele din Statul Revoluționar. Noi vom apăra Uniunea Sovietică, care nu e numai patria proletariatului mondial, dar și aceea a popoarelor asuprite din toată lumea.

Popoarele asuprite din Balcani știu bine, că în Uniunea Sovietică chestiunea națională este perfect dezlegată, că diferitele popoare din Uniune au depline drepturi naționale și culturale, că urile naționale, afățate de către țarism, au dispărut acolo complect și că aceste popoare trăiesc unele alături de celelalte ca frații.

Popoarele asuprite balcanice știu care este situația actuală în Caucaz unde, în timpul regimului țarist, diferitele naționalități se sfășiau între ele: georgienii, azerbeigianii, armenii, circazienii, muntenii din Caucaz se combatteau fără sfârșit; în timp ce astăzi o solidaritate deplină există între ei.

Popoarele balcanice asuprite știu, că numeroasele națiuni din Uniunea Sovietică au acum, după victoria Revoluției Ruse, alfabetele lor, limbile lor, cărțile lor.

Noi știm că una din cuceririle Revoluției din Octombrie este dezlegarea chestiunii agrare și țărănești — și tocmai țărani sunt aceia cari alcătuiesc majoritatea zdrobitoare a populației din Balcani; noi știm că marii proprietari și nobilii nu mai există în Uniunea Sovietică, că țărani nu mai sunt aici robi ca mai înainte, ci că ei sunt liberi, deplin liberi, stăpâni ai muncii lor.

Noi mai știm că Uniunea Sovietică a proclamat euventul de ordine al auto-determinării popoarelor și că reprezentanții săi n-au lăsat să treacă nici-un prilej pentru a declara în chip public la conferințele internaționale — ca la Genua și la Lausanne — că ei sunt contra tratatelor care înrobesc minoritățile naționale. Declarația lui Cicerin la Genua și mai ales memorandumul prezentat de către Cicerin și Račovski la conferința dela Lausanne sunt dovezi strălucite despre asta.

Dată fiind importanța zisului memorandum prezentat conferinței dela Lausanne, îmi voi permite să citez aici câteva pasagii:

În acest memorandum prezentat la 30 Decembrie 1922, Delegația Sovietică declară mai întâi, că ea nu se poate opri de a denunța soarta tragică a locuitorilor dela orașe și sate aparținând mai ales clasei muncitoare și țărănești, că, credincioasă principiilor proclamate de către Revoluția Rusă, Delegațiile rusă, ucrainiană și georgiană privesc cu o vie simpatie lupta tuturor popoarelor musulmane pentru independența și unitatea lor națională; că pacea în Orientul Apropiat și, prin urmare, pacea în Europa nu ar putea fi așezată pe baze solide, atâta vreme cât violările flagrante ale dreptului popoarelor conținute în diferitele tratate încheiate după războaiele balcanice și după războiul mondial

în ce privește Balcanii și țările dunărene, nu vor fi fost să susțină guvernele actuale fasciste și militariste în Balcani și să le împingă să alcătuiască un bloc anti-sovietic sub înalta comandă a imperialismului englez.

Guvernul conservator imperialist englez, în capul comandei, poate să oprească un conflict oarecare ce se naște, pentru a-l împiedica să degereze în război; dar el mai poate deasemenea să provoace la orice moment un conflict îndreptate. Constatând apoi că, în urma tratatelor dela Londra și București din 1913, dela St. Germain, Trianon și Neuilly, țări și provincii întregi, cum sunt Macedonia, Muntenegru, Tracia, Dobrogea, părți și orașe din Albania, din Dalmația, Croația au fost înglobate în alte state fără ca voința acestor popoare să fi fost consultată; constatând pedesupra, că unele din aceste tratate obținuseră sancțiunea vechii Rusii țariste și că alte anexiuni avuseseră dinainte aprobarea ei — Delegația declară că Rusia ieșită din Revoluție și celelalte Republici Sovietice, aliatale ei, au denunțat aceste tratate și declară astăzi iarăși, că ele consideră ca ne-existente toate schimbările teritoriale, care au fost operate contrar principiului dreptului popoarelor de a dispune ele înșile de soarta lor; Delegația Sovietică consideră în același timp, că popoarele din Balcani și dela Dunăre au, pentru crearea de condițiuni favorabile dezvoltării lor economice și politice, un alt mijloc decât războiul fratricid și anexarea de teritorii străine: este unirea într'un Stat Confederat rezervând fiecărui popor autonomia sa, întrunind toate sforțările într'un scop comun: ca valea Dunării și Peninsula Balcanică să înceteze a mai fi teatrul războaielor locale și ispită războaielor mondiale imperialiste.

Iată de unde provin simpatiile, dragostea popoarelor balcanice pentru Uniunea Sovietică, pentru muncitorii și

țărării ei, pentru marea ei Armată Roșie. Astăzi avem Revoluția Rusă ca pildă, noi luptăm contra guvernelor reacționare, fasciste și militariste din Balcani, noi luptăm contra protectorului lor; imperialismul englez; și nu mai luptăm despărțiți, ci în comun. Popoarele asuprite din Balcani, sub conducerea diferitelor organizații revoluționare, alcătuiască un front unic balcanic revoluționar, în care noi luptăm cot la cot cu mișcarea muncitorească și țărănească revoluționară; luptăm și vom lupta cu mai multă energie și tenacitate pentru doborârea guvernelor actuale din Balcani și pentru constituirea unei Republici Federative Balcanice a Muncitorilor și Țăranilor.

Termin. Atâta vreme cât există guvernele actuale fasciste și militariste în Balcani, comandate de către imperialismul apusean, cu Anglia în frunte, războiul este iminent. El se apropie, și să nu se uite că în Balcani a tăsnit scântea, care a pus foc Europei și lumii întregi. Singura putință de a împiedica acest război este răsturnarea regimurilor actuale din Balcani și constituirea unei puteri populare a muncitorilor și țăranilor.

Noi apărăm primul Stat Revoluționar, pe care noi, popoarele asuprite din Balcani, îl considerăm ca patria noastră; noi considerăm pe muncitorii, țăranii și deosebitele popoare din URSS ca pe tovarășii noștri și frații noștri mai mari, al căror exemplu îl vom urma. Uniunea Sovietică este farul, care luminează nu numai calea proletariatului internațional, ci și calea popoarelor asuprite din toate țările.

Termin strigând din adâncul inimei mele:

Trăiască Uniunea Republicelor Sovietice Socialiste!
Trăiască Revoluția Rusă!
Trăiască cauza proletariatului și a popoarelor asuprite!
Trăiască Revoluția Internațională!

O dramă basarabeană

Zilele trecute ziarele publicau telegrama următoare: »Chișinău. — Consiliul de Război a judecat zilele din urmă procesul unui număr de țărani din satul Popușoi, județul Cetatea Albă, acuzați de crimă contra siguranței statului în legătură cu răscoala dela Tatar-Bunar. Procesul durează de trei ani. Din șapte acuzați cinci au fost împușcați în timpul escortării spre o localitate vecină pentru instrucție. În fața justiției s'au prezentat numai supraviețuitorii Filatov și Carenenko. Dezbaterile au dovedit nevinovăția inculpaților și că ei sunt victime ale unei înșelării. Consiliul de Război i-a achitat cu unanimitate.»

Aceste rânduri, pierdute printre grămada de fapte diverse, ascund și reamintesc o dramă sfâșietoare întâmplată acum aproape patru ani și care merită să fie povestită din nou, pentru că este caracteristică pentru soarta nenorocitei Basarabii și va vorbi dela sine în aceste zile de săngeroasă aniversare a anexării acestei provincii asuprite de către oligarhia capitaliștilor și ciocoilor români.

La 15 Octombrie, către seară, în anul 1924 s'a prezentat la redacția ziarului Auroara, pe-atunci organul aripei stângi a Partidului Țărănesc sub conducerea fostului „extremist” dr. Lupu, un țăran vorbind dialectul moldovenilor basarabeni și având mâna legată într'un bandaj grosolan, prin care sângele străbătuse din abundență; o mână umflată și vânătă (cum o descria d. Teodorescu-Branște) ce duhnea îngrozitor. Puțin adus din spate și aruncând în toate colțurile priviri infrigurate, ca și cum se temea de nu știu ce amenințare nevăzută, țăranul povesti că se numește Filatov, Ioachim Filatov, moldovean din satul Popușoi, județul Cetatea Albă.

— Eu, domnule, am scăpat dela moarte. Eram să fiu împușcat... Am scăpat, așa, ca prin minune... Ceilalți cinci au murit...

Și dânsul povesti cum, membri în conducerea cooperativei din sat, ei reclamaseră toți șase, și un al șaptelea negăsit de către jandarmi, parchetului pe președintele cooperativei, unul Bazalău, pentru că acesta dilapidase din averea cooperativei 35.000 lei. Acest Bazalău era „om cu influență” în sat, făcea „politică”, avea prieteni printre cei mari și de sus, și dispunea astfel de forța publică cașicum ar fi fost a sa proprie. În primul loc dânsul avea sub ordinele sale jandarmii din sat.

Așa se face că, într'o bună zi, Filatov e chemat la postul de jandarmi, acuzat de amestec în „afacerea” dela Tatar-Bunar (răscoala era încă proaspătă, avusese loc numai cu o lună înainte, în Septembrie) și pus sub zăvor în pivnița numită închisoare și unde dânsul găsi dealminteri și pe ceilalți cinci colegi ai săi din conducerea cooperativei. Bazalău era acela care pricinuisse arestarea lor. Ei o aflaseră

chiar a doua-zi și ar fi putut scăpa teferi... dacă s'ar fi arătat înclinați să renunțe la procesul împotriva lui Bazalău. Dar cele 35.000 de lei aparțineau cooperativei, constituiau averea comună a atâtor consăteni ai lor și ei nu puteau dispune de acești bani după pofta lor.

Jandarmii declarară atunci, că trebuie să-i ducă pe cei șase la Chișinău „pentru instrucție”. „Mergem cu voie la judecată”, declarară cei șase țărani. Ei erau, sârmanii, convinși de dreptatea lor contra lui Bazalău...

Și i-a pornit.

De-aici încolo dăm cuvântul țăranului Filatov însuși, figura cea mai tragică a dramei dela Popușoi.

„Am ajuns cu bine la Cetatea-Albă.

Aci ne-a ținut o vreme în fârgul de vite. Și, pe urmă, după ăst popas, am pornit mai departe. Dar ne-au spus că nu ne mai ducă la Chișinău, ci la Carpenki în sat. Noi ne-am minunat. Ce să căutăm noi la Carpenki?

Când am ieșit din Cetatea Albă, printre grădini, insera. Jandarmii ne-au zis să stăm să mâncăm. Ne-am tras în marginea șoselei și am mâncat laolaltă cu jandarmii. Au mâncat și ei din merindele noastre și, apoi, am pornit mai departe.

Amu, jandarmii au rămas mai în urma noastră și au prins să vorbească între ei, pe șoptite. De-amu, ne-am lămurit: voiau să ne omoare. Și atunci am băgat banii, în ascuns, mai adânc, ca să nu ne jefuiască, după ce ne-or ucide. Eu i-am pitit în crețul cojocului și le-am zis jandarmilor:

— Să mergem cu trenul până la Carpenki!

Gândeam că-n tren n'or să ne ucidă. Dar ei au răspuns:

— Iaca în patru ceasuri suntem la Carpenki. Mai bine om merge pe jos... Dar ca să nu fugiți, bine, bine vă vom lega...

— Cum să fugim! Noi mergem la judecată... Dacă vreți, legați-ne!

Și jandarmii au scos frânghie din buzunar — pe semne ei erau pregătiți pentru asta — și ne-au legat doi câte doi. Pe mine m'au legat cu Ochian. Și ne-au spus:

— Haideti!

Am plecat.

Ajunsesem ca la trei verste departe de satul Beni. Era ca acu... ceasurile opt-nouă s'au. Atunci...

Ioachim Filatov conțeni, ca să-și înghită nodul, care-i gătuia vorba și răsufllarea. Apoi, cu voce adâncă, urmă:

»— Atunci, jandarmii ne-a spus:

— Răspândiți-vă!

Ei au rămas mai în urmă. Abia am apucat să facem câțiva pași și jandarmii au tras din urmă, asupră-ne! Am căzut în țărână, vâitându-ne. Ei s'au apropiat... Pe mine mă nimerise în mâna dreaptă și în coastă... Dar am tăcut, m'am făcut mort...

... Apoi jandarmii au spus:

— Lasă-i! De-amu sunt gata...

Și au plecat toți patru, zicând:

— Hai la crăsmă în Beni și-om bea olecuță de vin!

... Când am auzit că jandarmii s'au depărtat, m'am săltat binîșor. Ceilalți muriseră. Muriseră, domnule, și nu mai eu eram viu între ei. M'am târât în patru labe, ca o vită. Când am socotit că m'am depărtat de ajuns, m'am oprit. Am rupt din cămeșe, m'am legat la braț și am pornit binîșor peste câmp...

*

Filatov venise apoi pe-ascunsu la București, se prezintase deputatului din județul său, care adusese cazul în discuția Camerei. Dar a doua-zi Filatov fu din nou arestat de către Siguranța Generală și trimis înapoi în Basarabia, la Chișinău. O vreme lumea s'a temut de viața lui Filatov. Dar după o săptămână comisarul regal însuși fu silit să-l pună pe Filatov în libertate.

Acuma Consiliul de Război l-a achitat cu unanimitate de voturi.

Tăranul Filatov e achitat. Dar ce se face pentru răzbunarea morții tragice și oribile a celorlalți cinci? Ce se face pentru răzbunarea celor două mii de asasinați în chip analog dela Tatar-Bunar și a miilor și miilor de uciși din Basarabia în cei zece ani de ocupație? Ce se face împotriva jandarmilor asasinni? Nimic! Ei se plimbă liberi și continuă a exercita meseria lor sângeroasă în folosul lui Bazalău din Popușoi și al Bazalăilor din toată Basarabia și din restul României.

Nu-i așa că drama din Popușoi, pe care telegrama de mai sus ne-o readuce din nou în minte, nu este decât simbolul marelui tragedii a Basarabăiei, tragedie neterminată încă și ai cărei zece ani vor fi sărăbătorii curând de către oficialitatea asasinilor dela București? Ultimul act însă al acestei tragedii îl va serie, mai curând de cât se crede la București, poporul muncitor basarabeian însuși cu sângele asupritorilor săi. Afătea ticăloșii sângeroase nu pot fi răzburate decât prin sânge...

I. Mateescu

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΤΑΙΡΙΑ ΤΟΥ St. James

Ἀκόμη λάμπουν τὰ φωτεινὰ σημεῖα τῆς ἐξέγερσης καὶ φωτίζουν τὴν πτῶση τῆς κυβέρνησης τοῦ «juste milieu». Ἡ ἀγροτική πολιτική τῆς οἰκουμένης κυβέρνησης συνεχίστηκε ἀπὸ τὴν κυβέρνησι τοῦ κέντρου. Στὴν Κρήτη σηκώθηκαν οἱ ἀργότες ἐναντίον τῆς δεκάτης. Ἡ κυβέρνηση κάνει συμβούλια. Στὴν ὄρα τοῦ κινδύνου ἀνταμωθήκανε οἱ ἥρωες τοῦ κέντρου. Οἱ δημοκρατικὲς διακρίσεις ρίχθηκαν στὰ παλῆα σίδερα, οἱ δὲ δημοκρατικοὶ μικροαστοὶ ἀπομακρύνθηκαν ἀπὸ τὴν κυβέρνησι. Τὴν στιγμή τοῦ ἀμέσου κινδύνου κυβερνᾶτε μὲ αἷμα καὶ μὲ σίδερο, ἐδῶ δὲν χρειάζονται δημοκρατικὲς φράσεις πρὸς δικαιολογίαν.

Τὸ χρηματιστικὸ κεφάλαιο καὶ οἱ χρεοφειλέτες του, οἱ φαμπρικάντες καὶ ἓνα μέρος τῶν μεγαλοκτηματιῶν, ζάπλωσαν ἐν ὀνόματι τοῦ χέρι πρὸς τὴν κρατικὴ ἐξουσία. Κρατικὲς πιστώσεις ἔταξε ὁ Παπαναστασίου στοὺς ἀγρότους, κρατικὴ βοήθεια ἔταξαν στοὺς πρόσφυγας καὶ κατέβασμα τῶν φόρων στοὺς μικροαστοὺς. Τώρα ἔπεσε τὸ τελευταῖο κάλυμα καὶ ὁ ἑλληνικὸς λαὸς βρίσκεται πρὸς τὸ φρικῶδες γεγονός, ὅπου πέφτουν τουφεκιὲς καὶ σπαθισμοὶ.

Ὁ μηχανισμὸς τοῦ Ἑλληνικοῦ κράτους κινητοποιεῖται ἐναντίον τῶν πειὸ πιστῶν τέκνων τῆς Δημοκρατίας. Ἦν ἓνα κυβέρνησι δὲν εἶναι γερὰ ἀγκυροβολημένη στὶς ἐργαζόμενες μᾶζες τῆς Ἑλλάδος καὶ στοὺς ἐργαζόμενους πολίτας τοῦ ἐλευθέρου μας κράτους. Ὁ Μιχαλακόπουλος, ὁ ἐλκεϊνὸς ἥρωας τῆς πλουτοκρατίας κυριαρχεῖ τὴν ἐξωτερικὴν πολιτικὴν, ὁ κομματικὸς τοῦ φίλος Μαρῆς ἐξουσιάζει ὡς ὑπουργὸς τῶν ἐσωτερικῶν τὴν Χαροφυλακὴ καὶ τὸν διοικητικὸν μηχανισμό καὶ ὁ φίλος τοῦς ἄν ὄχι καὶ μέλος τῆς παρέας τοῦς Ὁ Ζαΐμης, τοῦ γέρασε στὴν ὑπηρεσία τῆς Ἀγγλίας, συνδέει τὸν ἀγγλικὸ ἱμπεριαλισμὸ μὲ τοὺς ἐγχώριους πράκτωρες.

Ἄς πᾶν νὰ ἀπασχολοῦνται οἱ «φιλελεύθεροι» Βενιζελικοὶ μὲ τὰ οικονομικὰ καὶ μὲ τὴν ἐθνικὴ οικονομία, ὁ Καφαντάρης καὶ ὁ ἔμπορικὸς τοῦ σπесиαλιστῆς Μερλόπουλος, ὁ ὑπουργὸς τῶν ναυτικῶν εἶναι ἐν τούτοις μόνον οἱ φιγουράντες τῶν μεγάλων παρακινήτων

πίσω ἀπὸ τὰ παράσκηνα. Ὁ Μαζαράκης ὁ ὁποῖος πρῶτος ὡς δημοκρατικὸ σκέπασμα ἐβοήθησε στὴν ἐκπλήρωσι τῶν ἀναισχύντων μοναρχικῶν πειραμάτων τῶν ἀποτάκτων, κάθεται πάλι στὴν κυβέρνησι ὡς προστατῆς τῆς ἐκπολίτησης τῶν «παραγόντων». Ὡς βενιζελικὸς καταπολεμούμενος ἀπὸ τοὺς μοναρχικοὺς, ὡς ἄνθρωπος τῆς μοναρχοποίησης τοῦ στρατοῦ ἀπὸ τοὺς ἴδιους τοῦ ἀξιοματικοὺς ὑποπτευόμενος, εἶναι σίγουρα μὴ ἀπὸ τὴν πειὸ ταλαντευόμενες μορφὲς μέσα σ' αὐτὴν τὴν κυβέρνησι τῶν διοικητικῶν καλλιτεχτῶν.

Ἄς μὴ ξεχνᾶμε ὅμως τοὺς Μεταξάκικοις, τοὺς μοναρχικοὺς ἱπότες τῆς «ἐλευθέρως φρόνησις»! Ἐκπαίδευσιν τὴν ἀναπτυσάμενη γεννεὰ, ἐξουσιάζουν τὴν δικαιοσύνην, κανονίζουν τὴν συγκοινωνία. Ὁ στρατηγὸς Μεταξᾶς κρατᾶ τὰ χέρια του τοὺς σιδηροδρόμους, τὰ ταχυδρομεῖα καὶ τοὺς τηλεγράφους. Τὸ ὑπουργεῖο του, τοῦ ἔμεινε, ἀκόμη δὲ ὅταν ἐγέρθησαν ἐναντίον του οἱ πειὸ χειρότερες κατηγορίαι.

Στὶς 5 Φεβρουαρίου δυαλύθη τὸ ὑπουργεῖο τοῦ κέντρου γιὰ τὴν «Δημοκρατικὴ Ἐνωσις» μὴκέ στο ζήτημα τῆς ὁδοποιίας γιὰ τὴν ἑλληνικὴ φέρμα Πρεζάνι καὶ Καφαμπέλη, ἐνῶ ὁ Μεταξᾶς προτίμησε τὴν ἀγγλικὴ φέρμα «Χάμπρο». Οἱ μετριοπαθεῖς μοναρχικοὶ ἐπέτυχαν πρῶτα νὰ δυσφημήσουν τοὺς περὶ τὸν Παπαναστασίου καὶ ἔπειτα νὰ τοὺς πετάξῃ. Ἡ «Δημοκρατικὴ Ἐνωσις» τὴν ὁποῖαν ματαιῶς προσεπάθησαν τὰ ἀριστερὰ τῆς στοιχεῖα νὰ τὴν μεταβάλουν σὲ ἓνα ἐργατο-ἀγροτικὸ κόμμα, ὄφειλε νὰ σκεπάσῃ τὸ ἐγκληματικὸ ἔργο τοῦ «juste milieu» τόσο, ὅσο τὸ χρειάζονταν κανεὶς διὰ λόγους καλῆς φήμης. Ὁ Παπαναστασίου ἐπέβαλε στοὺς χωρικοὺς τὶς περιφνημὲς παραγράφους ἀπολλωτρίωσις, ἐβοήθησε στὴν προετοιμασία τοῦ δανείου τῆς Κ.Τ.Ε. μὲσον τῶν γάλλων φίλων του καὶ τῆς αὐθεντικότητος του. Ἄφησε ἀτήρακτη τὴν εἰσπράξι τῆς δεκάτης. Ἀρνῆθηκε τὴν φιλελεύθερη βάση τοῦ κόμματος του καὶ δὲν ἀπαλλοτρίωσε τὰ ἐκκλησιαστικὰ κτήματα, ἐλύγησε τοὺς βενιζελικοὺς ἀξιοματικοὺς κάτω ἀπὸ τὸν ζυγὸ τῶν ἀποτάκτων, ἔμεινε στὴν κυβέρνησι ὅταν σκοτώνονταν οἱ πρωταγωνιστῆς τοῦ ἐνοικιοστασίου καὶ τώρα φεύγει — γιὰ τὸ ζήτημα τῆς ὁδοποιίας.

Ἡ Δημοκρατικὴ Ἐνωσις ἐσκόρπισε τὸ μεγάλο

πολιτικό κεφάλαιο, που μάζεψε στις μέρες του Βοναπαρτισμού του Παγκάλου. Τώρα δεν την χρειάζονται. Η αγγλική μπουρζουαζία έχει αρκετούς πρακτικούς υπηρέτας και δεν χρειάζεται τις γαλλόφιλες φράσεις στην δημοκρατική της «άποικια».

Η Έλλάς θα «κυπροποιηθῆ» via facti. Ο γενικός διοικητής ονομάζεται Ζαΐμης, το κοινοβούλιο θα γίνῃ μιὰ διοριζόμενη συνέλευση, στην οποία ακριβῶς τὴν μεγαλύτερη ἐπιρροή τὴν ἔχουν δουλοπρεπὴ και ἀμφίβολα στοιχεία.

Ἡ ἀθλιότητα, μεγαλώνει οἱ φόροι μεγαλώνουν. Τὸ ἔτος 1920—21 εἰσεπράχθησαν 350 ἑκατομμύρια Δραχμὲς σὲ ἔμμεσους φόρους, τὸ 1925—26 ἦδη 3370 ἑκ. Τὸ «juste milieu» ἐπέρασε και τὸν παγκαλικὸ Βοναπαρτισμὸ μὲ 5900 ἑκ. ἔμμεσους φόρους! Οἱ ἀγρότες ἐξακολουθοῦν νὰ πληρώνουν τὴν ἐκ παραδόσεως δεκάτη, ἢ ὁποῖα ἀνέρχεται σὲ 15—20% τοῦ καθαροῦ εἰσοδήματος. Μάταια χύσαν οἱ ἥρωες τῶν ἀπελευθερωτικῶν πολέμων τὸ αἷμα τους. Οἱ Τσάκις ἐκληρονόμησαν μέσα και ἔξω ἀπὸ τὴν κυβέρνησιν τὴν θέση τῶν παληῶν Ἀγάδων. Ἐνῶ δὲ τὰ κάτω στρώματα, ἐργάτες, ἐπαγγελματίες, διανοοῦμενοι καταπιέζονται μὲ ἔμμεσους φόρους, λιγοστεύουν οἱ ἄμεσοι φόροι, τὸ ἔτος 1927/28 εἰσεπράχθησαν ἀπὸ τοὺς 700 ἑκ. διαβεβαιωθέντας φόρους, μόνο 250 ἑκ. Πληρώσῃ ἔχουν ἀκριβῶς οἱ πειὸ φτωχοὶ, οἱ πειὸ ἄποροι χωριάτες, ἐνῶ χρωστᾶνε οἱ ἐφοπλιστὲς, βιομήχανοι, μεγαλοκτηματίες. Ἡ ἐξυγιάνσις δέχθηκε παρ' ὄλο τὸ τριμερὲς δάνειο ἕνα γερὸ κτύπημα.

Ἄς πάει νὰ ἐπιδιώκει ὁ Βενιζέλος και ὁ Πολίτης φιλίες γιὰ τὴν νέα πολιτικὴ, ὁ ἑλληνικὸς λαὸς, στερημένος τὴν ἐξουσία και παραδεδομένος στὸν ἀγγλικὸ ἱμπεριαλισμὸ, κρουνε σὲ κλειστὲς πόρτες τῆς πατρίδας και ζητεῖ ἀγροτικὴ μεταρρύθμισιν και ἐλευθερία.

Ἴσως κατορθώσει τὸ κράτος νὰ κτυπήσῃ τὴν αὐθόρμητο ἐξέγερσιν τῶν πλατειῶν ἀγροτικῶν μαζῶν, τὸ παράδειγμα τῆς Κρήτης εἶναι ἡ πρακτικὴ κριτικὴ στὴν ἐξυγιαντικὴ πολιτικὴ τῶν ἀγγλικῶν λακέδων. Ὁ ἑλληνικὸς λαὸς, ὁ πραγματικὸς λαὸς, ὄχι οἱ διπλωμάτες του, μίλησε. Ἀγαφλέγονται πρὸς τὸν οὐρανὸ τὰ καμμένα φορολογικὰ κατάστιχα, και ἡ κυβέρνησιν τῆς πλουτοκρατίας τρέμει. Βία ἐναντίον βίας στέκονται ἀπέναντι ἐκμεταλλευτὲς και καταπιεζόμενοι. Στὴν πατρίδα τοῦ Ἐλευθερίου Βενιζέλου ἀναιρέθῃ μὲ γεγονότα ὁ χρεωκοπημένος βενιζελισμὸς μαζί μὲ τοὺς ἀντιβενιζελικοὺς φίλους του.

Ἀκόμη μαίνεται ἡ ἐξέγερσιν τῶν βασανισμένων ἀγροτῶν. Ἡ Πανελλάς καλεῖ τὰ τέκνα τῆς στὸν ἀγῶνα ἐναντίον τῶν λακέδων τοῦ ξένου ἱμπεριαλισμοῦ.

Μέλιγκος

Ἡ ΕΞΕΓΕΡΣΗ ΤΩΝ ΧΩΡΙΚΩΝ ΣΤΗΝ ΚΡΗΤΗ

Ἡ ἐφαρμογὴ τοῦ προγράμματος τῆς ἀνόρθωσης και σταθεροποιήσεως τῆς ἑλληνικῆς οἰκονομίας, που ἐφαρμόζει ὁ Καφαντάρης, και που δὲν μπορεῖ νὰ γίνῃ παρὰ ὕστερα ἀπὸ μιὰ πειὸ ἀγρία ἐκμετάλλευσιν και καταπίεσιν τῶν ἐργαζομένων στρωμάτων τοῦ πληθυσμοῦ, ἀρχισε νὰ καρποφορεῖ. Οἱ ἐργατικὲς μάζες τῶν πόλεων, τὸ ἑλληνικὸ προλεταριάτο, βρίσκεται ἀπὸ καιροῦ ἤδη σὲ ἕνα ἀνισο ἀγῶνα, ἐναντίον τοῦ προγράμματος αὐτοῦ, ἐναντίον τῶν φόρων και τῶν δανειῶν. Ἐνα μέρος ὅμως, ἀπὸ τὰ ἐργαζόμενα στρώματα, οἱ χωριάτες, που ἀποτελοῦν στὴν Ἑλλάδα πάνω ἀπὸ 60% τοῦ ὅλου πληθυσμοῦ, ἔχει μείνει ὡς τώρα ἀκίνητο, παθητικὸ, παρ' ὄλο τὸ γεγονὸς, ὅτι, ζοῦν κάτω ἀπὸ τὴν πειὸ χειρότερες συνθήκες.

Οἱ φόροι που ἀπὸ χρόνον σὲ χρόνον ἀνεβαίνουν

— τὸ ἔτος 1927—28 βάλθηκαν πάνω σὲς ἐργαζόμενες μάζες δύο δισεκατομμύρια καινούργοι ἔμμεσοι φόροι — και ἀπὸ τοὺς ὁποίους τὸ μεγαλύτερο μέρος πληρώνουν οἱ ἀγροτικὲς μάζες, ἢ δεκάτη, τὰ χρέη στὴν Ἐθνικὴ τράπεζα και στοὺς διαφόρους τοκογλύφους, και μὴ τὴν ζωὴ τοῦ χωριᾶτι στὴν Ἑλλάδα ἀνυπόφορη.

Μπρὸς σ' αὐτὴν τὴν κατάστασιν, οἱ χωριάτες ἀποφάσισαν νὰ κινήθουν. Πρῶτοι ἔκαμαν τὴν ἀρχὴ οἱ κάτοικοι ἐνὸς χωριοῦ στὴν Κέρκυρα, ὅπου οἱ χωριάτες μὲ ἐπὶ κεφαλῆς τὸν Πρόεδρο τῆς Κοινοτήτας, ἐδιώξαν τοὺς ἐφοριακοὺς ὑπαλλήλους τοῦ κράτους.

Δὲν πέρασαν λίγες μέρες και ἀναγγέλεται ἀντιφορολογικὴ ἐξέγερσιν τῶν ἀγροτῶν μιανῆς περιφέρειας τῆς Κρήτης, ὅπου οἱ χωριάτες σὲ μιὰ διαδήλωσιν τὴν 18 Ἰανουαρίου 1928 σὲς Μοῖρες, ἔκαψαν, μέσα στὴν ἀγανάκτησιν τους, τὰ φορολογικὰ ἀρχεῖα ὀλόκληρης τῆς περιφέρειας. Αὐτὴ τὴν φορὰ ὅμως τὸ κίνημα δὲν περιορίστηκε σὲ ἕνα χωριὸ, ἀλλὰ ζαπλώθηκε μὲ ἀστραπιαία ταχύτητα πάνω σ' ὄλο τὸ νησί. Και ἔτσι ἡ ἀρχὴ που ἔκαμαν οἱ Μοῖρες, σήκωσαν μέσα σὲ 14 μέρες ὀλόκληρη τὴν Κρήτη στὸ ποδάρι. Χιλιάδες ἀπὸ ἀγρότες σχημάτισαν σὲς 30 Ἰανουαρίου στὴν πρωτεύουσα Ἡράκλειο μιὰ μεγαλειώδη διαδήλωσιν. Πάρθηκαν ἀποφάσεις ὑπὸ μορφὴν τελεσιγράφου, οἱ ὁποῖες στάλθηκαν στὴν κυβέρνησιν. Στὸ ψήφισμα ἐτονίζετο ὅτι ἂν σὲ διὰστημα 10 ἡμερῶν, δὲν ληφθοῦν ἐκ μέρους τῆς κυβερνήσεως μέτρα, πρὸς ἐλάφρυνσιν τῶν χωρικῶν ἀπὸ τοὺς φόρους, οἱ χωριάτες εἶναι ἀποφασισμένοι νὰ διεκδικήσουν τὰ συμφέροντα τους ἐνόπλιως. Παρακάτω ἐζητήτο ἡ ἄμεσιν ἀπελευθέρωσιν τῶν συλληφθέντων ἀγροτῶν σὲς ταραχὲς τῆς Μοίρας, καθὼς και ἡ ταχυτάτη παραίτησις τοῦ γενικοῦ Διοικητοῦ Κρήτης.

Ἡ κυβέρνησιν κατατρομαγμένη ἀπὸ τὴν ζαφνικὴν και αὐθόρμητο κίνησιν τῶν χωρικῶν, ὑπεσχέθη νὰ διευκολύνη τὴν πληρωμὴ...! τῶν φόρων, προσπαθεῖ δὲ μὲ κάθε μέσο νὰ μὴ δώσῃ μεγάλη σημασία στὸ ζήτημα.

Οἱ χωρικοὶ ὅμως τῆς Κρήτης, που ἔχουν πικρὴ πείρα τῶν ὑποσχέσεων, ἐξακολουθοῦν νὰ κινούνται, δὲν περνάει μέρα που νὰ μὴ γίνονται συλλαλητήρια στὰ ὁποῖα πέρουν μέρος χιλιάδες ἐνόπλιων χωρικῶν.

Ὁ Διοικητὴς Κρήτης ἀναγκάστηκε μπρὸς σ' αὐτὴν τὴν κατάστασιν νὰ παραιτηθῇ, οἱ συλληφθέντες τῶν Μοιρῶν ἀφέθηκαν ἐλεύθεροι, ἢ δὲ κυβέρνησιν κατὰ τὴς νεώτερες πληροφορίες σκέπτεται νὰ λάβῃ ἔκτακτα στρατιωτικὰ μέτρα, ὑπάρχουν μάλιστα και εἰδήσεις ὅτι πάνω ἀπὸ τὴν Κρήτη πρόκειται νὰ κυρηχθῇ ὁ στρατιωτικὸς νόμος.

Τὰ ἀποτελέσματα τοῦ κινήματος δὲν μποροῦμε νὰ τὰ προειδοῦμε. Μ' αὐτὸ ὅμως δὲν χάνει τὸ γεγονὸς σὲ σημασία. Ἡ ἐξέγερσιν τῶν χωρικῶν τῆς Κρήτης που ἀποτελεῖ τὴν ἐκδήλωσιν τῆς ἀγανάκτησεως ἐνὸς μέρους τῆς ἀγροτικῆς μάζας κατὰ τῆς φορολογικῆς πολιτικῆς τῆς κυβερνήσεως, εἶναι ἡ ἀρχὴ μιᾶς πειὸ πλατειᾶς, μιᾶς μαζικῆς κινήσεως τῶν ἀγροτῶν ὅλης τῆς Ἑλλάδος. Και τὸ ζήτημα αὐτὸ ἐνέχει σπουδαιότατη σημασία, γιατί ἡ ἀντιφορολογικὴ αὐτὴ κίνησιν κτυπάει κατ' εὐθείαν τὴν ρίζα τοῦ ὅλου οἰκονομικοῦ προγράμματος τῆς Μπουρζουαζίας. Κτυπάει τὴν πολιτικὴν τῶν φόρων, πάνω στὴν ὁποῖα ἡ μπουρζουαζία βασιζεῖ ὅλες τὴς ἀνθρώπινες τῆς προσπάθειες.

Χαρακτηριστικὸ ἐπίσης γιὰ τὸ κίνημα τῶν ἀγροτῶν τῆς Κρήτης, εἶναι και ἡ σύμπραξιν τους μὲ τὸ ἄλλο, τὸ πειὸ συνειδητὸ και πειὸ ὀργανωμένο μέρος τῶν ἐργαζομένων, μὲ τὴν ἐργατικὴν τάξιν. Στὰ συλλαλητήρια τοῦ Ἡρακλείου ἔλαβαν μέρος και οἱ ἐπαναστάτες ἐργάτες, ἀπὸ τὴς κυριώτερες, δὲ πόλεις τῆς χώρας ἀναγγέλονται ἤδη συγκεντρώσεις ἐργατῶν, οἱ ὁποῖοι ἐκδηλώνουν σὲ ἀποφάσεις τὴν συμπάθειαν και τὴν ἀλληλεγγύην τους πρὸς τὴν ἀγροτικὴν κίνησιν. — Μαῦρος

غربی و جنوب غربی منقطعاً زنده فعالیده. بولان کویلی به یوک
 ضرر ابقاع آدن اشقیبا تشکیلات سایه‌سندده دوچار پرشانی اولدی.
 تشکیلات طرفدن چرا گوره‌جکی ادراک ایلیان چفتلکات اصحابی کویلی به
 حسن معامله به مجبور اولدقلری اکلادیلرکه بو صورته کویلیلر استراحت
 ایله ییلدیلر تشکیلات فعالیتی اجتماع حیاتیک هر جبهه‌سینه تشمیل ایتدی.
 آنک محکم‌لری و اجرا هیئتلی وازدی. بو تشکیلات حکومت ایچنده بر
 حکومت شکلی آلمشدی. اعتباری فوق‌العاده بر صورته بیومش و همان
 همان بتون خلق کندوسنه دخالت ایتمشدی. تشکیلاتک فعالیتی حکومت
 عثمانیه‌ده اندیشه به دوشورمش و فقط اداره مأمورلی بعضاً لیبملرک
 تشکیلاته منسوب اولدیغی و هانکی کویله چته‌لر بولدیغی ییلدکلدی حالد
 بوکا قارشو بر تدبیر و چاره دوشونه‌جک و ضعیفه دکلدردی. بو
 تشکیلات دول معظمه‌ده اندیشه به دوچار ایلشدی. چونکه بولرک
 اختلال فعالیتی بولرک دولترک بالقائلر حقدده کی سیاسی پلانتری بوزاجق
 ماهیته ایدی حقیقه. بو تشکیلاتک فعالیتی ماکدونیا ایشلرنده بولرک
 دولترک مداخله‌لری موجب اولمشدی. اورویا دیپلوماسیسی ماکدونیا
 ایشلریله اشتغاله مضطر برآتمشدی. اورویا دیپلوماتلری طرفدن ماکدونیا
 عائد اولوق اوزره بر چوق اصلاحات پروتولری احضار قلمش و حتی
 بعضیلرله موقع تطبیقه وضع قلمشدی. فقط موقع تطبیقه قویلان بو اصلاحات
 پروتولرله خلقک و ضعیفه بر تبدل حصوله کلدی. اساساً تشکیلاتک
 استهداف ایلدیکی غایه مداخلات دیپلماتیکه ایله اتاج ایلدیله‌یلیر
 ماهیته دکل ایدی.

ماکدونیا خلقک استحصال حریت اوغورنده ویردیکی فوربائلر

بو فوربائلر بالخاصه توزیکه‌نک اعلان مشروطیت دورینه تصادف
 آیدن زمانده ده‌ها زیاده‌در.

۱۸۹۶ء تاریخدن یعنی عثمانلی حکومتک ماکدونیا‌ده بر اختلال
 تشکیلاتک موجودیتدن خبردار اولدیغی آدن «۱۹۰۲» سنه‌سینه مصادف
 ایلدن عصیانته قدر اختلالی تشکیلات چته‌لرله عثمانلی عسکرلری آره‌لرنده
 ۱۲۲ دفعه مصادمه واقع اولمشدر. بو مصاد ماته درت یکدن فضله
 اختلالی ایله یتمش ایکی بیک عثمانلی عسکری اشتراک ایتمشدر. بولردن
 بش یوز اختلالی ایله درت عثمانلی نفری مقتول دوشمشدر ۱۷۰ کوی
 اهالیسه اشکنجه و تعرضه معروض قالمش و حبسخانه‌لر کویلی و شهرلی
 خلق ایله دولمشدر موقوف. معروض اشکنجه قاهره طیاقدن
 اولترک عددی درت یکک بالغ اولمشدر. ماکدونیا مختلف منقطع‌لردن اک
 فضله ضرر کورن سلاطینک ولایلی خلقیدر. بو ولایته محبوس و معزوب
 و اشکنجه یوزلردن اولترک عددی ایکی بیک درت یوزه بالغ اولمقده‌در.
 «۱۹۰۲» «۱۹۰۴» تاریخلرنده و قوعولان عصیان و «۱۹۰۲» سنه‌سینه سلاطینکه
 قوعولان سوی قصد عاقبتلی ده‌ها فجیع ایدی. بولغار سرانک آدم‌لردن
 اولان ماکدونیا ولعولیت قومیتسی ازکاتندن بولان بولغار ضابطاندن
 سوچه‌ف، قوقولوف، بوزنه‌گروف طرفلردن ترتیب و اداره ایلدیش اولان
 جمعه بالا قضا‌سندده «۱۹۰۲» سنه‌سینه «۶-۶» تشرین اول تاریخته قدر
 امتداد آدن عصیان اثنا‌سندده و تریج قضا‌سندده اختلالجیلر طرفدن طقسان
 بش و عثمانلی عساکرلردن یوز اوتوز کیشی و اهالی مطبوعه‌دن فرق بش
 کشی مقتول دوشمش و اون بش کوی تخریب ایلدیش و اوچ یوز فرق
 ارکک بو یوز اوتوز قادین اشکنجه‌به معروض قالمشدر.

(اشبو عصیانک مرتبلی اولوب بالاده اسامیسی مذکور بولان
 اشخاص حرکت عصیانک دوام ایتدیکی مدیحه و حکومت عثمانیه‌نک
 تعقیب و تشکیله قارشو مقاومت کوسقره‌یه‌رک بولغارستانه التجا ایتک
 اوزتوره حرکت آیدن صفار و کبار و ذکور و اناث اوچ بیک متحارن
 کسان آره‌سندده کندی رتبه عسکرلری اونقیرمه‌لری لاس اولدیغی
 حالده منسوب اولدقلری بولغار حکومتدن وظیفه عسکریه لری ایفا
 ایتدیولرر ایش کبی منتظماً معاش و تحفیضاتلری آلمقده ایلدیلر.)

سلاطینکه وقوعه کلان سوی قصد نتیجه‌سندده بلا فاصله حکومت
 عثمانیه اوچ کون مدتله بولغارلر اوزرنده قتل عام اجرا ایلدیشدر. بر
 قاچ یوز کیشی بو مدت طرفنده اتلاف ایلدیشدی. سلاطینکه واستانولده
 و ماکدونیا‌نک اقسام مختلفه‌سندده اون بیک متجاوز بولغار حبس و توقف
 ایلدیشدی. فقط «۱۹۰۲» سنه‌سی یاز و صوک بهارنده کی ایلندن یوم
 مخصوصه تصادف آیدن حرکت ماکدونیا خلقک اک زیاده قویان ویردیکی
 برآندر. بو عصیانده بتون مناسر ولایلی و ملیقاتی عمومیتله فعالیت
 یکمشلردی. ایلندن عصیان نا موسم ایدی. تشکیلاتک دوامی و واسع
 مقیاسده اجرای حرکت حاضرله‌نهامشدی. غوتسه دلخه‌ف کی مشار بالبان
 اختلالجیلر بو عصیانک عدم موفقیته محکوم اولدیغی ییلدکلردن مخالفی ایلدیلر.
 فقط عصیان شبت حقیقه عقد ایلدیلر قونفروهه جریان آیدن مذاکره
 اتنا‌سندده یوان غاروانوف و امبالی کبی اشخاص طرفدارانی حرکت
 اختلالیه باشلامغه دائر اولان مذاکره نتیجه‌سندده احراز اکثریت
 و تقوی ایتمشلردر. غاروانوف و رفقاسی حد داتنده ویرخویست ایلدیلر
 یعنی اونلر ماکدونیا خلقک کندی باشلرنده استخلاص غایه‌سینه واصل
 اولدیله‌جکلرته امنیتلی یوق ایدی. عصیان ابقاعدن مقصدلری دول معظمه
 نک ماکدونیا خلقی اوزرینه نظر دقتلری جلب و بالنتیجه مداخلات
 دیپلماتیکه‌ی تأمیندن عارت ایدی. عصیان بعدالاعلان حرکات عصیانیه
 تشبیه مخالفت ایلدنر یله ارباب عصیانه مظاهرت و حرکت مناسر و
 ملیقاتی اطرافنده فعلاً اشتراک ایلدیلر. بو اختلاله بتون خلق اشتراک
 ایتدی. مجاهدلر بولرک بر جسارت و شجاعت ابواز ایتمشلردر. اوچ شهر
 و بر چوق قریه عصیانک دوام ایتدیکی مدتیجه بولرک بد ضبط و
 اداره‌سینه یکمشدی. عصیان «۲۰» نوزده باشلادی و اوچ آی دوام
 ایتدی. یکریمی بیک اختلالی ایله ایکی یوز طقسان بیک عسکر مجادله‌یه
 اشتراک ایتدی. ایکی یوز دن فضله مصادمه قوعولدی. آتی یوزدن فضله
 کوی تخریب اولدی. بولردن طقسان قریه خاک ایله یکسان اولدی. الی
 ایکی بیک کیشی ملجاد و مسکسندر قالدی. مناطق عصیانیه داخلنده بیکناه
 اهالی مطبوعه‌دن بیک سکر یوز کیشی قتل و اتلاف ایلدی. اوغرادقلری
 ضرر مادی ایسه لایعد و لایحصی‌در. ایلندن عصیان اثنا‌سندده سلاطینک
 ولایته اوچ بیک بشیوز ارباب اختلال ایله یکریمی بیک عسکر میاتنده
 «۲۸» و اسکوب ولایتنده بیک کشیدن مرکب ارباب اختلال و بکونی یدی
 یکدن عارت قوای عسکریه آرا‌سندده «۱۶» مصادمه قوعولمشدر. احراق
 بالنار ایلدیلان مساکن بیک یوزه بالغ اولمش و مسکن و ما‌واسر
 قالاندره بش بیک سکر یوز کشیدن عارت بولمشدر. معصوم و بیکناه
 اهالیدن قتل و اتلاف ایلدیلان «۲۷۰» کشیدن لسی قیز قادین ایدی. اک
 ظلم دیده اولان تیکوش، کویلی، وودینه و طویران فضالری کویلولری
 ایدی. ایلندن عصیانک ایتدا‌سندن اطفاسنه قدر «۱۲۰۰» قریه تخریب و
 اون بیک خانه احراق و ازباب اختلالدن و معصوم خلقدن ایکی بیک
 یوز اوتوز کیشی قتل و اتلاف و ایکی بیک ایکی یوز الی قیز و
 قادینک عرض و ناموسلرینه متجاوز ایدیش و آتمش بیک کیشی مسکسندر
 قالمشدی. «۱۹۰۲» سنه‌سی نهایتلرنده خیسمانه‌لرده بشیوزی متجاوز سیاست
 تحت محبوسیته آتمش اشخاص موجود ایدی. ایشته ایلندن عصیان
 ییلانجوسی بولدن عارتدی. تحفیصاً مناسر ولایلی و ملیقاتیده بو عصیاندن
 خراب اوله‌رق چقمشدر. اهالیستک بر چوغی بولغارستانه فرار ایتمشدر.
 مناسر منطقه‌سنگ فلاکتی او درجه‌یه وارمشدی که انکلتزه و ایتالیا‌ده کی
 پن‌البلل جمعیت خیره‌لرک نظر دقتی جلب ایتمکدن خالی قالمش ایدی.
 بو جمعیتلر بالا‌خره فلاکت زده‌لره معاونت اولوق اوزره پاره طویلا‌یه‌رق
 کندی مثللی واسطه‌سینه اجرای معاونت ایتمشلردر. عصیاندن صوکره
 اوغرادقلری فلاکت یوزلردن ارباب سبی و عمل محکمی ترکه مجبور اولوب
 امر قیایه مهاجرت ایلشلردی و او زماندنبری ماکدونیا کویلی و عمله
 و ارباب صنایک آمر قیایه شدالی مهاجرت باشلامشدی.

(مابعدی وار)

دیتمی و لاخوف

بalkan فدراسیونی

هر اون بش كوده انتشار ايدر

بalkan اقلیتلرینك ومظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر

بالعموم balkan اسانلرنده بازيلمقددر

ماكدونيا خلقنك استحصال حریت مجادلاتی

ماكدونياده اختلالی جریان و ماكدونيا اختلالی تشکیلاتی

تشکیلات: تاریخ تأسیسندن اوچ سنه مرورنده کویلی اهالی میانده دخی طرفدار بولمغه باشلامشدی. تشکیلات ارکانی کویلی کندیلرینه جذب ایچون مانع ماده تأمینتی قبول و اجرا ایتدیلر. چونکه اووقتلر ملی و سیاسی مفکوره کویلی ایچون غیر قابل تفهم اموردن ایدی. صرف سیاسی و ملی غایه لری تعقیب ایدن تشکیلاتلره کویلولر او زمان یناشمازلر ایدی. که یلی حریت، مختاریت کبی مفکوره ایچون هیچ بر فداکارلق اختیار ایتمز ایدی. تشکیلات: رنجیری کندینه بند ایچون چفتک اصحابی ایله آرازلنده موجود مسائلی رنجبرلر لهسه حل ایتمکی تمهد ایشدی. تشکیلات طرفندن اصغری یومیله تعیین ایدلمشدی. مثلا اسکوب قضاسنده زراعتی یومیله لری ارککلره اونر و قادیلره یدیشر بوچوق و چوقلره بشر غروش اوله رق تعیین ایدلمشدی که بو مقدار رنجبرلرک مقدا آلدقاری یومیله نک اوچ متله بالغ اولیوردی. آتی آی و یا بر سنه چالشمق ایچون تمهدده بولنان رنجبرلر غدارندن ماعدا ایکی نیک کیلو بغدای، چاودار، و آرپه و یوز الی کیلو تخم اکبیله چک اراضی ایله اوچ تورک لیراسی آله چقردی. بوکا نمائل قرارلر سپروز قضاسنده ده تطبیق ایدلمشدی. تورک چفتک صاحب لریه کندی چفتکلرینی صادیترمغه مجبور ایتمک ایچون کویلی تورک چفتکلر صاتون آلمقدن منع ایتلمشدی. کویلولر اختلال تشکیلاته منسوب اولدقاری تقدیرده و وضعیتینی اصلاح ایدمچکلرینی و اراضی یه صاحب اوله چقرلرینی پک چابوق ادراک ایتدیلر. پک آز زمانده تشکیلاته او قدر چوق کویلی کیرمشدی که عاداتا بو بر کویلی تشکیلاتی اولمشدی. تشکیلات فظهر اولدیغی بو اعتمادی خللدار ایتمامک ایچون کویلی تک منفعتنه تملق ایدن هر ایش ایله علاقه لندیلر.

بو تشکیلات ۱۸۹۲ سنه سنده غورسه دیخهف، پیره توشهف، دامیان غرواف، دوقتو خرسو تاتارچهف، پترو آرسوف، کورچه پتروف طرفلندن تأسیس ایدلمشدر. مؤسسلرینک غایه لری: دول معطمه حمایه لری آلتنده ماكدونيانك سیاسی مختاریته نائلیتی ایدی. مؤسسین موی الیمم ابتداء پروپوغاندلرینی شهر داخلنده منوران و معلم و پاپاسلره وارباب صنایه حصر ایشلردی. محلی غروب و تشکیلات و جوده کیرلیدی. بو تشک خلق طرفندن هیجانله قارشیلاندى. بو تشکیلاتك اول امرده تحملى اكسارخانه یه منسوب بولغارلر میانده آتیلدی. روم پطریقخانه سی، روما پاپالغی و پروستان مذهبی طاشیان بولغارلره اعتماد ایدلمزدی. ماكدونيا خلقنك دیگر عرقلریه کنجیه: یعنی تورکو، آزناوودلر، اولاحلر، و روملر آره لرنده اختلال اوغورنده پروپوغاندا یا یقم ممکن اوله مدینی کبی تصور دخی ایدلمزدی. چونکه عناصر مختلفه آره سنده مقابل بر بر عدم امنیت حکمفرما و بو حالک ادامه سی ایچون حکومت عثجانیه طرفندن وار قوتله چالشلقده ایدی. مقدا اکسار خانه یه منسوب بولغارلر میانده تمللرینی آتان اختلالیلر: غایه لرنک عموم ماكدونيا خلقته تشمیلی امکاتی کورمش اولدقارندن نظاملرینی اول صورته تصحیم و تعدیل ایدیلر. بعده هر ماكدونيالی یعنی «بلا تفریق جنس و مذهب» ماكدونيانك سیاسی مختاریتی اساساتی قبول ایلك شرطیه تشکیلاته اعضا اوله رق داخل اوله ییلردی.

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 1789—1798)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Maximilian Hesse — Karl Wilker
Nouvelle trafrise des Protogeroffs
P. Louis: Autants d'Etats Balkaniques autant de Crises intérieures
D. Vlakhoff: L'enter dans la Macédoine sous le joug des Karageorguievitch
P. Davila: La politique italienne et les Balkans
D. Jovanovitch: Le carnaval pan-serbe à Belgrade
I. Mateescu: Un drame Bessarabien
Après la condamnation de Stéfanoff et de ses co-accusés
La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1798—1804)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation.

Maximilian Hesse — Karl Wilker
Neue Verräterei der Protogeroffs
D. Vlakhoff: Die Hölle in Mazedonien unter dem Joche der Karageorgewitsch
D. Jovanović: Der großserbische Karneval in Belgrad
Melingos: Das griechische Kabinett der „Sanierung“ — die Filiale von St. James
Mavros: Der Bauernaufstand auf Kreta

Texte bulgare (pages 1804—1807)

Протогеровци готвят нови предателски акции в Македония
Д. Влахов: Ада в Македония под игото на Карагеоргиевичите
П. Луи: Новата фаза на балканските интриги
П. Давиля: Една афера, която искат да потушат

Texte serbe (pages 1807—1809)

Протогеровци спремају нове издајничке акције у Македонији
Д. Јовановић: Великосерпски карневал у Београду

Texte croate (pages 1809—1811)

Dr. C. Antonetic: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji—X

Texte albanais (pages 1812—1814)

Enquête-a e joë permbl Federacionin Balkanik.

Dr. Theodor Liebknecht

P. Louis: Phaza e ré e intrigave balkanike
Drapni: Sot tre vjet dhe sot

Texte roumain (page 1814—1817)

Cuvântul popoarelor balcanice la Congresul Prietenilor U.R.S.S.
Discursul lui Fan S. Noli — Discursul lui D. Vlakhoff
I. Mateescu: O dramă besarabeana

Texte grec (pages 1817—1818)

Μέλιγκος: Ἡ ἐταιρία τοῦ St. James

Μαῦρος: Ἡ ἐφευρεσι τῶν χωρικῶν στήν Κρητή

Texte turc (pages 1819—1720)

— ۲ — دیتمتری ولاخوف: ماكدونيا خلقنك استحصال حریت مجادلاتی

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.